ÉCHANGES

N° 125 — Eté 2008 — 3 euros

bulletin du réseau
« Échanges et mouvement »

La hausse du prix des matières premières
et la **CRISE** générale de l'accumulation, p. 3

FRANCE. Retraite : les syndicats silencieux sur le renouvellement de l'AGFF, pourquoi ?, p. 8 ◆ Réflexions sur l'accord de « modernisation du marché du travail » du 11 janvier 2008, p. 11 ◆ Dans les publications, p. 16

Roumanie. Plus audible, plus consciente, plus audacieuse, la grève chez **DACIA-RENAULT** marque un tournant, p. 18 ◆ Dans les publications : Europe, p. 23

Asie. La lutte des classes dans la **CHINE** en transformation, p. 26 ◆ Dans les publications, p. 41

Etats-Unis. Quatre-vingt-sept jours de grève chez American Axle Manufacturing, p. 42 ◆ Dans les publications : Amériques, p. 52 ; Monde, p. 53

CORRESPONDANCE. A propos du MIL, p. 54 ◆ Du négationnisme dans « Echanges », p. 55 ◆ Téléologues, de la discussion à l'injure, p. 56 ◆ Lettre d'Echanges et mouvement à « Alternative libertaire », à propos de Mai 68, p. 63

Dans les publications : histoire, théorie..., p. 65

NOTES DE LECTURE. « Temps modernes, horaires antiques. La durée du travail au tournant d'un millénaire », de Pietro Basso, p. 69 ◆ « Le rendez-vous des civilisations », de Youssef Curbaye et Emmanuel Todd, p. 69 ◆ « Die Revolution ist keine Parteisache », de Cajo Brendel, p. 70 ◆ « Villains of All Nations. Atlantic Pirates in the Golden Age », de Marcus Rediker, p. 71

Liste de publications disponibles à Echanges, p. 73

ÉCHANGES N° 125 — Eté 2008

ÉCHANGES

Bulletin du réseau « Echanges et mouvement » .
pour abonnement, informations et correspondance :
echanges.mouvement@laposte.net

BP 241, 75866 Paris Cedex 18, France

Sur Internet :
http:// www.mondialisme.org

Abonnement : 15 euros pour quatre numéros
comprenant les brochures publiées dans l'année.

Les publications d'Echanges et mouvement sont régulièrement déposées dans les librairies suivantes :

à Paris

La Brèche, 27 rue Taine, 12e
☎ 01 49 28 52 44.

Clio, 38 avenue Villemain, 14e
☎ 01 45 41 59 20.

Parallèles , 47 rue Saint-Honoré, 1er
☎ : 01 42 33 62 70.

Le Point du jour, 58 rue Gay-Lussac, 5e ☎ : 01 43 26 20 17.

Publico, 145 rue Amelot, 11e
☎ 01 48 05 34 08

Quilombo, 23 rue Voltaire, 11e
☎ 01 43 71 21 07

à Lyon

La Gryffe, 5 rue Sébastien-Gryphe, 7e
☎ 04 78 61 02 25

à Rennes

Alphagraph, 5 rue d'Echange
☎ 02 99 79 74 20

au Canada

La Sociale CDL, Case postale 266 succ. C. – Montréal, Québec Canada H2L 4K1
☎ asociale_bis@yahoo.fr

DERNIÈRE PARUTION

S'appuyant sur leur expérience de militants,de nombreux témoignages de travailleurs et des analyses de sociologues, philosohes et historiens du travail, Martin Glaberman et Seymour Faber décrivent la résistance quotidienne de la classe ouvrière en Amérique du Nord, et notamment dans les usines automobiles de Detroit.

Sans occulter sexisme ou racisme (« Le travailleur en guerre contre lui-même»), ils dépeignent les comportements des ouvriers, sous l'angle du rapport capital-travail.

La traduction publiée en feuilleton dans *Echanges* a été révisée.

Editions Acratie, 164 p., 17 euros. Prix spécial abonnés d'Echanges 10 euros.

Gérard Bad a ouvert sur Internet sur les luttes : http://spartacus1918.canalblog.com/archives/2008/01/02/index.html

LA HAUSSE DU PRIX DES MATIÈRES PREMIÈRES ET LA CRISE GÉNÉRALE DE L'ACCUMULATION

S'il y a une fatalité, c'est celle de la baisse du taux de profit, non celle de la limitation des ressources naturelles

LES MÉDIAS véhiculent quotidiennement des informations inquiétantes sur l'évolution du prix des matières premières, qui augmentent de façon inexorable. Il s'agit de nous convaincre que, pour des raisons quasi naturelles (comme les matières premières ?!), le prix de notre alimentation et celui de l'essence ont augmenté et vont continuer de le faire pour des raisons indépendantes de la volonté de ceux qui nous vendent ces marchandises.

Sans prétendre être un expert du marché de chaque matière première, il faut quand même faire un certain nombre de remarques.

Prix des matières premières et prix des marchandises

On trouve beaucoup plus souvent des données sur le prix des matières premières que sur celui des produits finis. Qui a vu une courbe du prix du pain ou du yoghourt depuis 10 ans ? Un doublement du prix du blé (de 130 à 260 euros la tonne) fait passer la part du blé dans le prix d'un pain (250 grammes) de 4 à 8 centimes d'euro. Il semble qu'en France, la structure du marché de la boulangerie ait empêché la formation de surmarges importantes sur le pain. On n'en affole pas moins le consommateur sur la hausse vertigineuse du prix du blé. Et dans de nombreux autres pays, le prix du pain a augmenté au point de provoquer des émeutes.

Dans le secteur du lait, les grands groupes comme Danone sont à même de réaliser de substantielles surmarges. Le prix du lait représente en moyenne 20 % du prix des produits laitiers. En octobre

2007, les producteurs français ont obtenu une hausse de 7,1 % du prix à la production. Dans le produit fini, cela devrait donc donner une hausse de 1,4%, et non pas de 10 % à 20% comme pratiqué par les grands groupes.

Toujours dans l'alimentaire : le PDG du brasseur SABMiller (cette société d'origine sud-africaine est devenue en février la première brasserie mondiale) s'est vanté devant ses actionnaires d'avoir plus que compensé la hausse du prix de l'orge dans le prix de la bière, de sorte que les bénéfices ont pu augmenter plus vite que le chiffre d'affaire.

On pourrait multiplier les exemples. On sait qu'en ce moment, la hausse du prix du pétrole n'empêche pas les marchands d'essence de faire des super-bénéfices.

Cartellisation des ressources

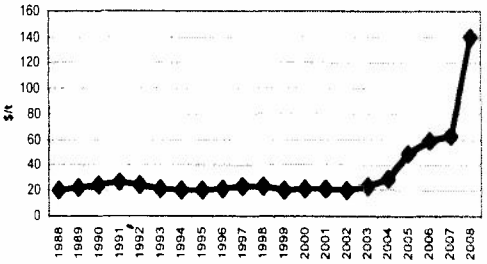
Il faut donc se défier du discours malthusien sur la limitation des ressources naturelles, les caprices de la nature, etc., qui cherche à justifier les hausses de prix. S'il y a une fatalité, c'est celle de la crise économique et de la baisse du taux de profit, qui déclenche une guerre de classe contre le prolétariat au travers du prix des subsistances. La guerre est aussi celle des capitalistes entre eux, où les rapports de forces sont féroces aussi.

Ce n'est pas d'hier que chaque branche du capital essaie de se constituer en cartel pour imposer au reste de l'économie des prix comprenant d'importants surprofits. Le prix du minerai de fer augmente sensiblement depuis 2005, année où a commencé une nouvelle vague de concentration des entreprises minières. La hausse ne date donc pas de la crise des subprimes. Mais elle explose en 2008 (il s'agit de prix négociés avec certains gros sidérurgistes japonais et coréens pour livraisons en 2008-2009, et qui sont d'habitude représentatifs de la tendance mondiale).

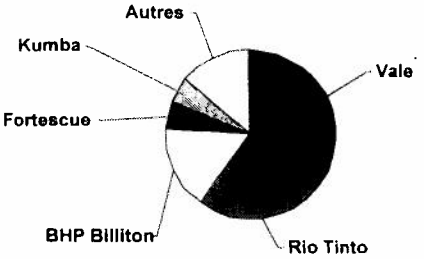
Comment penser qu'une telle hausse de prix obéit à une brusque pénurie de l'offre mondiale quand on voit que celle-ci est contrôlée à plus de 75% par trois sociétés ? Les sidérurgistes cherchent d'ailleurs à contrer l'offensive des mineurs depuis longtemps. Arcelor-Mittal contrôle déjà 47 % de ses approvisionnements en minerai de fer en interne (ce qui signifie, toutes choses égales d'ailleurs, qu'une hausse de 100 % du prix affiché ne représente pour lui que 53 %). L'objectif est de parvenir à 90% en 2018.

Autrement dit, c'est la lutte entre cartels pour le partage de la plus-value. Bien entendu, les PME et les sociétés moins importantes font les frais de ce combat : cela va des camionneurs aux pêcheurs et aux compagnies aériennes, etc.

Prix du mineral de fer
(en dollars par tonne)



Principaux producteurs de mineral de fer



Donc, dans le secteur du minerai de fer, la hausse des prix n'a rien à voir avec la limitation des ressources naturelles, mais est liée à un rapport de forces déséquilibré entre un très petit nombre de sociétés minières et un nombre nettement plus important de sociétés sidérurgiques.

Le pétrole, idéologie et propagande

C'est dans le secteur du pétrole que la confusion entre information, idéologie et propagande est la plus grande. La longue histoire de l'oligopole des sociétés pétrolières (1) nous a habitués aux demi-vérités et aux francs mensonges. On connaît peut-être moins son rôle dans la promotion de certains mouvements écologistes, notamment anti-nucléaires. Selon William Engdahl, lui-même suspect de rouler pour le lobby nucléaire, il y aurait plusieurs grandes sociétés pétrolières, entre autres, à l'origine du Club de Rome qui, dans les années 1970, prônait la croissance zéro pour cause d'épuisement des ressources naturelles et développait une problématique malthusienne qui revient à la mode aujourd'hui.

Même les experts reconnaissent qu'il n'est pas possible d'établir un bilan fiable des réserves mondiales de pétrole. Dès lors, que penser du furieux débat qui se poursuit autour de la notion de pic pétrolier, qui lui aussi sent bon son Malthus ? Qu'il sert surtout à entretenir un climat de menace et de pénurie, qui justifie toutes les hausses de prix à la pompe et qui relève de la propagande la plus grossière. On lit par exemple que la preuve que le « pic pétrolier » (le maximum de production, avant le déclin) est là, c'est que la production américaine « on shore » de pétrole brut a baissé au premier trimestre 2008 (*Les Echos* du 3 juin 2008). Sans aucune honte, le journaliste du quotidien des affaires assure que c'est vrai, puisque c'est Total qui le dit, comme si le cartel des sociétés pétrolières n'était pas le premier intéressé à cette notion. Et comme si une baisse trimestrielle d'une partie d'un producteur marginal avait quoi que ce soit à voir avec l'éventuel pic pétrolier qui, de toute façon, se mesure en dizaines d'années. On pourrait multiplier les exemples.

Dans le même ordre d'idées, on lit couramment que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, l'OPEP, refuse d'ouvrir ses robinets et tient la dragée haute à un monde assoiffé de pétrole. Or la demande et l'offre mondiales de pétrole sont actuellement pratiquement équilibrées, à 86-87 millions de barils par jour (b/j).

Certains commentateurs l'admettent, pour souligner aussitôt que les perspectives à plus long terme sont très sombres et que c'est pour cela que les prix augmentent (2). Les gouvernements de l'OPEP expliquent qu'ils n'ouvrent pas les robinets parce qu'il ont déjà trop de pétrole, qu'il y a en Iran des stocks qui ne trouvent pas preneur. Le marché physique du pétrole brut (à distinguer des marchés à terme) est globalement vendeur et voit ses prix baisser (comme l'indique le *Wall Street Journal*). La supposée position de

(1) Dans les années 1970, on parlait des « sept sœurs » pour désigner les principales compagnies pétrolières mondiales (dites « majors »). Aujourd'hui, elles sont cinq : ExxonMobil, américaine, fruit de la fusion en novembre 1999 d'Exxon et de Mobil ; BP, britannique, provenant de la fusion en 2001 de BP et d'Amoco ; Shell, anglo-néerlandaise ; Total, française, produit des fusions de Total avec Petrofina (1999) puis de Totalfina avec Elf (2000) ; Chevron, américaine, issue de la fusion (2001) de Chevron et Texaco.

(2) Par exemple Alessandro Giraudo, chef économiste de la compagnie financière Tradition-Viel, invité de l'émission « Planète entreprise » de RFI, le 22 juin 2008.

« *market maker* » de l'OPEP ne résiste pas à l'analyse. Par ailleurs, les achats du gouvernement américain pour son stock stratégique continuent, au rythme de 50 000 b/j depuis début 2008 (à comparer avec les 500 000 b/j supplémentaires que l'Arabie Saoudite s'est engagée à injecter dans le circuit), contre 22 000 b/j en 2007 et 12 000 b/j en 2006.

Quant aux marchés à terme (principalement Londres et New York), ils fixent le prix de promesses d'achat et de vente qui n'aboutissent que minoritairement au marché physique. C'est de ces marchés que vient « le prix du pétrole » qui s'affiche tous les matins dans nos journaux. Mais sauf pour une minorité de contrats, ce n'est pas le prix de la marchandise qui entre dans les raffineries, ni celui que touche l'OPEP.

Dans les années 1970, on distinguait entre le prix de cession (prix effectif du brut au puits), le prix de transfert (prix comptable du passage du pétrole ou de son dérivé entre les filiales d'amont et celles d'aval des groupes pétroliers), et le prix affiché (prix administratif servant au calcul des royalties du pays producteur). Le premier prix était inconnu, le deuxième aussi, et de toute façon non significatif, comme le troisième (3). Bien que la scène pétrolière ait sensiblement changé, on ne voit pas pourquoi le marché serait devenu plus transparent, alors que les sept groupes de l'oligopole se sont réduits à cinq (voir note 1).

Il ne nous reste donc que les prix des marchés à terme. Leur hausse favorise autant les financiers, qui vendent des produits de placement sur le pétrole, que les groupes pétroliers, qui justifient ainsi la hausse prodigieuse du prix du carburant. A la question maintes fois posée de savoir si c'est la spéculation qui fait monter le prix, la réponse est oui, au moins en partie, mais avec cette réserve qu'il ne s'agit que de « pétrole papier ».

Bien réfléchir avant d'ouvrir le journal

On sait depuis longtemps que l'actualité est produite pour rendre inintelligible l'histoire immédiate. La crise actuelle des matières premières en donne un bel exemple. On se repérera un peu plus facilement dans la confusion médiatique si l'on retient que l'enchaînement des éléments de la crise est schématiquement le suivant :

◆ **les bulles spéculatives** successives depuis la fin des années 1990 indiquent que les capitalistes ne veulent pas investir dans le capital productif, mais cherchent des profits à court terme sur différents marchés spéculatifs (« nouvelle économie », immobilier, matières premières) où se forment donc des bulles qui crèvent bientôt. Si les capitalistes ne veulent pas investir dans le capital productif, c'est que le taux de profit y est trop bas. Tel est l'élément sous-jacent de toute la problématique des dix dernières années : la baisse du taux de profit.

La crise des subprimes n'est donc pas un coup de tonnerre dans un ciel serein. Elle est l'aboutissement logique de la bulle immobilière qui s'est formée aux Etats-Unis et ailleurs. Comme toujours dans une crise du crédit, un maillon lâche et on s'aperçoit que personne n'a vraiment d'argent. Il y avait des années qu'on l'attendait, et c'est arrivé. D'abord, c'était seulement les prolétaires américains à qui des aigrefins avaient vendu des maisons avec des crédits à la limite de l'arnaque. Mais très vite, la crise s'est étendue à bien d'autres acteurs du marché financier, et on s'est aperçu que certains fi-

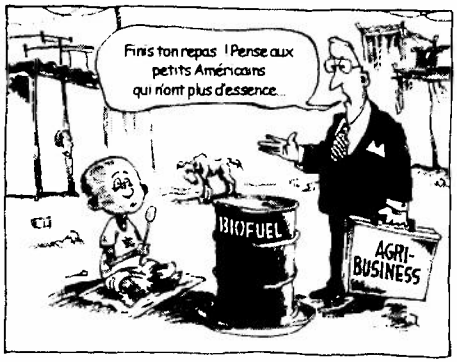
(3) Jean-Marie Chevalier : *Le Nouvel Enjeu pétrolier*, Calmann-Lévy, 1973.

nanciers parmi les plus sophistiqués s'étaient fait avoir aussi ;

◆ **ce n'est pas la crise des subprimes** qui a des « retombées sur l'économie réelle ». C'est toute l'accumulation capitaliste qui ralentit et provoque, en même temps qu'une crise financière :

a) une exacerbation de la concurrence entre capitalistes. On en est au moment où l'amicale des capitaliste devient la guerre de tous contre tous pour le partage des pertes. La cartellisation accélérée de certains secteurs répond à cette logique. Il s'agit de bloquer la péréquation et de maintenir des surprofits malgré la baisse du volume total de la plus-value disponible.

Ainsi voit-on les pétroliers rançonner les camionneurs, les pêcheurs, les automobilistes, etc. Et, face à la reprise de l'inflation, il faut s'attendre à un prochain accord entre grandes banques pour une hausse des taux d'intérêts – comme en 1979 après le deuxième choc pétrolier, où le taux d'intérêt américain augmenta de 5 points en douze semaines. Dans ce contexte, les petits capitalistes vont lutter furieusement pour leur survie et engendrer toutes sortes de problématiques qui, probablement, troubleront certains militants, pour les attirer vers des logiques frontistes ;



Wasserman/The Boston Globe

b) un renforcement de l'attaque contre la valeur de la force de travail. Je ne crois pas qu'il faille attendre, face à la série internationale d'émeutes de la faim qui se développe, d'autre réaction capitaliste qu'une répression accentuée. Les larmes de crocodile et les résolutions du sommet de l'alimentation à Rome sonnent aussi faux que les engagements sur les banlieues pris après des émeutes. Car les causes qui ont provoqué le sous-développement vivrier du Sud sont encore bien présentes dans les politiques agricoles du Nord et dans l'accroissement prévisible de l'endettement sous l'effet de la hausse du pétrole et des taux d'intérêt.

A court et moyen termes, la situation des ghettos de la planète ne peut qu'empirer. Quant à la classe ouvrière des pays industrialisés et des pays « en voie de développement », sa situation dégradée a déjà commencé à s'aggraver sous l'impact de la crise pétrolière et alimentaire. Ainsi voit-on en France que le volume des ventes des grandes surfaces est en recul sous l'impact de la hausse du prix des marchandises qu'elles vendent, mais aussi en raison d'un transfert de ressources des ménages vers l'achat de carburant.

Il n'est donc pas étonnant qu'on voie réapparaître depuis quelque temps des grèves offensives, partout dans le monde. On voit mal comment cette situation conflictuelle pourrait s'apaiser dans la crise qui se développe sous nous yeux. Mais la raison n'en est pas dans la trop forte consommation que l'on ferait de matières premières, avec les solutions écolo qui se profilent derrière cette argumentation. La raison en est, banalement, la crise de la rentabilité du capital. L'affrontement du capital et du prolétariat est au cœur du problème. Et de la solution.

B. A. (Juin 2008)

RETRAITE : LES SYNDICATS SILENCIEUX SUR LE RENOUVELLEMENT DE L'AGFF, POURQUOI ?

En route vers l'enterrement du départ à soixante ans. De nombreux retraités ne pourront plus maintenir leur niveau de vie

LAURENCE PARISOT, la patronne du Medef, l'a dit et répété : « Il faut repousser l'âge légal de la retraite », c'est-à-dire crever sur le front du travail.

On ne le sait généralement pas, mais en France, l'âge légal pour prendre sa retraite est de 65 ans. La possibilité de s'arrêter de travailler à 60 ans est une dérogation qui fut accordée sous Mitterrand, afin de juguler le chômage. Il fut même créé à l'époque une nouvelle cotisation pour assurer le financement des complémentaires entre 60 et 65 ans. Elle s'appelait l' ASF (Association pour la gestion de la structure financière (1).)

Au moment de « la réforme des retraites », le renouvellement de l'ASF fut volontairement laissé dans l'ombre. De ce fait, les complémentaires n'allaient jouer qu'à partir de 65 ans, interdisant de facto dans le secteur privé tout départ en retraite à 60 ans, sans perte financière. Ce projet fut mis en échec à l'époque par les luttes (2) et déboucha sur la création le 10 février 2001 de l' AGFF (3).

Il faut se souvenir que c'est la remise en cause par l'Etat du système de retraite du secteur public qui, en novembre 1995, avait mis le feu aux poudre dans toute la France. Dès le 27 novembre, les cheminots paralysaient tout le réseau ferré, relayés assez rapidement par les travailleurs des transports parisiens (RATP), des centres de tri postaux, d'EDF-GDF, du trafic aérien... Cinq ans après, le 16 janvier 2001, le patronat français menaçait de ne plus reconduire le système de retraites complémentaires ASF (financé par le patronat et le salariat) s'il n'obtenait pas une réforme du système de retraite.

Le Medef venait ainsi de faire une véritable déclaration de guerre aux salariés. Depuis 1983, c'est grâce au renouvellement (en 1990, 1993 et 1996) de cet accord que les salariés du privé peuvent accéder à la retraite dès l'âge de 60 ans et aux accords d'entreprises d'inactivité dès l'âge de 55 ans. La politique de « refondation sociale », du Medef vou-

(1) L'ASF fut mise en place en 1983 après la convention financière, conclue entre les partenaires sociaux et l'Etat, pour permettre aux régimes complémentaires Agirc et Arrco (voir encadré) de supporter le surcoût des allocations de garantie de ressources et de retraites complémentaires entre 60 et 65 ans (abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans).

(2) Voir *La Lutte de classes en France, novembre et décembre 1995. Témoignages et discussions sur un mouvement social différent*, Echanges et Mouvement, mars 1996.

(3) L'AGFF (Association pour la gestion du fonds de financement de l'AGIRC et de l'ARRCO), créée en 2001, assure le financement des retraites complémentaires. Elle collecte les cotisations sociales dues par les salariés cotisant auprès de ces institutions. Voir la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites. Voir aussi l' accord Agirc-Arrco du 13 novembre 2003.

lait faire fondre les retraites complémentaires de 22 %, ou allonger le temps au travail pour obtenir sa retraite pleine et entière, et cela dès le 1er avril 2001.

Voilà l'équation que des millions de salariés allaient résoudre par la grève de masse. Tout d'abord, la journée nationale d'action organisée par les syndicats le 25 janvier 2001 ne sembla pas inquiéter le patronat : « La démonstration des syndicats ne peut en aucune manière nous impressionner. Nous ne sommes pas comme les politiques qui se préoccupent de la rue », lançait alors le patron des patrons, Antoine Seillière, devant l'assemblée générale du Medef. « Sans relèvement de l'âge d'activité, c'est inutile de revenir s'asseoir *[à la table des négociations]* », avertissait Denis Kessler, n° 2 du Medef (« L'intransigeance du Medef sur les retraites conforte l'unité des confédérations syndicales », *Le Monde* du 18 janvier 2001) (4).

Pourtant l'organisation patronale devait vite se rendre compte que la manifestation du 25 janvier 2001 dépassait largement la sphère syndicale habituelle : des manifestations dans toute la France protestaient contre les prétentions du Medef à prolonger de cinq ans la durée de cotisation pour obtenir sa retraite et à ne pas renouveler le système de retraite complémentaire ASF – Il est bon de rappeler, qu'à l'échéance du 31décembre 2000, le Medef appela ses adhérents à ne plus verser de cotisations ASF. La grève des cotisations patronales dura trois mois. C'est encore une fois une véritable marée humaine qui a poussé les syndicats à organiser cette manifestation au niveau national. Le mouvement de 1995 restait présent dans les têtes. Le Medef, qui pensait bien ne faire qu'une bouchée de l'affaire des retraites, s'est brutalement retrouvé contraint de reculer sur toute la ligne, (même sur les cotisations ASF) (voir «Le Medef fléchit face à la rue», *Le Monde* du 26 janvier 2001).

Les mouvements de grèves dans les transports urbains de février 2001 s'ajouteront à ces manifestations pour faire reculer le Medef. L'accord AGFF sera reconduit pour dix-huit mois, puis prorogé pour un an. En échange, les patrons empochèrent les cotisations du 1er trimestre 2001 qui seront considérées comme non dues (environ 10 milliard de francs).

Nous voyons que le financement de cette part complémentaire de la retraite à 60 ans est loin d'être un acquis, le Medef ayant toujours refusé de pérenniser l'accord. Chaque renouvellement sert de moyen de pression pour revenir sur le financement de la mesure.

En mai 2003, l'accord AGFF sera prolongé pour cinq ans. Les millions de sala-

Agirc et Arrco

◆ **L'Association générale des institutions de retraite des cadres** (Agirc), créée en 1947, est le régime complémentaire des cadres et assimilés. 3,73 millions de personnes y cotisent en 2008, pour un montant global de 15,13 milliards d'euros. L'Agirc reverse 15,84 milliards d'euros à 2,17 millions d'allocataires.

◆ **L'Association pour le régime de retraite complémentaire des salariés** (Arrco), créée en 1961, est le régime complémentaire de tous les salariés. Elle recueille en 2008 31,86 milliards d'euros de cotisations auprès de 18 millions d'actifs, et reverse 29,95 millairds d'euros à 11,3 millions d'allocataires.

(4) Voir *Echanges* n°102 (automne 2002).

riées qui se sont mobilisés au premier semestre 2003 pour la défense des retraites, ont dissuadé le Medef de recommencer son coup de force de 2000. Si les manifestations de 2001 et 2003 ont empêché le Medef d'aller aussi loin qu'il le voulait, le projet n'a toutefois pas été abandonné.

Une perte de 22 % sur les complémentaires

L'accord AGFF prend fin au 31 décembre 2008. Une négociation interprofessionnelle doit s'ouvrir avant cette date pour définir les modalités d'une intégration-liquidation de l'AGFF dans l'Argic et l'Arrco.

Il est plus que probable qu'à l'occasion de cette renégociation, nous assistions à l'enterrement discret de la retraite à 60 ans. C'est par le truchement de la liquidation-intégration de l'AGFF que le gouvernement compte décourager tout départ en retraite à 60 ans, en imposant des conséquences financières importantes.

En effet, sans cet accord et le financement correspondant, les caisses complémentaires ne prendront pas en charge les cinq années manquantes. Des abattements réduiraient les pensions ; les pertes seraient de 22 % à 60 ans, 17 % à 61 ans, 8 % à 63 ans, 4 % à 64 ans.

Si cet accord n'est pas renouvelé (ce que laisse supposer le journal *La Tribune* du 2 mai 2008), c'est tout le dispositif de départ à la retraite à 60 ans qui sera remis en cause. Qui pourra se permettre de partir avec une perte de 22 % sur sa complémentaire ? D'autant que l'indexation est toujours au-dessous de l'inflation réelle : 1,1 % cette année, avec une promesse de 0,8 % dès septembre.

Le cumul emploi-retraite contre la jeunesse sans travail

Sarkozy le sauveur est pour le cumul emploi-retraite. Il vient de le dire : « Ceux d'entre vous qui auront cotisé pour avoir une retraite pleine pourront avoir leur retraite et prendre un emploi en plus et cumuler sans limite retraite et salaire (5). »

En fait, il faudrait dire qu'avec le non-renouvellement de l' AGFF, de nombreux salariés (notamment cadres) ne pourront plus maintenir leur train de vie.

Le senior Sarkozy leur propose donc le cumul emploi-retraite, livrant ainsi un paquet de seniors à bas prix sur le marché du travail, en concurrence avec une jeunesse sans expérience qu'on laisse sur le pavé.

Gérard Bad
30 juin 2001

(5) Nicolas Sarkozy a défendu mardi 6 mai, devant des ouvriers d'une entreprise de béton du Gard, le plan du gouvernement en faveur de l'emploi des seniors, et notamment le cumul emploi-retraite.

RÉFLEXIONS SUR L'ACCORD DE « MODERNISATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL » DU 11 JANVIER 2008

Individualisation du salarié face à l'employeur et à la loi, flexibilité, portage... plusieurs mesures sont passées sans protestation

« La protection de l'individu dans sa capacité de travail doit passer avant la protection de son poste de travail (...) Je conçois la flexicurité comme une politique protégeant les personnes davantage que les emplois »
Vladimir Spiadla, commissaire européen à l'emploi et aux affaires sociales, les 19-21 janvier 2006 au conseil des ministres européens.

IL AURA FALLU QUATRE MOIS de négociations, et pas une seule mobilisation contre ce projet, même pas une action discutable en faveur de la « modernisation » de l'esclavage salarié.

Les intentions tant du Medef que du gouvernement ne connaissaient aucune ambiguïté : « Nous voulons licencier plus pour créer des emplois. » Pour dédouaner les syndicats d'une telle participation à cet accord, il fut procédé au petit chantage habituel, sous-entendu : si vous ne négociez pas, nous irons plus loin par la loi.

Tous, du syndicalisme bureaucratique au syndicalisme de base, se sont pliés au diktat de l'Etat patron. Même pas une « petite grogne » comme aime à signaler la presse, mais un aplatissement total, un silence de mort. Tous étaient préalablement d'accord pour la mise en place de la « rupture conventionnelle du contrat de travail », dite « séparabilité ».

Quatre syndicats ont donc apposé leur signature, pour satisfaire à une revendication de la Commission européenne. Dans l'ordre nous avons la CFTC, FO, la CGC et la CFDT. La CGT n'a pas signé mais elle est aussi dans le coup, car à aucun moment elle n'a lancé une mobilisation sur ce thème auprès des travailleurs. Il faut se souvenir qu'elle revendiquait la « sécurité sociale professionnelle » une copie conforme de la flexisécurité.

Pourtant c'est tout l'ensemble du dispositif sur le contrat de travail qui est au centre de cet accord, qui devrait être transposé dans la loi d'ici l'été.

Procédons à l'examen anatomique de cet accord.

Sur la rupture conventionnelle du contrat de travail

Cette rupture, ou « séparabilité » selon l'euphémisme utilisé par Laurence Parisot, recouvre plusieurs réalités. Il peut s'agir d'une rupture de gré à gré, d'un départ collectif, ou préventif, d'une convention de reclassement personnalisé (CRP) ou d'un contrat de transition professionnel...

La « séparabilité » veut plus de flexibilité, de mobilité, de rotation de la main-d'œuvre et, surtout, individualiser le travailleur face à la loi. Sa démarche consiste à

éluder le droit du licenciement, d'écarter l'intervention du juge, en bref déjuridicialiser les licenciements. L'accord ne vise qu'à accélérer les « séparabilités » pour un renouvellement rapide du cheptel des forces de travail, comme le préconisait le rapport Cahuc-Kramarz :

> « La réglementation de la protection de l'emploi, telle qu'elle est actuellement mise en œuvre, ne permet pas d'accroître le volume global de l'emploi. En fait, l'analyse économique indique qu'un contrôle des licenciements conduisant les entreprises à réduire la fréquence de destruction des emplois a un impact a priori ambigu sur le chômage et l'emploi. Certes, la protection de l'emploi réduit les destructions de postes de travail. *Néanmoins, elle a pour contrepartie une diminution des créations d'emplois, car le surcoût induit par le maintien d'effectifs peu rentables, que les entreprises détruiraient spontanément en l'absence de contrôle, diminue la rentabilité anticipée sur les emplois nouveaux, qui peuvent devenir eux-mêmes, dans le futur, des emplois non rentables protégés par la réglementation* (1). »

Tel est, souligné par nous, le sens réel de l'accord sur la modernisation du marché du travail, le tout enrobé par la GPEC (gestion prévisionnelle des emplois et compétences), la seniorisation et le portage. Que nous traiterons plus loin.

Pour le moment, bien que la rupture conventionnelle du contrat de travail soit admise par les tribunaux, elle ne bénéficie pas d'un régime propre qui remettrait en cause les indemnités de rupture. Depuis le début le Medef, par chantage, l'avait annoncé : « Nous voulons privilégier les solutions amiables » et faire de la rupture conventionnelle, une rupture à part entière du contrat de travail, déjuridicialisée et visant la mobilité externe des salariés.

Les indemnités de ruptures

Actuellement, les indemnités de licenciements sont soumises aux cotisations à la sécurité sociale et à l'impôt sur le revenu. Pour justifier leur signature, les partenaires syndicaux ont proposé – ou plus exactement on leur a fait proposer – une « indemnité spécifique de rupture » pour tendre vers une égalité de rupture. *Cette indemnité ne serait pas assujettie aux prélèvements sociaux et fiscaux.*

Le texte prévoit « une indemnité de rupture interprofessionnelle unique » égale à 1/5e de mois par année de présence, sauf dispositions conventionnelles plus favorables, à partir d'un an d'ancienneté dans l'entreprise. Cette mesure cherche à annuler le système légal de licenciement des articles L.122-9 et R.122.-2 du code du travail. Par exemple, en cas de licenciement sans cause réelle et sérieuse, le salarié ayant plus de deux ans d'ancienneté, peut prétendre à *une indemnité de six mois de salaires.*

La garantie de l'assurance chômage

Ils ont tous juré que la rupture amiable serait accompagnée des allocations de « droit commun ». L'assurance chômage lève les bras et regarde sa caisse, déjà amputée des prélèvements sociaux sur les indemnités de licenciement, et réclame un contrôle contre les abus. Alors on trouve un biais : seules seront validées les ruptures homologuées

(1) *De la précarité à la mobilité : vers une sécurité sociale professionnelle*, rapport au ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie et au ministre de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale, de Pierre Crahuc et Francis Kramarz, La Documentation française, juin 2005.

par le directeur départemental du travail. Ce n'est déjà plus une garantie de plein droit.

La flexisécurité à la française

Pas si française que cela la flexisécurité, puisqu'elle entre dans le cadre d'une réflexion (pas encore traduite en directive) de la Commission européenne. La flexisécurité suppose ainsi de combiner,

> « de manière délibérée, la souplesse et la sécurité des dispositions contractuelles, les stratégies globales d'apprentissage tout au long de la vie, les politiques actives du marché du travail efficaces et les système de sécurité sociale modernes, adaptés et durables (2). »

Elle a été aussi l'objet d'une étude commandée à Eric Besson (3), le transfuge du PS devenu secrétaire d'Etat chargé de la Prospective et de l'évaluation des politiques publiques, et de nombreux rapports en ont fait état – on l'a même vue se transformer en revendication syndicale de la CGT sous le nom de « sécurité sociale professionnelle ».

Retour du contrat de projet

Il semble que le Medef n'ait pas eu les mains libres pour faire passer son contrat unique, parce que celui-ci « ne rend pas possible la prise en compte de la spécificité des différents secteurs », selon Charlotte Duda, présidente de l'Association nationale des directeurs de ressources humaines (*La Tribune* du 4 avril 2008). Ce que voulait le gouvernement, c'est un CDI annualisé, en fait transformer le CDI en CDD généralisé pour X temps de travail à l'année. Bien que suspendu pour l'instant, le projet de contrat unique est toujours dans les tuyaux.

Dans l'attente, nos gouvernants en sont revenus au contrat de mission, initialement présenté comme un CDI (tel le canada dry, il en a le goût et l'odeur), mais finalement ramené à ce qu'il est réellement : un CDD. Pour le moment ce contrat resterait limité et concernerait « la réalisation par des ingénieurs et cadres de certains projets dont la durée est incertaine », entre 18 mois et 36 mois.

Seulement, il faut s'attendre à ce qu'une pression étende l'accord au simple salarié, comme semble le revendiquer Charlotte Duda, ce qui nous amène directement à la légalisation du portage salarial.

La période d'essai

On se demande pourquoi la période d'essai encadrée par la loi (article 4) va accompagner le nouveau CDD,le CDD étant lui-même une période d'essai dissimulée, alors qu'il n'en est pas ainsi pour le CDI. Cependant il devient évident que le Medef tend à privilégier la relation de gré à gré, et il est prévu que la période d'essai figure dans le contrat de travail. De ce fait est prohibée toute période d'essai d'origine conventionnelle, sauf si elle prévoit des durées plus longues.

Le portage salarial

On peut être surpris que le portage n'ait pas fait plus de bruit dans les médias et parmi

(2) Vladimir Spidla, commissaire européen à l'emploi, aux affaires sociales et à l'égalité des chances : communication au séminaire « Flexicurité, du point de vue de l'utilité », Bruxelles,27-29 février 2008 (www.cec-kek.org/pdf/SpidlaFlexicurity.pdf).
On retrouve presque mot pour mot ce paragraphe dans : *Vers des principes communs de flexicurité. Des emplois plus nombreux et de meilleure qualité en combinant flexibilité et sécurité*, communication de la Commission au Parlement européen, etc., Bruxelles, 27 juin 2007 (COM(2007)359) ; sur Internet : eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:52007DC0359:FR:NOT

(3) Eric Besson, *Flexicurité en Europe.Eléments d'analyse*, rapport au premier ministre, La Documentation française, février 2008. Sur Internet : lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/084000115/0000.pdf

nos partenaires sociaux. Tant et si bien que l'avocate Lise Casaux-Labrunée s'en est étonnée.

En effet, écrit-elle (4), c'est la définition même du contrat de travail qui est en cause. Elle signale le danger qu'il y a à considérer des professionnels à même de trouver leurs clients, et d'exécuter en parfaite autonomie les prestations correspondantes, comme des salariés.

Le salariat suppose l'existence d'un travail fourni par l'employeur ; il suppose aussi un lien de subordination juridique des « parties ». Et nous ne parlons pas de la remise en cause de l'article L.241.8 du code de la sécurité sociale, qui ne reconnaît pas le portage.

En jetant une passerelle entre travailleurs indépendants et salariés, on procède à une fusion qui permet une porosité de l'un vers l'autre (il semble que les cadres autonomes soient dans le collimateur de l'Etat). Un article de *La Tribune* (10 janvier 2008), qui voulait saluer positivement l'accord/convention collective du 15 novembre 2007 (5), nous apprend que le portage « a permis à 100 000 cadres, pour l'essentiel des seniors, de vivre une transition entre leur activité et leur retraite en les transformant en prestataires de service » ; et le journal poursuit : « Aujourd'hui, les quinquas sont rejoints par des quadras et même par des cadres de trente ans ».

La convention collective Syntec-CICF du 15 novembre 2007 avait comme objectif principal de signifier un lien de subordination entre l'employeur et le porté :

> « De leur côté, les consultants, même s'ils disposent d'une large autonomie dans l'exercice de leur activité professionnelle, demeurent subordonnés à l'EPS *[entre - prisesde portage salarial]* dans le cadre de leur contrat de travail. »

Le portage salarial se présente comme une société d'intérim. La personne portée cherche des clients pour son entreprise et en négocie le prix, un contrat de prestations de services est conclu. Ce type de travail était jusqu'à présent illégal et pouvait être condamné en pénal pour prêt de main-d'œuvre à but lucratif (art L 8241-1 du code du travail). Il concerne principalement les intervenants extérieurs, consultants, etc.

Après le travail temporaire et le travail à temps partagé, le portage salarial deviendrait la troisième catégorie de prêt de main-d'œuvre à but lucratif.

La gestion prévisionnelle des emplois et compétences (GPEC)

La formation, depuis bientôt vingt ans, jouait un rôle de pompier social dans les entreprises : on se formait pour progresser dans l'échelle sociale, obtenir quelques petits diplômes et surtout les primes et promotions qui allaient de pair.

Depuis quelque temps, de promotion sociale la formation se transforme, sous le couvert de « se former tout au long de la vie », en parachute de l'employabilité. Nous n'allons pas ici reprendre ce que nous avons déjà écrit sur le sujet (6), mais donner deux citations de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (Anact, organisme proche de la CFDT) qui résument bien le rôle actuel attribué à la formation, qui consiste à maintenir son employabilité.

Quelle est donc la signification de ce

---

(4) Lise Casaux-Labrunée, «La légalisation risquée du portage salarial », *Semaine sociale Lamy* n° 1349, du 14 avril 2008.

(5) Accord collectif des entreprises de portage salarial adhérentes au CICF-SNEPS (Chambre de l'ingénierie et du Conseil de France-Syndicat national des entreprises de portage salarial) et CFDT, CFE-CGC et CFTC.

nouveau terme, « employabilité » ? L'Anact explique :

> « La meilleure sécurité qu'on puisse donner à un salarié, c'est un portefeuille de compétences bien rempli. C'est cela qui le rendra autonome et libre vis-à-vis de l'entreprise. Voilà le grand pari, qu'on a pu appeler le pari de l'employabilité (7). »

La meilleure, ce n'est donc plus de remplir notre portefeuille mais de nous donner une formation pour devenir « libre » de trouver ailleurs un emploi. Dans ce sens, l'Anact nous cite une parabole :

> « Un Airbus A 320 vole vers la Guadeloupe. Le temps est calme et vous avez la perspective d'une semaine de vacances extraordinaire. Pour moi, c'est un peu ce que vivent certains salariés dans les entreprises : ça va bien, les résultats sont bons, leur présence dans l'entreprise n'est pas remise en cause, la tradition de l'entreprise est de garder ses salariés durant toute leur vie professionnelle. Un petit missile crève la coque du A 320. Manque de chance, vous étiez à côté du trou. Vous n'aviez pas mis votre ceinture et vous êtes aspiré. Vous vous retrouvez à neuf mille mètres d'altitude sans parachute. Vous voyez le résultat. Cette entreprise qui marchait bien est rachetée et les actionnaires décident que la marge nette n'est pas suffisante. Lors d'un plan social, vous vous retrouvez dehors. Vous qui êtes rentré il y a vingt ans avec un CAP d'employé de bureau, vous ne vous êtes pas préoccupé puisque tout allait bien. Vingt ans après vous vous retrouvez sur le marché du travail avec une expérience professionnelle relative et votre CAP d'employé de bureau. C'est comme si vous étiez à neuf mille mètres d'altitude, sans parachute. »

En conclusion

Au moment ou nous nous apprêtions à terminer cet article, le texte définitif du projet de loi adopté le 12 juin 2008, a été promulgué le 25 juin, et publié au *Journal officiel* du 26 (8). Pas de changements fondamentaux par rapport aux critiques ci-dessus, mais quelques aménagements justifiant le jeu démocratique. Par exemple, le délai avant de bénéficier de l'indemnité conventionnelle de maladie sera d'un an au lieu de trois comme initialement prévu ; de même les indemnités de licenciements, initialement calculées au bout de deux ans d'ancienneté (à raison de six mois de salaires) seront attribuées au bout d'une année, mais à un taux unique bien inférieur.

Gérard Bad
juin 2008

(6) Voir notamment « Formation : De l'adaptation permanente à l'emploi, à la gestion des situations de crise de l'emploi », *Echanges* n° 109 (été 2004).
(7) Anact, *Développement des compétences*, juillet 1999. Internet :www.anact.fr

(8) Le texte de loi : http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000019066178&dateTexte=&fastPos=1&fastReqId=1942667403&oldAction=rechTexte

Explosion dans une usine d'armement. Un mort

DANS LES PUBLICATIONS / FRANCE

Immigration

◆ Dans *Partisan* n° 219 : « 1 : La politique française de l'immigration » et « 2 : La reconstruction d'après-guerre. »

◆ Beaucoup de détails sur les luttes et les grèves des travailleurs sans-papiers dans *La Forge* n°s 485 et 486 (mai et juin 2008).

◆ Une autre adresse pour une « solidarité sans frontières » plus spécifiquement pour quelques « interpellés » récents : solidarite-sans-frontieres@riseup.net

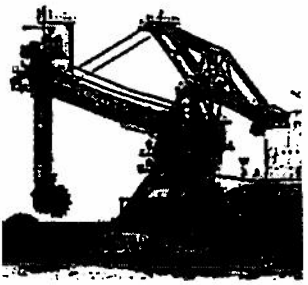
« Lutter plus »

◆ « Pour gagner plus, il faut lutter plus. A propos de l'évolution de la structure des revenus en France depuis le début des années 1960 » (A.Bihr), dans *A Contre Courant* n° 195, juin 2008.

L'Etat se met à la « culture du résultat »

◆ Dans la *Gazette des sociétés et des techniques* n°47 (mai 2008, copie à Echanges), « LOLF Story » livre une analyse détaillée de la « Loi organique des lois de finances » (LOLF)., colonne vertébrale de toutes les réformes des services publics. Voté sous un gouvernement socialiste en août 2001 pour succéder à une ordonnance de 1959, affublée de ce nom innocent de « Loi organique des lois de finances », ce texte est fidèlement appliqué par tous les gouvernements, quelle que soit leur couleur politique. Pourtant il annonçait clairement ses objectifs : « Instaurer dans tous les services publics une culture du résultat par l'application d'une démarche de performance. »

Nous avions déjà abordé cette question à propos des grèves du printemps 2003 dans *Pour une compréhension critique du mouvement du printemps 2003* (brochure toujours disponible). Une commission est actuellement chargée de la « révision générale des politiques publiques » (RGPP), autrement dit des réformes découlant de la LOLF (voir dans *Courant alternatif* n° 181 (juin 2008) : « Rationnement général pour le service public ». Et aussi : « Un exemple d'application de la RGPP à France Telecom », dans *La Forge* n° 484, avril 2008.



Acide à Bogny-sur-Meuse

◆ « L'acide va-t-il couler de nouveau dans les Ardennes ? » sur l'usine de Bogny-sur-Meuse, dans *Courant alternatif* n° 179 (avril 2008).

Grève de la faim à Saint-Nazaire

◆ « Chantiers navals de Saint-Nazaire, 19 jours de grève de la faim pour leurs salaires » dans *Courant alternatif* n° 180, mai 2008

Grèves à Marseille et dans le Sud-Est

◆ « Grève au Carrefour de Marseille », *Incendo*, 2 mai 2008. Et aussi : « Grèves et sabotages », et un relevé des grèves dans le Sud-Est.

◆ « Grand Monopoly sur les quais » sur le mouvement des ouvriers (dockers et non-dockers) des ports de Marseille dans *CQFD* n° 56 (16 mai 2008).www.cequilfautdetruire.ouvaton.org/article.php3?id_article=1727

◆ Nous avons reçu un CD de textes divers, dont certains empruntés à Echanges, édité par « Basse Intensité, Radio Galère », 41 rue Jobue, 13003 Marseille (http://basseintensite.internetdown.org).

A Montrouge, en 2006

◆ « Historique de la lutte de classe des Laboratoires Besins à Montrouge (Hauts de Seine) » (plusieurs mois de grève début 2006) : massondidier@orange.fr

A Caen

◆ « Un récit des luttes de novembre-décembre 2007 à Caen », dans *Solidarité* (Caen) n° 31, avril 2008 2008 http://unicaen.free.fr (« Le site officieux de l'université de Caen ») ; http://journal.racaille.free.fr (aucun article en ligne au-delà du n° 11 !).

Squat cévenol

◆ *Bulletin de Contre-info des Cévennes*, n° 1 (mars 2008), notamment sur l'expulsion-destruction du squatt de La Picharlerie (juillet 2007). Le n° 2 (avril 2008) évoque diverses luttes et résistances dans la région.
contreinfo@yahoo.fr
www.lapicharlerie.internet-down.org

ACTIONS ET RÉPRESSIONS

La tension sociale latente, faute de mouvements plus amples, s'exprime dans une profusion de groupes locaux qui tentent à leur niveau, dans une illégalité consciente ou aux frontières de la légalité, de lutter à leur manière en profitant des circonstances. La répression peut les frapper, d'autant que le pouvoir s'inquiète du développement d'une mouvance « anarcho-autonome » (comme la dénomme à défaut les services de police dans leurs études sur la question) ; parallèlement les récurrentes « émeutes de banlieue » et leurs développements au centre des villes donnent corps à un projet de recensement et de fichage des « bandes ». Ce qui s'accompagne vraisemblablement de tentatives de pénétration policières de ces milieux.

◆ *Mauvaises intentions, l'outil "antiterroriste" et la "mouvance anarcho autonome"*, dossier de presse et recueil de textes, mai 2008, solidariteinculpes@gmail.com

◆ *Compile classe contre classe* (brochure et CD), en soutien aux incendiaires engeôlés, ensemble de textes sur les événements pré-électoraux, sur la démocratie et les suites répressives. APCP, BP 30312, 84021 Avignon Cedex. csie@boum.org

◆ « Criminalisation de la mouvance autonome »,« Roval-ran, c'est révoltant » (sur des squatts de la Drôme), « Villiers-le-Bel, émeutes et répression » : *Solidarité (Caen)* n° 31, avril 2008. s.ia@laposte.net ; www.anartoka.com/sia

◆ Dans *Incendo, le journal qui brûle d'en découdre*, n° 2 (mai 2008), outre les méfaits de la répression, une fiche technique sur le Fichier national automatisé des empreintes génétiques, et des textes plus généraux (« Pas de retraite, à l'attaque »). C/o Les Chemins non tracés, BP 259, 84011 Avignon Cedex 1.

◆ *Cette semaine* n° 95 (printemps 2008) : nouvelles de la guerre sociale, résistances à l'ordre établi dans tous les domaines et particulièrement en Europe ; cettesemaine@no-log.org ; http://cettesemaine.free.fr

◆ *News infos, Hard and Blues*, bulletin nexialiste n° 2 avril 2008 (le nexialisme est une méthode de connaissance créée par l'auteur de science-fiction A.van Vogt) publie aussi *Abrégé pour une dissidence*. Underbelly Institute, c/o Vincent Dupont, 10 rue Bara, 11000 Carcassonne.

PLUS AUDIBLE, PLUS CONSCIENTE, PLUS AUDACIEUSE, LA GRÈVE CHEZ DACIA-RENAULT MARQUE UN TOURNANT

Des membres du groupe allemand Wildcat se sont rendus à Pitesti, dans le sud de la Roumanie, où les ouvriers de Dacia-Renault ont mené une longue grève au début de l'année. Voici la traduction de « Lauter, selbstbewusster, unverschämter. Der Streik bei Dacia-Renault Rumänien markiert einen Wendepunkt » paru dans le n° 81 (mai 2008) de leur revue

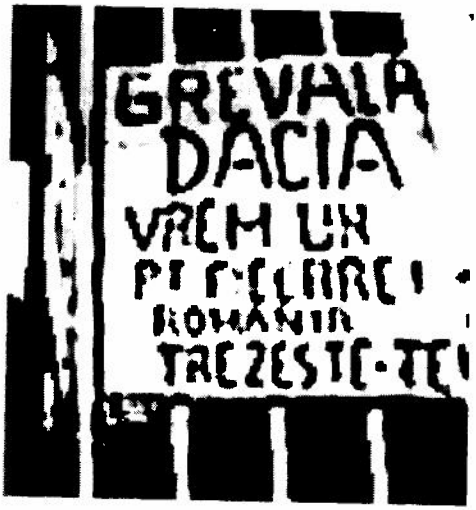
Le 24 mars 2008, 8 000 employés environ de l'entreprise Dacia en Roumanie, sur un total de 13 000, se mettent en grève illimitée. Ils réclament, entre autres, une augmentation de 50 % à 70 % de leurs salaires. Pour la première fois, les grévistes ne prennent pas pour base de leurs revendications les salaires usuels dans le pays, mais les comparent à ceux des ouvriers de Renault en Turquie ou en France qui, pour le même travail, sont payés entre 900 et 2 000 euros tandis qu'eux ne touchent au maximum que 300 euros. La grève chez Dacia est la lutte la plus importante dans le secteur privé depuis 1989 et pourrait préluder à une vague de grèves pour de meilleures conditions de vie.

Trois jours sur place

Pendant plusieurs jours, nous obtenons nos informations sur la grève uniquement par Internet. Nous lisons, dans un article très étendu du *Tagesspiegel* (1) que les ouvriers de l'usine Dacia ont été stimulés par la grève des conducteurs de locomotive allemands. Nous décidons alors brusquement d'aller là-bas nous-mêmes afin de constater ce qui s'y passe. Nous arrivons à Pitesti vers une heure du matin, après deux jours d'un voyage de 1 700 kilomètres, parcourus après la frontière roumaine sur de simples routes nationales encombrées par la circulation de nombreux camions. Nous sommes restés pendant tout ce temps dans un vide informationnel, avec des journaux de la veille (2) et aucun mot sur la grève à la radio. Il se peut que la grève soit terminée. En soirée, finalement une nouvelle : la direction de l'usine Dacia a refait une offre. Les dirigeants syndicaux devraient en discuter avec les grévistes le lendemain, avant de la soumettre à un vote général. Nous ne voulons pas perdre de temps et partons la nuit même pour Mioveni, une banlieue de Pitesti, où l'usine Dacia s'étend

(1) Philipp Lichterbeck dans le *Tagesspiegel* du 5 avril 2008.

(2) On dit dans le quotidien *Adevarul* du 5 avril 2008 que la direction de l'usine a cherché à diviser la grève en faisant pression sur les jeunes ouvriers et ouvrières sous contrats temporaires. Voir http://www.labour-net.de/branchen/auto/int/dacia streik1 html



sur une colline. Il n'y a sur le parking que quelques voitures isolées ; sinon tout est calme. Des gardes de sécurité font leur ronde. Aucun signe de piquets de grève.

Le lendemain matin, mercredi et dix-septième jour de grève, nous montons en direction de l'usine. Le parking est rempli de voitures individuelles et de bus de l'entreprise. Seulement, on ne travaille pas ; les chaînes sont à l'arrêt. Des travailleurs sortent un par un par l'entrée principale. Le premier à qui nous adressons la parole nous dit : « On nous propose une misère. Tout le monde est contre. On poursuit la grève. » A l'intérieur, on est déjà en train de voter à ce sujet. Par écrit !

« Il s'est passé quelque chose dans nos têtes »

La principale revendication des grévistes est une augmentation mensuelle de salaire de 550 lei (148 euros). Ils exigent, en outre, une participation aux bénéfices de 5 % à 10 %, une augmentation des primes de Noël et de Pâques (respectivement un demi-salaire mensuel), ainsi que des allocations vacances (un mois de salaire), une augmentation de la compensation financière pour travail pénible de 200 lei par an et 15 % de remise sur l'achat d'une Renault. Il ressort clairement des discussions avec les ouvriers, hommes et femmes, qu'ils sont à la limite de ce qu'ils peuvent supporter et ne veulent en aucun cas revenir en deçà de ce qu'ils demandent. Ils sont exaspérés par le travail stressant, la chaîne qui ne s'arrête jamais, les contremaîtres continuellement dans le dos à surveiller ce que vous faites et vous pousser à faire plus.

La direction veut introduire une équipe de fin de semaine, ce qu'on appelle le système en quatre équipes, avec un seul week-end libre par mois.

Nous discutons plus tard avec un groupe de travailleurs plus âgés qui sont installés sur une place de stationnement, buvant du vin fait maison dans des verres en plastique, et parlant fort. Ils se montrent tout de suite prêts à nous donner quelques éclaircissements sur leur travail et l'état de la grève : « On se fait enculer depuis assez longtemps. Il s'est passé quelque chose dans nos têtes ! Nous avons compris que nous faisons ici le même travail que les ouvriers de chez Renault en France et que nos salaires sont dérisoires. Nous ne sommes plus dans le deuxième ou le tiers monde (3). »

« Plus le deuxième ou le tiers monde »

Les ateliers de la colline de Mioveni produisaient principalement des Dacia 1300, sous licence Renault, depuis 1968, et faisaient la fierté du dictateur Ceausescu. Renault a repris l'usine en 1999 et licencié la moitié des 27 000 employés d'alors. Depuis

(3) Selon une terminologie tombée maintenant en désuétude, les nations industrialisées constituaient le premier monde, les pays socialistes le deuxième, et les autres le tiers monde. (NdT).

2004, on y fabrique la voiture à bas prix Dacia Logan. A l'origine, cette voiture était conçue pour le marché de l'Europe de l'Est et aménagée de telle manière que dans sa version fourgonnette un cochon pouvait tenir dans le coffre arrière. Par la suite, la Logan a aussi pris la tête des ventes en Europe de l'Ouest à cause de la baisse des revenus. On peut en avoir une en Allemagne pour 7 200 euros.

Aujourd'hui, l'usine, unique lieu de production de la Logan, comprend des unités de mécanique (constructions de moteurs et de mécanismes de transmission) et de carosserie-assemblage (ateliers de pressage, gros œuvre, peinture, montage). Sur environ 13 000 employés, 9 000 sont ouvriers, hommes et femmes, le reste travaillant dans les bureaux. En outre, Dacia-Renault possède son propre centre de développement sur le site qui occupe 300 ingénieurs. Des ouvriers nous ont dit que l'on était d'ores et déjà en train de travailler à de nouvelles machines, modernes, à commandes numériques pour la construction des moteurs et des mécanismes de transmission. Dans le gros œuvre, la peinture et l'assemblage, la finition se fait à la main et le niveau d'automatisation y est bas.

Ajoutons que des sous-traitants occupent pour leur part quelques milliers de travailleurs dans les environs. Par exemple, Johnson Controls fabrique des sièges pour la Logan, Valeo le câblage. Pendant la grève, nous avons eu des nouvelles d'autres sous-traitants par les journaux : l'entreprise Elba de Timisoara, qui produit des phares, a annoncé qu'elle avait dû fermer à cause de la grève ; le sous-traitant Borla Romcat, situé près de Pitesti, aurait été contraint de mettre 60 % de ses employés en chômage technique en raison de la durée de la grève, son unique donneur d'ordres lui faisant défaut. Borla Romcat fabrique des tuyaux d'échappement pour la Logan.

La centrale des exportations est situé au pied de la colline, face à la prison de Mio-

Encore une grève !

La grève est à peine terminée chez Dacia, que l'on apprend le lundi suivant, 14 avril 2008, que 3 000 sidérurgistes sont en grève depuis 6 h 30 à Galati, dans la succursale roumaine d'Arcelor Mittal, le plus gros producteur mondial d'acier. Environ 700 grévistes tentent d'entrer par la porte principale dans l'usine où travaillent 13 000 employés mais en sont empêchés par les gardes de sécurité. Quelques membres de la sécurité ont des caméras et filment ce qui se passe. On en vient aux mains, et pierres et bouteilles volent. Un poste de garde est ravagé. Solidaritate, un des quatre syndicats représentés dans l'aciérie Arcelor Mittal de Galati, a refusé de signer l'accord salarial. Les grévistes réclament un doublement des salaires ou, au minimum, une augmentation de 25 %. Le patronat ne propose que 9,5 %. En raison de la grève, les postes ne peuvent plus être pourvus ; selon la direction de l'usine, elle ne sera bientôt plus en mesure de répondre de la sécurité des hauts fourneaux à cause d'un risque d'explosion.
Afin de ne pas être obligée d'éteindre les fours et afin d'éviter l'arrêt de la production, elle demande en référé une interdiction de la grève. Le mardi 15 avril, la justice se prononce en sa faveur : la grève est déclarée illégale et doit être interrompue immédiatement à cause du danger qu'elle fait peser à l'intérieur et autour de l'usine. Solidaritate met fin à la grève. On attend l'ouverture de nouvelles négociations...

veni. Les Logan déjà assemblées y sont redémontées (CKD, Completely Knocked Down), empaquetées et envoyées à d'autres chaînes d'assemblage en Russie, en Inde ou au Maroc. On évite de cette façon d'avoir à payer les fortes taxes douanières frappant les importations de véhicules finis.

Anciens et jeunes Muncitori

Le lendemain, dans une manifestation à Pitesti, nous faisons la connaissance de Rodica. Elle est là avec une de ses collègues plus âgée qu'elle, une voisine de Mioveni. Après que je leur ai demandé combien de femmes travaillaient dans l'usine, elles me répondent que la moitié du personnel est féminin. Elles font le même travail que les hommes et touchent aussi le même salaire. La plupart sont entrées à l'usine à leur sortie de l'école. Un grand nombre de *muncitori* (travailleurs, en roumain) chez Dacia, hommes et femmes, ont derrière eux entre vingt, trente années et plus de travail à la chaîne. Après trente et un ans de présence, Rodica perçoit 253 euros brut, et il lui reste 157 euros net une fois toutes les retenues faites. Son mari était aussi autrefois ouvrier chez Dacia, mais en 2002 il a accepté une indemnité de départ. Il travaille maintenant dans la construction et gagne un peu moins que sa femme. Leurs enfants sont déjà grands et ont dû, eux aussi, commencer à travailler juste après avoir fini leur scolarité. La fille, de 28 ans, vit chez ses parents dans le logement dont ils sont propriétaires, dans un bâtiment des années 1960 situé à Mioveni. Rodica et son mari se sont privés de vacances au bord de la mer Noire pendant des années et se sont acheté une nouvelle Logan. Comme elle était ouvrière chez Dacia, elle a dû consacrer pendant sept ans la moitié de son salaire à payer les traites. Seuls 30 % de ses collègues ont leur propre voiture.

Les « anciens » de Dacia constituent environ les deux-tiers de ceux qui travaillent à la production, mais plus de 3 500 jeunes ont été embauchés ces dernières années. La qualification est sans importance. On prend n'importe qui. Sur les bus dans lesquels la majorité des ouvriers viennent à l'usine, on peut lire en lettres géantes : « On embauche ! » Les nouveaux contrats ont une validité de trois ou six mois. Licenciements et réembauche à durée déterminée font partie du quotidien. Et les jeunes travailleurs partent aussi quand cela leur convient. « Celui qui reste chez Dacia a soit une famille, soit des dettes ou bien encore n'a rien trouvé de mieux à l'étranger », nous dit Radu qui travaille sur une chaîne de montage. Les « jeunes » touchent juste le salaire minimum légal, d'environ 200 euros brut. Bien qu'il n'y ait pas longtemps qu'il soit chez Dacia, Constantin travaille sous contrat à durée indéterminée : « En 2006, nous avons été licenciés parce qu'ils n'avaient pas besoin de nous. On était à peu près 500, tous très énervés. Quelques voitures ont été rayées dans la cour. Il était évident que la section du personnel allait sous peu nous demander à nouveau si nous voulions retravailler. Nous nous sommes mis d'accord et, lorsque quelques mois plus tard, ils nous ont rappelés, nous leur avons répondu fermement : A la seule condition que nous obtenions un contrat à durée indéterminée. Ça a marché. »

La grève dans la légalité

L'usine Dacia a connu une grève sauvage en 2003, qui fut toutefois interrompue après quelques jours. Ensuite de quoi, les plus remuants ont été licenciés. Nous n'avons trouvé personne capable de nous donner des renseignements précis à ce propos. Seul un ouvrier de l'atelier de motorisation nous dit qu'à son avis la grève avait échoué

à cette époque parce qu'ils ne s'étaient pas suffisamment bien organisés entre eux. Il ajoute par rapport à la lutte actuelle : « Ici, on ne sait rien les uns des autres. Va savoir ce qu'ils décident au gros œuvre ou à l'assemblage ! »

Le syndicat (4) doit veiller à ce que les grévistes respectent certaines règles afin que la grève ne puisse pas être contestée devant un tribunal et être déclarée illégale. C'est ainsi qu'il est interdit aux grévistes d'aller d'une section à l'autre à l'intérieur de l'usine. Chacun doit demeurer à son poste ; avec cette différence que personne ne travaille. Les actions à l'extérieur des hangars ou devant les magasins sont aussi interdites. Constantin nous explique qu'au début ils ont eu l'idée de bloquer la sortie des camions avec des piquets de grève de façon à ce qu'aucune Logan ne quitte plus l'entrepôt. Mais une majorité s'est constituée pour déclarer que la grève devait se dérouler dans un cadre légal.

Cette grève a ses limites, bien que nous ayons rencontré beaucoup de détermination parmi les grévistes. Il manque une véritable coopération des uns avec les autres et une communauté d'action qui leur permettraient d'exercer une pression plus forte. Les décisions sont prises par la structure hiérarchique du syndicat et les grévistes acceptent de dépendre de ses canaux d'information. Les grévistes évoquent plusieurs fois devant nous que, dans des luttes similaires, en France il y aurait de la casse et des actes de sabotage ; et nous demandent comment ce serait chez nous. L'idée en a bien trotté dans bon nombre de têtes, mais les actions sont restées modérées.

Mettre des bâtons dans les roues aux week-ends ?

Le jeudi, dix-huitième jour de grève, on entendait encore les dirigeants syndicaux à la tribune et le chœur des grévistes, venus avec des sifflets et des tambours à la deuxième grande manifestation depuis le début de la grève, dire unanimement : « Nous ne céderons pas ! »

Le lendemain, vendredi 11 avril et dix-neuvième jour de grève, la confusion règne. Il y a une nouvelle offre de faite, à peine meilleure que la précédente, même pire sur bien des points, et loin de satisfaire aux exigences des grévistes : 300 lei d'augmentation salariale avec effet rétroactif au 1er janvier 2008 et 60 lei supplémentaires à partir du 1er septembre, auxquels il faut ajouter une prime unique de participation aux bénéfices de l'année 2007 à hauteur d'un mois de salaire, d'au minimum 900 lei. En bref, c'est entre 30 % et 40 % d'augmentation de salaire. Les travailleurs non qualifiés (les équipes de nettoyage), hommes et femmes, et le personnel de TESA, ces secteurs n'ayant pas participé à la grève (5), obtiennent une augmentation de 15 %.

Vers 13 heures, le syndicat signe l'accord, mettant par-là même fin à la grève. On peut lire dans la presse que 70 % des grévistes auraient voté en faveur de la nouvelle offre. Personne ne sait d'où provient ce chiffre. Ce qui est sûr, c'est que, cette fois-ci, il n'y a eu aucun vote par écrit et qu'en outre les grévistes n'ont pas tous participé à la dé-

(4) Le SAD (Sindicat Autoturisme Dacia) existait déjà avant 1989. A la suite de son entrée dans l'Union européenne, la Roumanie a été contrainte d'autoriser aussi les syndicats dans le secteur privé et de pourvoir à la démocratisation des structures syndicales dans le secteur (autrefois) d'Etat. Actuellement, 80 % des effectifs de Dacia sont syndiqués. La cotisation syndicale est directement prélevée tous les mois sur le salaire.

(5) A l'exception de quelques individus isolés, des équipes de nettoyage et de 60 ingénieurs qui ont rejoint le mouvement au 18e jour de grève.

cision finale. Pour la relève de l'après-midi, on ne voit arriver qu'un grand nombre de bus amenant les ouvriers des villages environnants dont c'est le seul moyen de transport pour venir à l'usine. Les travailleurs sont mis devant le fait accompli. Selon le journal local *Societatea* du lendemain : « De nombreux ouvriers grévistes ont manifesté leur mécontentement devant la décision d'arrêter la grève. Il y a eu des moments extrêmement tendus. (...) Une partie importante des grévistes a commencé à siffler les dirigeants syndicaux. »

L'ambiance est pesante lors du changement d'équipe ; personne ne donne l'impression d'avoir gagné une bataille. Plusieurs émettent l'opinion que les négociateurs du syndicat ont été achetés et qu'ils ont trahi. Une femme de l'équipe du matin nous demande s'ils peuvent porter plainte contre leurs permanents syndicaux. Nous discutons des moyens de poursuivre le combat. Rodica se rit de nous lorsque nous évoquons la possibilité de se porter malade collectivement. « Je comprends bien ce que vous voulez dire. Mais il est évident que nous avons encore trop peur pour le faire. Pour ça, on doit d'abord changer dans nos mentalités. »

Peu après la fin du mouvement, lors d'une assemblée d'entreprise, on annonce aux ouvriers, hommes et femmes, qu'ils vont devoir travailler les week-ends pour rattraper le temps perdu à cause de la grève.

Il reste à voir si la direction pourra l'imposer, et comment. Le projet d'introduire un système de quatre équipes avec production en continu avait été retiré pendant la grève. Rien que l'idée de n'avoir à l'avenir qu'un week-end de libre par mois avait soulevé l'indignation des grévistes.

DANS LES PUBLICATIONS/ EUROPE

Grande-Bretagne : une réflexion sur l'immigration

◆ « Personne n'est légal » dans le n° 81 (mai 2008) de la revue allemande *Wildcat*. Cet article reprend, dans une version modifiée en accord avec l'auteur, une réflexion parue à l'origine en anglais sur le durcissement des conditions d'immigration en Grande-Bretagne et les luttes des migrants entre autonomie, communautarisme et syndicats. Le texte en anglais se trouve sur le site http://www.metamute.org/en/No-One-Is-Legal.

Hongrie

◆ Le groupe Barricade collective, dont nous avons publié un texte« Au-delà des-Carpates, le cauchemar commence » dans notre n° 114 (automne 2005), édite différentes brochures (disponibles à Echanges) : *Rapport sur les événements qui se sont déroulés à Budapest à la mi-septembre 2006 et sur leurs arrière-plans* (en hongrois et anglais) ; *Contribution à l'évaluation des événements qui ont pris place le 23 octobre 2006 à Budapest* (en hongrois et anglais) ; *Condition de la classe ouvrière en Hongrie* (en hongrois, anglais et français) ; *Marx et Bakounine Erwin Szabo* (en anglais) ; *La Mystification bureaucratique – Camatte* (en anglais).

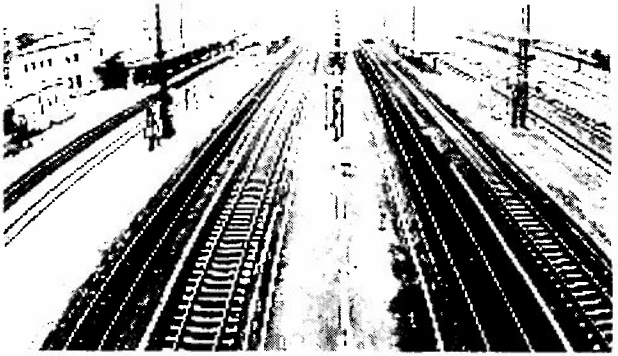
Deux camarades de ce groupe cherchent un lieu de vie (emploi et logement) pour un séjour en France. Contact à Echanges.

Immigration : un recueil néerlandais

◆ « La Fable de l'illégalité (De Fabel van de illegaal) : Sans-papiers, immigration et intégration forcée aux Pays-Bas » Un volumineux recueil de textes traduits du hollandais, supplément de « Ni patrie, ni frontières » émanant de ce groupe que le présentateur définit comme « atypique par ses origines comme par ses activités et son journal » et qui s'intéresse principalement au fascisme, à l'antisémitisme, à l'extrême droite et aux luttes des sans-papiers.
Yves Coleman, 10 rue Jean Dolent, 75014 Paris, http://www.mondialisme.org

La grève des conducteurs de trains allemands

◆ Le n° 81 (mai 2008) de la revue allemande *Wildcat* revient sur la grève des conducteurs de locomotive allemands de l'automne 2007 (voir *Echanges* n° 123, p. 36) et ses effets non seulement pour les conducteurs de train mais aussi pour les autres agents de conduite des filiales des chemins de fer allemands dans un article intitulé « Eine Gewerkschaft ist eine Gewerksch... » (Un syndicat est un sym... dicat ; jeu de mots sur ...schaft et Scheiße, merde) :
« Une grande partie des agents de conduite n'obtiendront pas grand-chose de la nouvelle convention salariale. Plusieurs filiales des chemins de fer allemands ne sont pas concernées par cette convention et les équipiers des trains en sont de toute façon exclus. Les longs horaires de service ne changeront quasiment pas. Le temps de travail hebdomadaire passera de 41 heures à 40 ; à partir du 1er février 2009 ! Les hausses de salaires comprises entre 7 % et 15 %, au plus, seront compensées par la suppression ou la diminution de diverses primes en vigueur jusqu'à maintenant. Les conducteurs de locomotive ayant une expérience professionnelle de plusieurs années, quasiment imperceptible pour les voyageurs, recevront une augmentation de salaire de 15 %. Un militant des chemins de fer en tirait cette conclusion : "Nous avons gagné... surtout en expérience". »



Squatter en Autriche, en Allemagne, en Suisse...

◆ Plusieurs actions en faveur des squatters ont eu lieu les 11 et 12 avril 2008 à la suite d'un appel international à occuper des habitations et soutenir les squatts existants. A lire dans le n° 81 (mai 2008) de la revue allemande *Wildcat* des informations à propos de ce qui s'est passé ces deux jours-là dans le domaine germanique : Allemagne, Autriche et Suisse. Citons pour les lecteurs

Un nouveau squat à Lausanne : l'ancienne usine d'incinération au Vallon. http://ch.indymedia.org/fr/2008/05/59988.shtml

français intéressés les sites suisses (Labiu est un squat de Bienne) : www.myspace.com/labiu et www.labiu.ch (en allemand et en français)

...ou en Finlande

◆ Les squatters d'Helsinki invitaient à venir les soutenir dans leur ville du 29 juillet au 2 août, cinq jours d'action pour entre autres lancer la fondation d'un « centre social autonome ». Des détails etdes infos sur les squatteurs d'ici et là sur http://squat.net/

Grèves dans les services publics polonais

◆ La Pologne est secouée par des grèves récurrentes depuis 2007 (voir notre bulletin *Dans le monde une classe en lutte* des mois de mars et de juin). Surtout dans les services publics : infirmières et médecins hospitaliers, enseignants, douaniers, fonctionnaires des finances, etc., parce que le manque de main-d'œuvre chronique a généralement permis aux travailleurs du privé d'obtenir, ces deux dernières années, des augmentations de salaires sans avoir à se battre violemment. La grève des mineurs de la mine de Budryk à Ormontowice (Haute-Silésie) qui a eu lieu du 17 décembre 2007 au 31 janvier 2008 représentait jusque-là une exception.

Tous ces mouvements sont analysés dans un article, « Les premières grèves offensives depuis vingt ans. Pologne : Le service public donne l'exemple », dans le n° 81 (mai 2008) de la revue allemande *Wildcat*. Cet article, achevé de rédiger à la mi-avril 2008, cite d'autre part plusieurs luttes récentes dans les branches les plus diverses : le 20 février, la première grève officielle dans un supermarché, dans un magasin de la chaîne Tesco à Tychy ; les dockers de Gdynia arrêtent le travail pendant deux semaines en mars ; l'industrie automobile : Opel, Fiat, Ford, etc. n'est pas épargnée ; du 8 au 15 avril, ce sont les employés du fabricant de matériel électronique GE Power de Lodz qui font grève pour obtenir un meilleur salaire.

Les syndicats freinent des deux pieds. Les milieux liés au pouvoir s'inquiètent : selon *Wildcat*, l'édition locale du quotidien de gauche *Gazeta Wyborcza* de Lodz se demandait après la grève à GE Power si la Pologne n'allait pas perdre son attractivité pour les investisseurs étrangers menacés par une spirale inflationniste des salaires.

Prisonniers en Espagne

◆ « L'exploitation du travail des prisonniers. De la rédemption au travail productif » dans le n° 344 (avril 2008) de *CNT*, organe de la Confederación nacional del trabajo espagnole.

LA LUTTE DES CLASSES DANS LA CHINE EN TRANSFORMATION

La revue « Aufheben », éditée en anglais à Bristol (Royaume-Uni), a publié sous ce titre, dans son n°16 (janvier 2008) un long article dont nous présentons un résumé et une critique

Traduction résumée

INTRODUCTION

Les modalités de l'accumulation du capital en Chine sont « complémentaires » de celles prévalant aux Etats-Unis, et cela a entraîné une hausse du taux de profit mondial à un niveau « qui approche celui des années du boom de l'après-guerre ». Il semble bien que, grâce à la Chine, « nous soyons entrés dans la phase ascensionnelle d'un nouveau cycle Kondratiev». Quels que soient les aléas économiques d'une telle évolution, la lutte des classes laissera-t-elle ce cycle se développer ? Car le développement économique de la Chine ne va pas sans l'accumulation de la pauvreté et des écarts de revenus, ni sans multiplication des conflits sociaux, tant à la campagne que dans l'industrie.

I/ LA STRUCTURE DE CLASSE SOUS MAO

L'origine de l'accumulation du capital d'Etat sous Mao

C'est la guerre de Corée (1950-1953) et le danger de voir la Chine envahie par les Etats-Unis qui a poussé le nouveau régime (établi en 1949) à généraliser les nationalisations au-delà des entreprises étrangères et compradores, à introduire la planification et à pousser l'industrie lourde en surexploitant l'agriculture. Il s'agissait de doter le pays d'une base industrielle capable d'alimenter une armée moderne.

Un bon texte...

Aufheben brosse une bonne vue générale de la situation sociale en Chine. La façon dont la classe ouvrière et la paysannerie se sont structurées sous le maoïsme est bien résumée et, à partir de là, le texte rend compte avec un certain détail du démantèlement nécessaire de ces structures au tournant des années 1980 : décollectivisation de l'agriculture et démantèlement de la danwei (unité de vie des travailleurs dans les sociétés d'Etat, où les garanties étaient nombreuses : travail, logement, santé, retraite, éducation...). L'article mentionne également des éléments qu'on ne

trouve pas ailleurs, comme les luttes paysannes sécessionnistes des années 1990

La formation de la classe ouvrière industrielle sous Mao

Il y a toujours eu un excédent de population rurale dans les campagnes chinoises. Cela continua avec le nouveau régime. Celui-ci avait besoin de travailleurs industriels pour la construction d'une base industrielle nouvelle, mais il craignait aussi un afflux excessif de population dans les villes, population qu'il aurait des difficultés à nourrir compte tenu de l'arriération de l'agriculture chinoise.

De plus l'exode rural ne pouvait pas fournir la main-d'œuvre qualifiée qui était nécessaire. Face à ce double problème (excédent potentiel de main-d'œuvre non qualifiée, pénurie de travail qualifié), le régime rétablit, en 1958, l'ancien système du *hukou* (permis de résidence) pour bloquer à la campagne la main-d'œuvre non qualifiée dont il n'avait pas besoin. En même temps, il attribua à l'Etat, au travers des Bureaux du travail, le monopole des embauches. Les entreprises (toutes publiques) ne peuvent pas embaucher directement et le travail qualifié (rare) est alloué aux entreprises en fonction des priorités du plan.

Une part importante des travailleurs non qualifiés issus de la campagne n'étaient embauchés dans l'industrie ou le BTP que sur une base contractuelle et temporaire. Ils devaient retourner dans leur village après l'achèvement du projet pour lequel ils avaient été recrutés. Cependant, au fur et à mesure que l'industrie se mettait en effet en place, il y eut besoin d'un noyau permanent

---

ou les modalités de licenciement des ouvriers des entreprises d'Etat. C'est dans ce texte que j'ai trouvé la définition la plus claire de l'origine et du statut des ouvriers « dépostés » (*xiagang*). Les luttes ouvrières contre les restructurations au printemps 2002 sont bien décrites..

... mais avec des limites importantes

Mes principales réserves viennent du fait que le texte d'*Aufheben* néglige certaines données et certains aspects des luttes.
Il ne met pas suffisamment en perspective la dynamique actuelle du capitalisme en Chine et, quand il le fait, il adopte une position qui, à mon avis, marque une certaine nostalgie du vieux mouvement ouvrier.

◆ **La couverture des luttes :** Pour *Aufheben*, les ouvriers des entreprises d'Etat ne livrent qu'un combat d'arrière-garde. Avant, pendant et après les restructura-

de travailleurs qualifiés pour la faire tourner. C'est de ce besoin qu'est sorti le système de la danwei, ou unité de travail.

La formation de l' « aristocratie ouvrière » de la Chine

Après avoir expliqué qu'il y avait une très forte pression de l'exode rural, *Auf heben* semble revenir sur cet argument : en fait les paysans ne veulent venir travailler dans l'industrie que sur une base temporaire. Pour les retenir en ville, il a fallu mettre en place (en fait réactiver) le système de la danwei.

Dans ce système, ce sont des familles entières qui émigrent vers les villes, où les entreprises qui les emploient les fixent en leur garantissant leur emploi à vie (et même pour leurs enfants), mais aussi le logement, les soins médicaux, la retraite, etc. Au lieu que ce soit l'Etat qui prenne en charge la reproduction d'ensemble du prolétariat en assurant la couverture sociale, l'éducation, etc., c'est ici chaque entreprise d'Etat qui s'en occupe individuellement.

Les travailleurs de la danwei avaient un statut nettement privilégié par rapport aux travailleurs contractuels qui étaient employés par la même entreprise. De plus, toutes les danwei n'offraient pas les mêmes avantages. Les entreprises les plus grandes, ou celles relevant de secteurs stratégiques, offraient une bien meilleure couverture que les autres. Ainsi s'est formée une aristocratie ouvrière qui a été la base du PCC dans les décennies suivantes.

Rapports entre l'Etat et la paysannerie sous Mao

Le régime avait d'abord chercher à éviter le désastre de la collectivisation accélérée de l'agriculture soviétique en projetant une collectivisation étalée sur plus d'une génération. Finalement, Mao décida, au milieu des années 1950, d'accélérer le mouvement. Cela culmina dans le Grand Bond en avant, projet utopique de supprimer la séparation entre ville et campagne.

Après l'échec de ce dernier (1958-1960), la collectivisation confia les travaux agricoles à des équipes de production qui étaient des espèces de coopératives, tandis que les communes mobilisaient le travail sous-utilisé des paysans à la fabrication d'outils, d'engrais et autres intrants, ainsi qu'à des travaux d'infrastructure. Sans industrialiser l'agriculture, les communes ont cependant permis d'augmenter la production.

---

tions, les ouvriers ne luttent que pour la défense de la danwei. Il est vrai que la violence des restructurations a provoqué de nombreux conflits de ce type. Mais il y a aussi une lutte des ouvriers des entreprises d'Etat contre la dégradation de leur situation.
Les données sur ces conflits sont rares. J'en ai trouvé quelques-unes mais la question reste à approfondir. Je pense que c'est un aspect important à couvrir dans une analyse des luttes en Chine : après la restructuration du secteur d'Etat, la lutte contre l'exploitation continue. Il y a sans doute plus de prolétaires dans les entreprises d'Etat qui restent que dans les sweatshops de la côte. Certes, il est probable que, sous l'effet des restructurations, la combativité des prolétaires de ces entreprises a été réduite. Il vaudrait quand même mieux savoir ce qui se passe dans cette immense partie de l'écono-

Conclusion

Dans une Chine encore principalement rurale, et où la production agricole obéit encore à des méthodes archaïques, la classe ouvrière « retranchée et stratifiée dans la forme presque pré-capitaliste de la danwei, occupe une position privilégiée ».

II/ LES CONFLITS SOCIAUX AUTOUR DU DÉMANTÈLEMENT DE LA DANWEI

Tiananmen

Les revendications démocratiques des étudiants et des intellectuels n'ont pas eu en Chine le même écho qu'en Europe de l'Est. Les paysans, quand ils étaient au courant de ce qui se passait dans les villes au printemps 1989, étaient plutôt indifférents. Les ouvriers ont été lents à se mobiliser. En mai, ils ont commencé à se rallier au mouvement sous la bannière de quelques grandes danwei de Pékin.

Des tentatives de former des syndicats indépendants ont eu lieu. Quand la répression s'est faite menaçante, les ouvriers ont été aux avant-postes pour mettre sur pied des comités de défense armés. Le 3 juin, les chars écrasent le mouvement et la répression s'abat.

Echecs et succès de la première phase de réformes

La « révolution de velours » de 1989 est née de la crise survenue dans la première phase des réformes. En 1978, celles-ci commencèrent par la décollectivisation de l'agriculture, qui entraîna un essor de la production agricole et le développement rapide des entreprises rurales non agricoles (ECB : entreprises de cantons et de bourgs).

Après l'agriculture, l'industrie : au début des années 1980, les premières zones économiques spéciales furent créées, puis les dirigeants des entreprises d'Etat se virent accorder une autonomie croissante dans l'orientation de leur production, dans l'embauche et dans les licenciements, dans la possibilité de garder une part des profits. Cela suscita l'apparition de « bureaucrates entrepreneurs » ou « capitalistes rouges », qui se développèrent surtout dans le secteur des biens de consommation, qui avaient été négligés jusqu'alors.

Mais cette autonomie financière de la base du parti s'accompagna du creusement du déficit du budget central et d'une perte de pouvoir des instances supérieures du Parti vis-à-vis des échelons locaux. En même temps, l'industrie lourde sombrait sous le poids du sous-investissement, du sur-emploi

---

mie chinoise, et le sens où ça évolue, ne serait-ce que parce que c'est la base du pouvoir du PCC.

◆ Les migrants

Par ailleurs, *Aufheben* effectue un travail insuffisant sur les luttes de la « nouvelle classe ouvrière », les migrants. Après avoir expliqué les raisons de leur soumission au capital (culture rurale, pas de papiers, statut prolétaire provisoire...), *Aufheben* concède qu'il y a cependant des luttes, spontanées, violentes, mais ne donne d'informations détaillées que sur celle d'Uniden (l'usine Uniden Electronic à Shenzen est le théâtre de fréquents conflits ; nous avons évoqué une longue grève de 2005 dans *Echanges* n° 114 [automne 2005]). Or ce conflit est, pour ce que je sais actuellement de la lutte des travailleurs migrants, tout à fait atypique : grèves multiples et rapprochées, préparées par des militants, compor-

et des méthodes d'exploitation surannées. Pour ce secteur, la réforme signifiait faillites et licenciements, attaque contre un des principaux bastions du PCC dans la classe ouvrière et la bureaucratie moyenne. Il y eut donc là nettement plus de résistance. Les événements de Tiananmen, puis la chute de mur de Berlin, amenèrent alors une pause de trois ans, au terme de laquelle Deng Xiaoping relança la réforme au cours d'un voyage dans les provinces côtières du sud.

Cette deuxième vague des réformes comporte trois aspects principaux :

– élargissement de la libéralisation du commerce à toute la Chine ;

– autorisation des investissements étrangers. Ils prirent la forme de joint-ventures (filiales 50/50) avec les entreprises publiques et provoquèrent le développement rapide d'un secteur d'accumulation orienté vers l'exportation ;

– restructuration des entreprises industrielles d'Etat grandes et moyennes. Tandis que les petites entreprises étaient privatisées, les grandes étaient transformées en sociétés par actions. L'Etat restait le principal actionnaire, mais le capital privé pouvait participer.

De telles réformes passaient nécessairement par le démantèlement de la danwei.

Le démantèlement de la danwei. L'impact de la première vague de réformes

Au cours des années 1980, la situation des travailleurs des danwei s'améliora sensiblement. Des grèves eurent lieu pour maintenir l'avance des salaires sur l'inflation, et les travailleurs obtinrent facilement gain de cause dans la mesure où les fonds finançant la danwei venaient encore de l'Etat et où les directeurs avaient tout intérêt à céder puisqu'ils faisaient eux-mêmes partie de la danwei. Cependant, une première réforme d'importance eut lieu à ce moment, qui passa plus ou moins inaperçue : c'est l'apparition du contrat de travail. Introduit partiellement en 1984, il fut bientôt généralisé à l'ensemble des entreprises d'Etat.

Les membres anciens de la danwei eurent un contrat à vie, mais les nouveaux venus n'eurent qu'un contrat à durée déterminée. Cela signifiait l'introduction d'une cassure générationnelle dans la classe ouvrière et la fin de l'hérédité de l'emploi à vie.

Le démantèlement de la danwei. La deuxième vague de réformes

Ce n'est que dans les années 1990 que l'impact du contrat de travail se fit pleinement sentir. Car il faut attendre 1996-1997 pour

tant des revendications « démocratiques », avec un comité de grève élu. Il n'est pourtant pas difficile, même sans savoir le chinois, de trouver la mention, et fréquemment des informations détaillées, sur de nombreux autres conflits des travailleurs migrants. Contrairement à cè que semble

que le régime s'attaque de façon décisive au bastion des grandes entreprises d'Etat et de la danwei. En 1994, 60 % des entreprises d'Etat perdaient de l'argent, et l'Etat central n'était plus aussi facilement disposé qu'avant à boucher les trous. Les directeurs étaient maintenant responsables des profits et des pertes, et intéressés aux bénéfices – que ce soit de façon légale ou par détournement. Simultanément, les fonctions sociales de la danwei étaient transférées en dehors de l'entreprise : les logements étaient vendus à leurs occupants ou transférés aux municipalités. La couverture santé et retraite, qui était directement assurée par l'entreprise, était maintenant reprise par des administrations auxquelles l'entreprise se contentait de verser une cotisation. La généralisation de cette politique fut proclamée au 15e Congrès du PCC en septembre 1997.

En ce qui concerne les travailleurs victimes du démantèlement de la danwei, le programme fut assorti de ce qu'on appelle les trois garanties :

– les travailleurs de plus de 40 ou 50 ans qui se trouvaient dans l'entreprise avant l'introduction du contrat de travail se voyaient offrir un départ à la retraite ;

– les travailleurs plus jeunes qui se trouvaient dans l'entreprise avant l'introduction du contrat de travail était mis au « chômage technique »(le terme chinois est *xiagang*, *retrenched* en anglais, parfois *déposté* en français). Cela signifie qu'ils pouvaient être à nouveau employés par l'entreprise. En attendant, ils se voyaient transférés à des centres de réemploi qui leur versaient une allocation financée par l'entreprise, les autorités locales et l'Etat central, et qui leur fournissaient pendant trois ans une aide au reclassement. Au terme des trois ans, les centres de réemploi pouvaient les renvoyer, et cela mettait alors fin à toute relation avec la danwei d'origine.

Pour ces travailleurs renvoyés et pour ceux qui étaient entrés dans l'entreprise après l'introduction du contrat de travail, une allocation de chômage étaient versée par les autorités municipales.

Dans la réalité, les trois garanties étaient insuffisamment financées, tant au niveau de l'entreprise que des autorités. D'autre part, les fonds qui étaient disponibles furent régulièrement détournés vers d'autres usages (enrichissement personnel, investissement productif dans les entreprises, infrastructures municipales pour attirer les entreprises).

---

penser *Aufheben*, ces conflits ne montrent pas une classe de migrants ruraux mal dégrossis et ne pensant qu'à retourner dans leur bled – et ayant besoin d'organisateurs préalables pour entrer en lutte (voir « Les travailleurs migrants en Chine », Echanges n° 123 [hiver 2007-2008]). Ce n'est pas un hasard si les rédacteurs de l'article n'expliquent pas que la lutte d'Uniden est atypique, ni pourquoi (forte participation des techniciens et ouvriers qualifiés, d'après un article de Hong Kong traduit dans *Meeting*). Il est probable qu'ils négligent le fait qu'elle est atypique parce qu'ils sont eux-mêmes dans la perspective de la transformation progressive de cette « nouvelle classe ouvrière » en classe ouvrière traditionnelle. Ainsi appellent-ils de leurs vœux « la transformation des migrants en un véritable (!) prolétariat », tout en se demandant si « la nouvelle

III/ LES LUTTES DE LA VIEILLE CLASSE OUVRIÈRE

La danwei et la restructuration

En moins de cinq ans, 25 à 30 millions d'emplois furent supprimés, et la danwei se trouva remise en cause de façon décisive. C'est un triomphe majeur pour la direction du PCC, car il n'y eut pas de mouvement de résistance suffisant pour déstabiliser le moins du monde le régime.

Cela s'explique par :

– la répression et le souvenir de ce qui s'était passé au moment de Tiananmen ;

– la possibilité de trouver un emploi dans les nouvelles industries, y compris avant la grande vague des licenciements. Les salariés des vieilles industries disposaient d'un *hukou* urbain. S'ils étaient qualifiés, ils pouvaient trouver un bon emploi dans les nouvelles usines. Le taux de suremploi dans les vieilles usines leur permettait parfois d'occuper un tel poste même en restant membre de la danwei. Ou bien les familles de la danwei avaient un pied dans chaque système : les parents dans la vieille usine, les jeunes dans les nouvelles. De la sorte, quand la vague des licenciements a commencé, une partie de la main-d'œuvre s'était déjà casée ailleurs ;

– cependant, dans les vieilles régions industrielles du nord-est, il n'y avait que très peu de nouvelles usines. Là, ce serait la mentalité bornée, l'esprit de clocher de la danwei, ainsi que la hiérarchie existant entre danwei différentes, qui a interdit la solidarité entre entreprises. La solidarité au sein des danwei favorisa cependant quelques luttes importantes dans le cadre d'une entreprise.

Nombreux conflits en héritage de la danwei

La restructuration des entreprises d'Etat s'accélère à partir du milieu des années 1990. Cela entraîna de nombreux conflits sur la question des conditions de licenciements, au moment du licenciement mais aussi après, et parfois pendant des mois et des années, parce que les promesses faites au moment de la restructuration n'ont pas été tenues.

Des retraités militants

Parmi les plus actifs pour se défendre contre les restructurations, on trouve les travailleurs mis à la retraite. Leurs manifestations, de quelques douzaines de personnes à quelques milliers, devinrent fa-

---

classe ouvrière industrielle chinoise va devenir un sujet conscient et organisé ». Ils concluent leur article en écrivant « la nouvelle classe ouvrière chinoise est encore en formation », reprenant presque mot à mot le titre du livre de E.P. Thompson sur *La Formation de la classe ouvrière anglaise au XIXe siècle*. On ne peut s'empêcher de penser qu'ils projettent la seconde sur la première.

La question syndicale

Autre élément qui fait défaut dans le texte d'*Aufheben* : une discussion de la question syndicale, qui ne fait que l'objet d'une note où il est dit que l'entrée de la Zhonghua Quanguo Zonggong Hui (plus connue sous son nom anglais All-China Federation of Trade Unions, ACFTU) dans les entreprises privées a pour but de « mieux représenter les intérêts des ouvriers » pour préempter toute initiative syndicale indépendante. Vu

milières dans les villes industrielles, en particulier dans la « ceinture manufacturière » du nord-est.

Ils étaient porteurs d'une certaine nostalgie de l'ère Mao, bénéficiaient du respect que les Chinois portent à leurs anciens, et de la solidarité des travailleurs plus jeunes qui savaient bien qu'une retraite convenable allait aider les familles dans leur ensemble, pas seulement les vieux, car les salaires des jeunes étaient aussi fortement menacés.

Selon certaines estimations, 90 % des mouvements de retraités obtinrent des concessions.

Maintenir le couvercle sur la marmite

Il est rare que les protestations soient allées jusqu'à remettre en cause le Parti. Au contraire, pourrait-on dire, puisque dans la plupart des cas les travailleurs s'en prenaient à la corruption ou à l'incompétence des fonctionnaires ou dirigeants locaux qui appliquaient mal les directives de l'Etat central. Pour se faire entendre des rangs élevés du Parti, les travailleurs furent contraints de mener des luttes parfois dures, avec barrages de routes et de voies de chemin de fer, occupations de bureaux et d'usines. Tant que le conflit restait à l'intérieur de la danwei, les autorités faisaient preuve d'une certaine tolérance. Elles s'en tiraient en réprimandant les échelons inférieurs du Parti et en faisant des concessions limitées. En cas de tentative de liaison entre différentes danwei, la répression était immédiate et sévère.

Exemples :

– Liaoyang (Liaoning) : en 2001, 80 % de la population active avait été réduits à des emplois précaires. Depuis longtemps, les salariés de la Ferro-Alloys Factory étaient en conflit avec leur direction. En 2002, il ne restait que 6 000 travailleurs, soit la moitié de la main-d'œuvre initiale. Quand, en mai 2001, la faillite de la société fut annoncée, plusieurs milliers de travailleurs, *xiagang* et retraités manifestèrent devant l'entreprise. Il y eut des heurts avec la police, mais le conflit se prolongea. En mars 2002, la police arrêta trois représentants des travailleurs. Les ouvriers distribuèrent des tracts pour appeler tous les travailleurs et retraités des autres entreprises à se joindre à eux. Dans les jours suivants, un comité inter-entreprises fut mis sur pied.

Puis le député de la ville à l'Assemblée nationale déclara à la télévision qu'il n'y avait pas de chômeurs à Liaoyang. Ce fut l'étin-

---

l'importance de la question, cela mérite documentation et argumentation.

◆ Mise en perspective du développement chinois

Je comprends de son texte que le groupe *Aufheben* pense que la classe ouvrière chinoise, même la « nouvelle », doit passer par le même développement que la classe ouvrière occidentale. C'est une autre façon de dire que le capitalisme chinois est au seuil d'un développement semblable à celui que les pays occidentaux ont connu. Il est probable que les camarades d'*Aufheben* rejetteraient une formulation aussi tranchée, mais c'est quand même dans ce sens qu'ils vont, non seulement quand ils traitent du devenir de la classe ouvrière, mais aussi quand ils évoquent le problème de l'insertion de la Chine dans le cycle mondial du capital. *Aufheben* considère comme un fait acquis et définitif la pénurie de main-d'œuvre qui

celle qui provoqua une grande manifestation (15 000 participants) venant de plusieurs entreprises. Les autorités cherchèrent à gagner du temps en proposant des négociations, mais le 17 mars, la police arrêta un des leaders du mouvement. Le lendemain, 30 000 à 80 000 manifestants demandaient sa libération derrière de grands portraits de Mao. Le 20, la police anti-émeute entrait dans la ville, bloquait les principales artères et procédait à de nombreuses arrestations ;

– Daqing (province de Heilongjiang, proche de la Russie) : depuis 1958 c'était une ville pétrolière plutôt prospère, avec des salaires deux fois plus élevés que la moyenne nationale. La restructuration qui aboutit à la formation de PetroChina entraîna 80 000 licenciements, dont beaucoup de travailleurs mis en congé (*xiagang*) vis-à-vis desquels PetroChina conservait des obligations. Pour s'en débarrasser, elle leur proposa une prime équivalant à 12 000 dollars, une fois pour toutes.

Les *xiagang* acceptèrent, mais comprirent après coup qu'ils avaient été floués. Car ils devaient payer eux-mêmes leur cotisations santé et retraite. Ils commencèrent à protester, et le mouvement explosa vraiment quand la compagnie annonça qu'elle cessait de payer pour leur chauffage, comme elle l'avait toujours fait. Les *xiagang* formèrent alors le Comité syndical provisoire des travailleurs dépostés du Bureau administratif pétrolier de Daqing. Une première manifestation de 3 000 personnes eut lieu le 1er mars 2002. Quatre jours plus tard, 50 000 manifestants bloquaient les trains partant pour la Russie. Après plusieurs autres manifestations, le Bureau de gestion pétrolière de Daqing fut occupé.

Ce mouvement suscita des grèves et des manifestations de solidarité chez d'autres travailleurs du pétrole en Chine. La répression mit fin au mouvement. Après plusieurs semaines d'occupation, les bureaux occupés furent encerclés par la police et un ultimatum pour leur évacuation fut fixé. Mais le Comité syndical provisoire de Daqing continua d'exister. En mai, il parvenait encore à mobiliser 20 000 travailleurs pour exiger la libération de ceux qui avaient été arrêtés ;

– Fashun : c'est une ville minière de la province du Liaoning. Une première tentative de restructuration du secteur du charbon, en 1994, fut abandonnée devant les grèves et protestations des travailleurs. Une seconde offensive commença en 1999. En 2001, 300 000 travailleurs du charbon, du

---

est apparue depuis quelques années dans les régions les plus industrialisées de la côte. Partant de ce fait acquis, les rédacteurs de l'article posent comme une évidence que l'industrie chinoise est appelée à se développer en montant en gamme. Et ils posent comme une possibilité que la Chine devienne sur cette base un concurrent des Etats-Unis. Actuellement, les Etats-Unis et la Chine seraient dans un rapport « d'accumulation complémentaire ». A terme, ils deviendraient rivaux. Cette façon de raisonner en termes de classe ouvrière (nationale) organisée et consciente et/ou en termes de capital national autocentré ne me convient pas. Elle date d'une autre époque. Sous réserve de recherches plus approfondies, mon schéma serait plutôt le suivant : le ralentissement de l'accumulation en Occident et la crise des pays de l'Est sont une seule et même crise de pénurie mondiale de

ciment, etc. étaient transformés en *xiagang*. En mars 2001, 10 000 d'entre eux commencèrent à établir des barrages réguliers de routes et de voies ferrées.

Le mouvement continua plusieurs semaines malgré la présence de la police anti-émeutes. Puis il s'essouffla.

Les conséquences du printemps 2002

Dès 2001, la montée des luttes incita le gouvernement à la prudence. Il décida que tout plan de restructuration devrait être approuvé par la Cour suprême si le chiffre d'affaires de l'entreprise dépassait 50 millions de yuan (environ 5 millions d'euros). Au 16e Congrès du PCC, fin 2002, le nouveau président, Hu Jintao, proclama le ralentissement des restructurations et alloua plus d'argent du gouvernement pour financer les « trois garanties ».

IV/ LA LUTTE DES PAYSANS

L'échec des « réformes de marché »et la situation critique des paysans

Dans les années 1970, le gouvernement avait plus de difficultés qu'auparavant à obtenir de l'agriculture les quantités nécessaires pour nourrir les villes. C'est même cette situation tendue qui permit à Deng Xiaoping de convaincre la direction du Parti de procéder à la décollectivisation et d'introduire le « système de responsabilité des ménages », c'est-à-dire le retour à l'exploitation familiale.

Cette dernière entraîna en effet une croissance sensible de la production des campagnes, mais sans modernisation réelle. Car les parcelles issues de la fragmentation des communes rurales étaient trop petites pour permettre le recours aux méthodes agricoles modernes et mécanisées. Les infrastructures, de plus, qui étaient auparavant entretenues par la commune, tombèrent en décrépitude. Dès le milieu des années 1980, l'essor agricole s'épuisa, ce qui provoqua des pénuries de grain dans les villes et obligea le gouvernement à procéder de nouveau à des réquisitions. Ce furent finalement les importations de produits agricoles et alimentaires qui réglèrent le problème de l'alimentation des villes.

La situation économique de la majorité de la paysannerie reste extrêmement arriérée, et les contributions de ceux qui ont émigré vers les villes sont indispensables à la plupart des familles paysannes.

plus-value. La Chine est entrée en crise comme tous les pays de l'Est (et bien d'autres) et a dû fortement réduire son secteur d'Etat et s'ouvrir sur l'international pour pallier la faiblesse de sa propre production de plus-value et donc le manque de sources d'investissement. Le capital mon-

Insurrections paysannes et sécessionnisme

Après la décollectivisation, le revenu des autorités locales a dépendu de plus en plus des revenus des entreprises rurales non agricoles (ECB) et de moins en moins des subventions de l'Etat central. Comme les bénéfices des ECB étaient insuffisants, les autorités locales ont eu de plus en plus recours à une taxation arbitraire. Dans certaines régions reculées, cela a entraîné, au début des années 1990, des mouvement insurrectionnels et sécessionnistes. Les représentants de l'Etat étaient chassés et des régions autonomes délimitées.

En 1997, ces mouvements non seulement prirent de l'ampleur, mais atteignirent des régions moins écartées, comme les provinces de l'Anhui, du Henan, du Hubei et du Jiangxi. Les participants se comptaient par dizaines de milliers. Leur idéologie était parfois faite de vieilles religions populaires, mais principalement d'une sorte de néo-maoïsme, adoptant des formes d'organisation semblable à celle de l'Armée populaire de libération (APL) et du Parti de l'époque de Mao. L'une de ces organisations avait pour nom « Armée anti-corruption du peuple, des travailleurs et des paysans ». Une autre se proclamait « Colonne du Yangzi du Sud-Ouest » et organisa des rassemblements dans treize bourgs de la région de Chongqing, où le PCC fut dénoncé comme « corrompu et impropre à gouverner ».

A la fin des années 1990, le gouvernement décida que ces mouvements avaient pris trop d'ampleur et il envoya l'armée. Les soulèvements furent écrasés, mais le gouvernement prit en même temps une série de mesure pour agir sur les causes profondes de la révolte. Il lança des campagnes contre la corruption des fonctionnaires. Des élections villageoises furent organisées. La taxation arbitraire des villageois fut interdite.

En 2004, Hu Jintao annonça que les impôts agricoles seraient supprimés en deux ans. Le développement économique des régions reculées de l'ouest fut relancé. En 2005, on annonça la mise en place d'une sécurité sociale générale pour les campagnes en même temps que les « cinq garanties » assuraient une couverture minimale pour les populations rurales défavorisées (vieux, chômeurs, etc.).

L'accumulation du capital et le vol des terres

En Chine, les paysans ne sont pas propriétaires de leurs terres. Depuis la décol-

---

dial a choisi la Chine, comme il a choisi d'autres pays, pour s'y délocaliser et y trouver une source de plus-value absolue, laquelle était plus difficile à exploiter en Occident. A ce niveau, il n'y a pas un développement national du capitalisme chinois, mais une localisation du capitalisme international dans certaines régions de la Chine. Quand ces régions perdront leur avantage comparatif (la plus-value absolue), le capital international cherchera d'autres régions (la recherche est en fait permanente), tandis que l'Etat chinois pourrait vouloir défendre son avantage comparatif en relançant l'exode rural. Car les prétendues pénuries de main-d'œuvre n'ont rien de définitif. Il existe, à la campagne et dans les villes de Chine, une réserve non négligeable de prolétaires pour continuer à faire pression sur les salaires. Inversement, si l'Etat chinois prend l'autre option (montée en gamme techno-

lectivisation, ils ont des baux de trente ans qui sont gérés par les autorités villageoises. Dans toutes les régions où l'industrialisation entraîne l'expansion urbaine, la ville mord sur la campagne. Entre 2000 et 2005, l'urbanisation a consommé 6 millions d'hectares, sur les 128 millions d'hectares de terres agricoles dont dispose le pays.

La plupart du temps, les expropriations ont été signifiées dans des conditions particulièrement injustes. Les fonctionnaires locaux proposaient des indemnités dérisoires aux agriculteurs (3 000 yuan/mu [env. 4 400 euros/ha – 1 mu = 675 m²] dans un exemple du Yunnan), puis les poussaient dans des dortoirs précaires. Ensuite, ils vendaient la terre aux promoteurs pour des fortunes (150 000 yuan/mu).

L'impact environnemental de l'accumulation du capital

Le développement industriel de la Chine se fait sans considération pour l'environnement. Cela ne va pas sans protestations de la population. En 2005, il y a eu plus de 50 000 mouvements de protestation liés à la pollution. Certains sont clairement des mouvements de défense de leurs conditions de vie par les classes moyennes, par exemple dans le cas des protestations contre un projet d'usine pétrochimique à Xiamen (mai 2007). D'autres sont des révoltes paysannes contre la pollution des terres et des eaux, et donc contre la menace sur leurs conditions de travail.

A Huashui (Zhejiang), il y eut deux ans de protestations contre la pollution engendrée par un parc industriel où se trouvaient treize usines chimiques. Les récoltes dépérissaient. Les eaux étaient polluées au point que le nombre de naissances anormales augmentait de façon alarmante. Toutes les pétitions, à tous les niveaux, n'ayant abouti à rien, un petit nombre de retraités décida de bloquer la route d'accès au parc industriel au printemps 2005. En deux semaines, ce barrage attira de nombreux soutiens des villages environnants. Le 10 avril, la police anti-émeute fut envoyée, et des dizaines de milliers de manifestants l'affrontèrent. Il y eut d'importants combats, que les autorités imputèrent à des agitateurs de l'extérieur.

Mais en juillet, les usines chimiques furent fermées. Des événements similaires eurent lieu un peu plus tard à Meishan, dans la même province.

Nature des protestations paysannes

Ces explosions violentes restent ce-

---

logique de la production industrielle), cela ne devrait pouvoir se faire que dans des îlots de modernité face à ce qui deviendrait un océan de sous-développement ordinaire. Mais là, les autorités chinoises craignent explicitement une « latino-américanisation » de la Chine. Quoi qu'il en soit, dans les deux cas, il n'y a pas de quoi rivaliser avec les Etats-Unis.

Ce que je viens d'esquisser en vocabulaire économique, on pourrait le dire aussi en termes de lutte de classes. *Aufheben* dit : voilà quelques scénarios possibles du développement capitaliste de la Chine, mais un autre scénario possible est que la lutte des classes fasse capoter tous les autres scénarios. Comme si les luttes paysannes et ouvrières n'étaient pas un paramètre fondamental de l'alimentation des usines par l'exode rural. Comme si la lutte des classes n'était pas l'autre face de l'accumulation du capital. Y compris au

pendant exceptionnelles. L'attitude prédominante de la paysannerie est la résignation stoïque face à des problèmes qui sont attribués à la corruption des fonctionnaires locaux.

Le Parti lui-même n'est pas en cause, et c'est pourquoi la grande majorité des protestations rurales se limite à des pétitions et aux démarches légales autorisées.

De paysan à travailleur migrant

Tant sous Mao qu'au cours de la première vague de réformes, l'accumulation du capital a reposé dans une grande mesure sur l'exploitation des paysans. Mais cette extraction de surtravail des paysans a perdu de l'importance avec l'entrée de la Chine dans l'économie mondiale. Face aux révoltes rurales, l'Etat a même reculé et cherché à améliorer un tant soit peu la condition rurale. Maintenant, l'exploitation des paysans, c'est l'exploitation des travailleurs migrants.

V/ L'APPARITION DE LA NOUVELLE CLASSE OUVRIÈRE

L'accumulation du capital et l'apparition de la nouvelle classe ouvrière

Le ralentissement économique de la fin des années 1980 a provoqué des millions de licenciements dans les entreprises de cantons et de bourgs (ECB), où les paysans trouvaient un complément de revenu. Cela a été le départ du mouvement de migration vers l'industrie urbaine. Les usines d'exportation étaient prêtes à exploiter cette main-d'œuvre docile et déjà formée au travail en usine. On estime qu'il y a actuellement plus de 100 millions de travailleurs migrants.

Ces travailleurs restent fondamentalement des paysans. Leur *hukou* est rural. Ils conservent un droit permanent à des terres cultivables dans leur village. Leur mentalité, leurs liens familiaux, leur avenir restent liés à leur village d'origine. Cela affaiblit leur position vis-à-vis de l'Etat et du capital.

Il n'y a pas de lien avec la vieille classe ouvrière, qui les regarde comme des ploucs et des concurrents. Cela entrave toute action ou organisation collective entre les deux

---

niveau mondial. Car le développement capitaliste de la côte sud de la Chine ne doit-il pas son dynamisme aux luttes que les prolétaires occidentaux et japonais ont menées dans le contexte de ce qu'on appelle la crise du fordisme ?

◆ **Conclusion**

Considérer la Chine comme un concurrent potentiel ou effectif des Etats-Unis passe à côté de la façon dont le capital se développe aujourd'hui directement au niveau mondial
La séparation de l'accumulation du capital et de la lutte des classes revient à avoir besoin de quelqu'un d'extérieur pour infuser la conscience et l'organisation dans le prolétariat et sa lutte. En résumé, la vision d'*Auf - heben* est marquée par la nostalgie du vieux mouvement ouvrier (celui qui date d'avant ce qu'on appelle bien maladroitement la mondialisation).

B. A.

fractions de la classe ouvrière.

La précarité de leur situation en ville, en raison de leur *hukou*, fait qu'ils peuvent facilement perdre leur autorisation temporaire de vivre en ville. Le système des dortoirs va dans le même sens : toute incartade provoquant le licenciement risque de les mettre hors la loi dans la ville, et ils hésitent donc beaucoup avant de se révolter.

La mentalité prédominante des migrants est qu'ils vont retourner au village. Dans ces conditions, autant faire preuve de résignation et de patience.

Le mouvement incessant d'arrivée et de départ des travailleurs migrants empêche la formation de liens de solidarité entre eux – sans parler d'organisation.

Dans ces conditions, les luttes des migrants ont été limitées, en tout cas jusqu'à récemment. Les migrants n'ont pas été entièrement dociles cependant, recourant de plus en plus fréquemment aux méthodes et aux voies légales de protestation, souvent avec succès.

Le droit du travail du « socialisme de marché » : théorie et pratique

La Chine dispose d'un droit du travail très élaboré. En particulier, une procédure en trois étapes est prévue pour régler les conflits : les travailleurs ou les patrons doivent d'abord déposer une requête au Bureau du travail local.

Si la médiation échoue à ce niveau, un tribunal fait de représentants locaux du syndicat, de l'organisation patronale et du gouvernement peut prendre l'affaire en considération. Le cas échéant, l'une ou l'autre partie peut faire appel du jugement de ce tribunal devant une cour de justice.

Dans la pratique, les droits des travailleurs sont régulièrement et largement bafoués sans qu'ils puissent se défendre véritablement. Malgré cela, les travailleurs migrants ont pu parfois obtenir gain de cause par ce canal. Mais des grèves et des manifestations aident beaucoup au règlement rapide et favorable des conflits. De plus en plus de migrants connaissent les lois et sont capables d'organiser leurs collègues pour faire pression sur les tribunaux.

Les temps changent

On a déjà vu que la position sociale et juridique des migrants ne favorisait pas leur esprit de lutte. Leur faiblesse principale est cependant que le marché du travail joue contre eux, ou du moins le faisait jusqu'à ré-

cemment. Car on voit apparaître des pénuries de main-d'œuvre. Il y aurait 2,5 millions d'emplois non occupés dans la province côtière du Guangdong. La pénurie de main-d'œuvre s'est récemment étendue aux villes industrielles de l'intérieur.

Deux raisons expliquent sans doute cette situation nouvelle : l'amélioration de la condition paysanne, qui freine l'émigration, et la politique de l'enfant unique, lancée au début des années 1980, qui réduit la population active actuelle.

Cette nouvelle situation a favorisé les luttes des migrants. Il y a de plus en plus de conflits. Dans certains cas, on a vu toute la main-d'œuvre de l'entreprise refuser tout simplement de travailler et rentrer au village. Le plus souvent, les mouvements ont pris la forme de grèves spontanées et violentes, avec destruction de machines et oppression des directeurs.

Mais il y a eu aussi des mouvements plus concertés et organisés. Par exemple celui de l'usine japonaise d'Uniden (fabrication de téléphones portables) à Shenzhen (Guangdong). Pendant l'hiver 2005, des dizaines de milliers de travailleurs d'Uniden ont fait grève cinq fois. Ils ont essayé de mettre en place un syndicat indépendant autour de revendications sociales générales comme le respect du droit du travail, le congé de maternité, le paiement de la prime d'heures supplémentaires, l'augmentation des salaires à l'ancienneté, etc. Craignant que les travailleurs ne parviennent à monter une organisation dépassant le cadre de leur propre entreprise, l'Etat a écrasé le mouvement en avril 2005. Les principaux dirigeants ont été arrêtés.

Le salaire minimum est fixé localement, les autorités locales sont directement intéressées à ce que de nombreuses entreprises s'installent dans leur commune ; elles sont donc en concurrence pour attirer les investissement mais aussi, maintenant, les travailleurs. La montée des luttes a ainsi incité les autorités à augmenter le salaire minimum et à mieux faire respecter ce seuil. Et les salaires effectivement payés sont fréquemment au-dessus du minimum.

Pour désamorcer le mouvement ascendant des luttes des migrants, le syndicat officiel, l'ACFTU, a fait un pas vers eux, avec le soutien de l'Etat. Mais il est clair que le capital doit maintenant accepter l'idée que l'offre inépuisable de travail bon marché arrive à sa fin. Au point qu'on commence à entendre des patrons demander la suppression du système du *hukou* pour fluidifier le marché du travail. Le 17e Congrès du PCC (octobre 2007) devait proposer des réformes dans ce sens.

La composition de la nouvelle classe ouvrière est en train de changer, mais elle est encore loin d'être un sujet conscient et organisé.

CONCLUSION

La rapide accumulation du capital en Chine a provoqué des luttes de résistance parfois intenses, mais jamais au point de la remettre en cause ou de menacer le PCC. L'augmentation des revenus de l'Etat, favorisée par le développement économique, lui a permis de faire des concessions qui, en même temps que la répression, ont maintenu le mouvement du prolétariat et de la paysannerie dans un état fractionné et local.

Aussi longtemps que la croissance se poursuivra au rythme actuel, l'Etat pourra maintenir un couvercle sur l'agitation. Mais les luttes sont appelées à se développer, au fur et à mesure que les migrants se transforment en un véritable prolétariat. ■

Chine : un point de vue de « Wildcat »

◆ La revue allemande *Wildcat* avait brossé un portrait de la Chine ouvrière contemporaine dans un supplément à son n° 80 (voir *Echanges* n° 123, p. 57). Ces textes devaient servir de base à une tournée de conférences en Allemagne : le 11 mai à Dortmund, le 20 mai à Braunschweig, le 29 mai à Halle, selon le n° 81 (mai 2008).

Dans ce même numéro, un entretien avec un camarade récemment revenu de Chine, « Pour eux, tout va bien trop lentement... », tente quelques éclaircissements :

si le mouvement de classe se développe en Chine, il pourrait donner le signal d'un mouvement mondial ; les relations féodales et patriarcales dans les campagnes chinoises tendent à disparaître ; on peut observer que les travailleurs migrants (venus des campagnes dans les villes) sont maintenant moins soumis que leurs prédécesseurs ; les autorités sont plus souples qu'autrefois au sujet de l'absence du permis de résider en ville ; la société de consommation s'étend partout ; les entreprises cherchent à diversifier leur clientèle pour dépendre moins des Etats-Unis, et leur production pour dépendre moins du seul bas coût de la main-d'œuvre dans leur profit.

Quant à la question du Tibet, qui a récemment défrayé la chronique mondiale, le camarade souligne que les Etats du monde entier, Chinois et Tibétains semblent avoir un intérêt commun à la présenter sous son seul aspect nationaliste ; lui, reconnaît ne pas en savoir assez pour démêler le vrai du faux parce que les informations sont toutes rares et biaisées. Ce qu'il sait, c'est que les travailleurs tibétains du bâtiment touchent un salaire moitié moindre de celui d'un Chinois « de souche » ; et que beaucoup de monde a intérêt à ce que les questions sociales soient dévoyées en termes ethniques ou d'indépendance nationale.

Corée du Sud : de la grève de masse à la précarisation

◆ Dans le n° 81 (mai 2008) de la revue allemande *Wildcat*, on trouvera une traduction d'extraits de « The Korean Working Class : From Mass Strike to Casualization and Retreat 1987-2007 », de Loren Goldner (qu'on peut lire en anglais sur http://home.earthlink.net/~lrgoldner ou http://libcom.org/tags/loren-goldner). La revue *Ni patrie ni frontières* a publié une traduction française complète de ce texte sous le titre « La classe ouvrière coréenne : de la grève de masse à la précarisation et au reflux, 1987-2007 » (sur le site : www.mondialisme.org/spip.php?article1108 – pour la revue : yvescoleman@wanadoo.fr). Dans un bref chapeau introductif, *Wildcat* explique pourquoi, le texte original étant assez long, ses rédacteurs ont choisi de n'en traduire que les passages qui leur ont paru les plus intéressants ; soulignant l'importance de cet article pour mieux comprendre les divisions et les faiblesses de la classe ouvrère sud-coréenne, ils regrettent toutefois qu'il n'offre pas suffisamment le point de vue des travailleurs eux-mêmes.

Inde

◆ Toutes infos sur la condition ouvrière et la lutte de classe dans : *Gurgaon Workers News - Newsletter 11* (mai 2008)) sur www.gurgaonworkersnews.wordpress.com (en anglais).

QUATRE-VINGT-SEPT JOURS DE GRÈVE CHEZ AMERICAN AXLE MANUFACTURING

Cet équipementier automobile vient de connaître un mouvement révélateur de la lutte de classe et du rôle des syndicats, aux Etats-Unis comme dans le reste du monde

LA PLUS LONGUE grève depuis des décennies dans l'industrie automobile aux Etats-Unis (87 jours) s'est terminée le 23 mai 2008 par une capitulation sans conditions du syndicat United Automobile Workers (UAW). Elle a touché les usines américaines d'un équipementier, American Axle Manufacturing Holdings Inc (AAM), et impliqué les 3 650 travailleurs membres du seul syndicat de l'automobile, UAW. Cette grève, si elle s'inscrit dans une longue évolution des relations entre l'UAW et les « *Big Three* » (« Trois Grands » de l'automobile américaine : General Motors [GM], Ford et Chrysler) marque malgré tout un important tournant dans ces relations. Eventuellement, étant donné que ces relations se jouent sur le plan mondial, on peut y voir une préfiguration de ce qui se déroule en Europe et en France.

LES RELATIONS DE TRAVAIL AUX ÉTATS-UNIS

POUR LA COMPRÉHENSION de cette grève, on doit rappeler ce qu'étaient et sont les relations de travail aux Etats-Unis et la place qu'y tiennent les syndicats

Schématiquement, un syndicat, quelles que soient son organisation et sa puissance, ne peut intervenir dans une entreprise que s'il y est reconnu par un vote de la majorité des travailleurs de cette entreprise. Il doit alors, et il est le seul admis à le faire, fixer par des discussions avec la direction, et l'approbation de ces travailleurs, les termes d'un contrat d'une durée limitée, dont les conditions s'appliqueront à la totalité des travailleurs concernés. On trouve une situation semblable au Royaume-Uni, mais avec une autre possibilité : celle de passer outre au vote des travailleurs en donnant la représentativité dans l'entreprise à un seul syndicat, par un accord direct entre l'employeur et ce syndicat. Ce dernier se trouve alors investi de cette fonction d'intermédiaire à l'exclusion de toute autre organisation. Nous verrons que, dans les faits, une telle situation tend à s'instaurer également aux Etats-Unis.

Actuellement en France, on peut observer une telle tendance à ce qu'un seul syndicat ait la représentativité dans l'entreprise, mais la situation est ici beaucoup plus complexe, en raison du pluralisme syndical, alors qu'aux Etats-Unis ou au Royaume-Uni, il n'existe pratiquement qu'une seule confédération nationale syndicale (ce qui n'exclut pas qu'il y ait compétition entre différents syndicats affiliés à la même confédération).

Il y a une autre grande différence concernant le statut des syndicats entre la France et les Etats-Unis. Si ce dernier pays compte en-

viron 14 % de syndiqués par rapport à la population active, alors que la France en dénombre moins de 5%, ces chiffres sont l'inverse du pouvoir réel des syndicats dans ces deux pays. Mis à part cette question aléatoire de représentativité dans une entreprise, le syndicat n'a pas aux Etats-Unis de pouvoir légal alors qu'en France le pouvoir des syndicats reconnus « représentatifs » par la loi est particulièrement important ; non seulement ils ont le droit d'intervenir dans toutes les entreprises employant au moins 10 salariés, mais ils participent paritairement à quantités d'organismes gérant le salaire différé affecté à toutes les protections sociales (1).

Cette question de protection sociale est une des grandes différences dans les relations de travail aux Etats-Unis et plusieurs Etats européens, dont la France, où une réglementation nationale garantit une couverture sociale (principalement santé, retraite et chômage) indépendamment des relations de travail avec une entreprise, du simple fait d'être salarié.

Aux Etats-Unis, une telle couverture sociale nationale n'existe pratiquement pas, à l'exception de ce qui relèverait en France de l'assistance à ceux qui ont de très faibles ou pas du tout de revenus (2). Un travailleur n'a de protection sociale que celle définie dans le cadre de son contrat de travail, réglementé éventuellement par le contrat collectif passé par le syndicat représentatif dans l'entreprise – ce contrat restant aléatoire, car, toujours temporaire, il est régulièrement rediscuté, les termes de son renouvellement dépendant du rapport de forces dans l'entreprise.

On peut comprendre que s'il est de l'intérêt des travailleurs d'avoir la garantie d'un tel contrat collectif d'entreprise, l'intérêt de l'entreprise peut être exactement l'opposé. Beaucoup de sociétés de toutes tailles peuvent trouver intérêt à ne pas avoir du tout de représentation syndicale (voir l'exemple de Wal-Mart). D'autres, généralement de grands trusts, peuvent voir dans le syndicat un auxiliaire de gestion. Cette situation a une double conséquence. D'un côté, une partie du patronat peut faire tout pour éviter la syndicalisation de ses salariés, et à cet effet se sont développées nombre de sociétés qui offrent un éventail impressionnant de méthodes, tant juridiques que médiatiques et allant jusqu'à la violence de milices privées, pour briser toute tentative d'implantation d'un syndicat (3). D'un autre côté, dans les grandes entreprises syndica-

(1) En pratique, en France dans les petites entreprises, là où il n'y a pas de syndicat, on fait appel à un syndicat local pour régler les conflits avec l'employeur. Cette pratique doit être réglementée dans la réforme présente du droit du travail par l'institution légale d'un « délégué de site » appartenant à un syndicat représentatif nouvelle définition.

(2) En cas de licenciement, l'indemnité légale de chômage est limitée à 13 semaines.

(3) Wal-Mart, le géant mondial de la distribution est le parfait exemple du trust qui exclut toute représentation syndicale (sauf en Chine pour le syndicat officiel concession commerciale nécessaire et sans risques, au contraire). La pratique étendue de la franchisation renforce cette exclusion de tout vote en vue d'une représentativité syndicale, même dans un établissement local.

lisées s'est développée toute une bureaucratie intégrée dans la gestion de la force de travail, à un niveau inconnu en Europe. Mis à part ces grands trusts qui peuvent avoir des contrats nationaux, les contrats sont conclus par entreprise, ce qui fait que la représentation syndicale est totalement décentralisée au sein de chaque société.

Nous verrons, avec l'exemple d'AMM, que cette pratique gagne même les grands trusts qui fonctionnaient avec des accords couvrant toutes les usines nationales,et qui tentent aujourd'hui d'en venir à des accords usine par usine. On peut rapprocher cette situation de la même tendance, de fait en Allemagne (4), et de droit en France (5).

Un autre corollaire de cette situation va jouer un rôle important dans l'évolution industrielle des Etats-Unis. Dans les zones industrialisées du Nord, les circonstances ont fait qu'on trouve beaucoup d'entreprises sous contrat collectif, et que dans le centre ou le Sud peu développé industriellement la syndicalisation est quasiment nulle. Une première délocalisation nationale a conduit au transfert de nombre d'industries échappant à toute syndicalisation, à tout contrat collectif et ayant les mains libres pour imposer leurs conditions de travail.

D'une certaine façon on a vu une semblable évolution en France dans les années 1950, alors qu'il existait des zones légales différenciées de salaires lors du transfert des industries vers les zones rurales à fort excédent de main-d'œuvre.

Mais la comparaison est toute relative : en France, les garanties sociales restaient acquises puisque liées nationalement au statut de salarié. Par contre, aux Etats-Unis, sans contrat d'entreprise donnant les garanties santé et retraite, le travailleur n'avait strictement rien sauf le bon vouloir du patron (6) ; il devait, s'il en avait les moyens, se procurer ces garanties auprès d'une société d'assurance ou d'un fonds de retraite. De son côté, l'entreprise pouvait satisfaire les obligations du contrat en matière de santé et de retraite (les « *benefits* ») soit en les finançant directement (un cas fréquent et qui pèsera lourd dans les coûts du travail), soit par la souscription d'assurances pour l'ensemble de son personnel ou l'adhésion collective à un fonds de pension. Ces derniers points vont prendre une grande importance dans le renouvellement des contrats, en raison d'abord de la concurrence nationale des sociétés ayant éludé tout contrat, puis à cause de la mondialisation. A ce dernier stade, ce ne seront plus les questions de « *benefits* » qui seront essentielles lors du renouvellement des contrats, mais l'ensemble des conditions de travail, c'est-à-dire le coût global de la force de travail.

L'industrie automobile aux Etats-Unis est l'illustration parfaite de ce que nous venons d'expliquer sommairement d'une manière générale. Jusqu'à récemment, les « trois grands » de l'automobile avaient des contrats collectifs pour l'ensemble de leurs usines américaines, impliquant notamment

(4) En Allemagne, on assiste à un double courant vers une individualisation des relations de travail : d'un côté la formation de syndicats professionnels (agents de conduite, médecins, etc.), de l'autre la conclusion informelle mais très répandue d'accords d'entreprises sortant du cadre des contrats collectifs de branche d'industrie.

(5) Les vicissitudes récentes des discussions au niveau national entre syndicats, Medef et gouvernement aboutissent à définir une représentativité syndicale majoritaire unique au sein d'une entreprise entraînant cette individualisation des relations de travail.

(6) « Pour la dizaine de millions de travailleurs qui n'ont pas de qualification professionnelle, une carte syndicale est le principal passeport pour une véritable existence sociale (Rick Fantasia et Kim Voss, *Des syndicats domestiqués. Répression patronale et résistance syndicale aux Etats-Unis*, éd. Raisons d'agir, 2003).

des garanties maladie et retraite qu'elles assumaient directement sur leurs fonds propres, pour les actifs comme pour les retraités et leur famille.

GM a été pendant longtemps le premier trust mondial, le plus important et le plus symbolique. D'une certaine façon, à son échelle, une telle convention fonctionnait comme, en France, une convention collective fonctionne pour une branche d'industrie. Et ce que l'un des « Big Three » concédait était tôt ou tard repris par les autres lors du renouvellement de leur contrat.

Des pressions constantes

On sait comment les « trois grands » ont progressivement perdu leur domination sur le marché automobile mondial puis, plus récemment, américain, au profit des constructeurs étangers, et surtout japonais. Ce qui fut le prétexte de pressions constantes pour obtenir des concessions sur le coût du travail. On fait parfois remonter le début de cette offensive à l'écrasement par Reagan de la grève des contrôleurs aériens et l'élimination de leur syndicat, Patco (7), en août 1981. Reagan avait alors spectaculairement congédié les 11 359 contrôleurs en grève qui avaient défié son ordre de retour au travail.

Cette date marquerait le départ d'une offensive généralisée contre les syndicats. Mais, notamment dans l'automobile, le processus de dégradation des conditions de travail était déjà largement amorcé depuis les années 1950 et le rôle du syndicat UAW déjà réduit à entériner plus ou moins ouvertement la politique de redressement des « trois grands » face à une concurrence grandissante sur la plan mondial. Dès 1950, les équipementiers avaient commencé à délocaliser dans les zones rurales du Midwest, là où on ne craint pas la syndicalisation.

Ne pouvant « désyndicaliser » leurs usines, les « trois grands » ont pensé, dans un premier temps, résoudre les problèmes de concurrence et d'abaissement des coûts en se séparant de pans entiers de leur appareil de production intégré, en créant des filiales pour la fabrication de pièces détachées : Delphi pour GM, Visteon pour Ford. L'intérêt de cette politique pouvait apparaître dans le fait que ces filiales ne seraient plus « sous contrat syndical » et pourraient se rentabiliser en travaillant pour d'autres sociétés. Mais ce transfert de production impliquait le transfert de travailleurs – et les travailleurs ainsi transférés obtinrent les mêmes garanties que lorsqu'ils étaient exploités par la maison mère, maintenant la collaboration avec l'UAW. Ce qui ne faisait que transférer les charges sur les filiales.

En même temps, à chaque renouvellement de contrat, le syndicat UAW finissait par accepter le même grignotage, de plus en plus important, que dans les maisons mères. Cette évolution a coïncidé avec de profondes transformations techniques, telles que l'introduction de processus de fabrication automatisés éliminant les travailleurs non qualifiés.

Mais ce qui obérait toujours plus les coûts de production, c'étaient les charges

(7) Patco, seul syndicat des contrôleurs aériens américains avait pensé bénéficier de la mansuétude de Reagan, juste élu en champion du libéralisme économique, dont il avait soutenu la candidature en lançant, juste après cette élection, une grève illégale pour des revendications professionnelles. Aucun des contrôleurs concernés n'aurait pensé que leur syndicat s'en trouverait détruit et qu'ils seraient tous à la rue et que le bras de fer victorieux du gouvernement servirait de symbole de la déroute de l'opposition syndicale aux Etats-Unis. Sur cette grève voir *The Air Controllers' Controversy: Lessons from the Patco Strike*, d'Arthur B. Shostak et David Skocik (Paperback, NY: Human Sciences Press, 1986) et *Echanges* n° 55 (avril-mai 1988), p. 29.

maladie et retraite dont il était impossible de se débarrasser sans l'accord non seulement de l'UAW, mais aussi des travailleurs syndiqués.

Pour parvenir à ce but, les « trois grands » ont amorcé un processus de délocalisation hors du territoire américain, notamment dans les pays à faible coût de main-d'œuvre comme le Mexique, les filiales établies antérieurement dans les pays industrialisées (essentiellement en Europe occidentale) n'intervenant pas dans ce processus à cause du taux élevé du dollar. La délocalisation (menace et réalité) est devenue l'élément central de cette politique de réduction des coûts dont on a pu voir les conséquences au cours du temps. C'est ainsi que l'UAW a fini par faire accepter progressivement à ses membres, sous la menace « à prendre sinon on ferme » :

– le système *« two-tier »* permettant de créer deux catégories de travailleurs, les anciens avec maintien des garanties acquises, les entrants avec des salaires et avantages sensiblement réduits ;

– les « buy-out » consistant à offrir aux anciens le départ volontaire indemnisé avec bien sûr perte des garanties retraite et santé ;

– la mise en préretraite avec maintien de ces garanties ;

– les aménagements, à chaque renouvellement, grignotant à chaque fois un peu plus les salaires, les remboursements maladie pour les actifs et les retraités ;

– les fermetures d'usines des zones industrialisées du Nord des Etats-Unis qui accompagnaient souvent ces mesures.

Les sociétés d'équipement automobile ont dû faire face, pour une bonne partie de leurs travailleurs, à des charges sociales dont la maison mère s'était débarrassé. Elles ont eu recours, comme d'autres entreprises (notamment du secteur aérien), à une disposition juridique qui permet, aux Etats-Unis, lors d'une mise en redressement judiciaire, de faire table rase de tous les contrats, particulièrement des conventions collectives : Delphi et Tower Automotive se sont déclarées en faillite, en 2005, Dana Corp en 2006. En janvier 2008, Visteon, renflouée en 2006 par Ford (qui n'a jamais dégagé de bénéfices depuis sa séparation de Ford en 2000) a annoncé la fermeture de trente usines, supprimant des emplois et se renforçant en Asie et en Europe.

Pour maintenir sa présence, l'UAW a accepté la signature de nouveaux contrats avec des coupes drastiques dans les salaires et avantages sociaux.

De 1979 à 2008, le nombre des travailleurs de l'automobile membres de l'UAW est tombé de 1 500 000 à moins de 500 000. Ce qui n'empêche pas le président de l'UAW, Ronald A. Gettelfinger, de déclarer : « L'UAW a la réputation établie de travailler avec les entreprises pour amélio-

rer leur position concurrentielle et garantir les emplois. »

LA GRÈVE À AMERICAN AXLE

LE CONTRAT entre l'équipementier AAM et l'UAW sur le territoire américain expirait le 26 février à minuit. Les propositions patronales pour le renouvellement de ce contrat étaient sans ambiguïté. Le président d'AAM avait déclaré, en avançant ses propositions, que « le syndicat [devait] accepter les mêmes concessions qu'avec les autres équipementiers ou constructeurs ». Pour l'essentiel, comme nous le verrons, le nouveau contrat impliquait une baisse des salaires de moitié de leur montant pour tous les travailleurs.

On peut comprendre qu'une telle annonce d'une baisse brutale du niveau de vie (les abandons antérieurs de l'UAW avaient été progressifs, s'accompagnant de tactiques de divisions) et cette sorte d'ultimatum ont dressé tous les travailleurs contre eux. C'est ce qui fit que l'UAW ne put éviter la grève. Mais elle dévoilera peu à peu sa tactique d'épuisement de la combativité ouvrière, pour finir par faire accepter l'essentiel des propositions patronales.

Ce n'était pas le moment propice pour déclencher un conflit. Non seulement à cause de la crise générale que traversent les Etats-Unis, mais surtout à cause du marasme de l'industrie automobile américaine, touchée de plein fouet par l'envolée du prix des carburants, et plus spécialement à cause de la crise propre d'AAM.

AAM n'est pas vraiment une filiale de GM comme Delphi. La société a été fondée en 1994 par la cession de la division « essieux », à laquelle se joindront d'autres pièces détachées (arbres de transmission, amortisseurs, etc.), à un industriel paternaliste, Richard Dauch, qui y investit 3 millions de dollars pour la moderniser. L'UAW y fut « reconnue » et les contrats signés étaient plus favorables que ceux des autres équipementiers qui, comme nous l'avons vu, ont en 2005 réduit énormément leurs coûts de production (utilisant la procédure de faillite comme Delphi, Tower Automotive ou Dana Corp.). Pour faire face à cette concurrence, AAM s'est en partie délocalisé et exploite 29 usines dans 17 pays. Elle emploie 5 300 personnes aux Etats-Unis, contre 7 500 en 1994, alors qu'elle en exploite 3 800 en dehors du pays. Outre les essieux, AAM fournit d'autres pièces détachées, pour 80 % à GM (particulièrement pour les véhicules utilitaires) et 10 % à Chrysler.

Pour ne citer qu'un exemple, l'usine AAM de Guanajuato au Mexique emploie 700 travailleurs, les paye en moyenne 13 dollars par jour, près du tiers du salaire horaire des usines du nord des Etats-Unis. AAM prévoit d'ici 2012 une croissance de plus de 50 % hors des Etats-Unis avec des usines en Pologne, au Brésil, an Chine, en Thaïlande et en Inde.

De plus, la situation du marché automobile aux Etats-Unis est catastrophique, surtout pour les pourvoyeurs de véhicules très gourmands en carburant (en février, au moment où débute la grève d'AAM, GM a en stock environ 120 jours de vente des utilitaires SUV et pick-up, alors que la norme est moitié de ce chiffre). GM, le principal client d'AAM, a commencé d'appliquer, avec la bénédiction de l'UAW, un plan de restructuration comportant un départ massif d'ouvriers (départs volontaires indemnisés et préretraites, ces partants étant remplacés par des plus jeunes payés environ moitié moins, soit 14 dollars de l'heure). Les usines GM de Pontiac et de Flint (Michigan) fabriquant des véhicules utilitaires ont été réduites à une seule équipe, 74 000 ouvriers étant

sur le départ ou déplacés à l'usine de montage Orion Township (petites voitures, dont la production a augmenté de 37 %), où UAW négociait une troisième équipe. Mais globalement, GM doit réduire sa production de 16 %. Non seulement AAM était touchée par ces mutations de production, mais, en prévision d'un long conflit, elle avait constitué des stocks de pièces détachées.

En 2004, lors du renouvellement du précédent contrat arrivé à expiration en février 2008, les travailleurs de l'usine principale d'AAM à Hamtramck (Michigan) avait rejeté le nouveau contrat prévoyant notamment le système « *two-tier* » - ce qui n'avait pas empêché la signature du contrat par l'UAW. L'application de cette dernière disposition s'était pourtant révélée inefficace quant à la réduction des coûts, car il y avait eu peu de départs et peu d'embauches.

Un des ouvriers, comptant quatorze ans de labeur pour le compte d'AAM, pouvait déclarer au début de la grève : « Ils veulent juste faire un exemple pour imposer des concessions à tous les travailleurs ; on ne se laissera pas faire ; la question est à partir de quand on dira "assez". »

Pour être parmi les derniers à se voir imposer des réductions drastiques sur leurs conditions de vie et de travail, cette fois brutalement, les travailleurs d'AAM, par leur réaction, non seulement imposaient à l'UAW de refuser les propositions patronales qu'elle avait fait accepter ailleurs,mais aussi de déclencher une grève qui est devenue, comme l'exprimait ce travailleur, le symbole d'une résistance à la dégradation générale des conditions de travail et de vie aux Etats-Unis.

La grève dans les cinq usines du Michigan et de l'Etat de New York commence le 26 février à minuit et implique les 3 650 travailleurs membres de l'UAW. Les propositions patronales refusées comportaient :

– sur la fiche de paie, la baisse des salaires horaires de 28,15 dollars à 14,50 ou 11,50 dollars (globalement, pour la société AAM, le salaire global, tous « *benefits* »inclus, était réduit de 60-70 dollars l'heure à 20-30 dollars l'heure) ; mais cette réduction signifiait pour un travailleur moyen des salaires hebdomadaires de 465 dollars brut (320 dollars net, environ 200 euros) ;

– le transfert du service des retraites à une caisse distincte, c'est-à-dire une non-garantie du niveau des retraites, dont le montant serait détaché du système des contrats collectifs (8) ;

– la suppression des garanties santé pour les retraités ;

– le départ de 2 000 travailleurs sur 3 650, par mises à la retraite anticipée et départs volontaires indemnisés ;

– la fermeture de certaines usines.

Marchandage

Curieusement, l'UAW ne lance pas la grève contre ces réductions drastiques, mais la justifie par le fait que l'AAM « n'a pas fourni les informations économiques nécessaires pour décider si le syndicat doit accepter ou refuser les propositions » ; et le syndicat présente des contre-propositions qui entérinent ce que veut imposer AAM, en marchandant simplement sur les chiffres. En fait, bien que contrainte de cautionner un conflit ouvert, l'UAW entend avant tout

(8) De nouvelles normes comptables internationales ayant imposé aux sociétés servant directement les retraites et la santé sur leur fonds propres de constituer des garanties financières identifiées, ces entreprises se sont, le plus souvent dégagées en transférant le service de ces garanties à des caisses distinctes non soumises à de telles obligations. Ces normes imposées par le capital financier ont servi aux trusts de l'automobile américains d'instruments pour se libérer de lourdes obligations contractuelles (voir *Echanges* n° 123, p. 9).

préserver sa position de cogestionnaire de la force de travail, conformément aux intérêts de l'entreprise. En regard des menaces implicites d'AAM, en cas de refus, de fermer toutes ses usines américaines et de transfert total des fabrications à l'étranger, notamment au Mexique, l'UAW privilégie sa position en tant que syndicat et son existence même.

Un autre fait vient confirmer cette position : le syndicat veut éviter à tout prix une généralisation du conflit, alors même que d'autres équipementiers sont en grève eux aussi pour des questions identiques de réduction de salaires et d'avantages.

Malgré la situation difficile dans laquelle s'est engagée la grève, deux choses commencent à se faire jour vers la mi-mars, après moins de trois semaines de grève :

– la détermination des grévistes, qui bloquent pratiquement toute fabrication et tout transfert des stocks ;

– le fait que la grève commence à mordre : 29 usines américaines de GM ont dû fermer totalement ou partiellement (touchant 10 % des effectifs américains) et d'autres sont menacées, dont celle de Lordstown (Ohio, 3 750 ouvriers) fabriquant des petites voitures (Cobalt et Pontiac) dont les ventes ont augmenté de 43 % dans les deux premiers mois de 2008.

Des bruits relayés par les médias commencent à circuler : l'UAW, malgré ses dires selon lesquels les pourparlers seraient au point mort, aurait déjà accepté les propositions patronales et n'aurait accepté la grève que pour sauver la face. AAM commencerait à passer des annonces à la fois pour recruter du « personnel de remplacement (9) » et pour faire face au plan de départs volontaires et de mises à la retraite anticipée en cas d'approbation de ses propositions. Des centres de formation sont même déjà organisés, ce qui entraîne un déplacement des piquets de grève pour les bloquer. En même temps, une intox développée par AAM et l'UAW laisse croire, sans aucune précision, qu'une usine sur trois fermerait.

L'UAW organise à Detroit une manifestation, mais en précisant qu'elle l'annulerait s'il y avait un accord, ce qu'elle fait vers le 20 mai en même temps qu'elle ordonne la levée des piquets, alors que des tentatives de solidarité horizontale se font jour.

Ces bruits s'accompagnent de l'annonce que GM est prêt à donner de l'argent à AAM pour qu'il « puisse sortir de la grève » (10). GM versera effectivement 218 millions de dollars parce que, à ce moment, il ne dispose plus que d'une à deux semaines de stocks pour faire face à ses ventes.

A ce même moment, l'UAW annonce qu'un accord a été conclu. Les votes des membres vont se dérouler en deux temps : d'abord, dans trois petites usines, le vote pour l'accord se fait à l'esbroufe, sans qu'il ait été possible aux 1 600 travailleurs concernés de connaître en détail le contenu de ce qu'on leur propose d'adopter. A la troisième usine, les 2 000 travailleurs demandent à mieux connaître l'accord, et le vote est différé de cinq jours alors qu'est déjà connue l'acceptation des autres. Les leaders syndicaux qui en donnent les détails rencontrent une forte opposition. Lors d'une réunion informelle préparatoire au vote à

(9) Le « jaune », baptisé aux États-Unis « travailleur de remplacement », bénéficie d'une reconnaissance légale, ce qui le protège et permet à l'employeur, lorsque la grève est terminée de l'intégrer dans les effectifs de l'entreprise comme un travailleur à part entière.

(10) C'est une pratique assez courante lorsqu'un conflit de cette nature risque de bloquer la production principale de voir le sous-traitant en difficulté soutenu financièrement par son client. GM a ainsi soutenu récemment avec plusieurs milliards de dollars sa filiale Delphi.

Détroit, avant le meeting officiel, un ouvrier déchire sa carte syndicale dans un ouragan d'applaudissement et en jette les morceaux dans la foule. Puis, lors du meeting officiel d'explication, les dirigeants syndicaux se font huer ; différentes manipulations des micros finissent par interdire aux récalcitrants de s'exprimer. Les médias insistent de plus en plus sur le point central du débat : « Ou acceptation ou fermeture. »

Finalement, le 22 mai, dans cinq usines du Michigan et de New York, un vote favorable est acquis à 78 % des votants (1 172 « pour » et 418 « contre » ; d'après les effectifs totaux donnés de 2 000, on déduit 350 abstentions).

La nouvelle convention de quatre ans réduirait les coûts de production de 300 millions de dollars par an. Le catalogue est édifiant, car il entérine pratiquement tout ce qu'AAM voulait obtenir depuis le début :

– les salaires réduits de près de 40 % : de 28 à 18,50 dollars horraires pour les travailleurs qualifiés (au départ AAM demandait 14 dollars) et pour les non-qualifiés de 26 à 14 dollars (une « adaptation » de 105 000 dollars par tête sur trois ans est prévue) ;

– la fermeture de deux usines de Detroit et de celle de New York ;

– des départs volontaires, avec une indemnité de 140 000 dollars pour ceux qui ont plus de dix ans d'ancienneté et 85 000 pour les autres, mais perte de l'ensemble des *« benefits »* ;

– la retraite anticipée pour ceux qui n'ont plus que quatre ans d'exploitation, avec une indemnité de 55 000 dollars ;

– le gel des retraites et leur transfert à un fonds de pension ;

– différentes mesures pour dorer la pilule : une prime de signature de 5 000 dollars, une prime de performance de 2 % du salaire annuel, une prime de Noël de 500 dollars en 2009, l'augmentation des contributions santé de 3 % en 2010 , etc. ;

– l'usine de Hamtramck a vu l'UAW de l'établissement signer un accord distinct, qui comporte une interdiction de grève pendant toute la durée du contrat collectif, « quelles que soient les circonstances » et qui annule toutes les conventions antérieures.

Quel enseignement tirer d'une telle grève ?

A première vue, elle semble une grève comme tant d'autres aujourd'hui dans les pays industrialisés, essayant de contrer la baisse des salaires imposée par les entreprises pour faire face à la concurrence des pays à faibles coûts de production. Luttes qui se terminent invariablement, d'une manière ou d'une autre, par des défaites orchestrées par le chantage : « Acceptez ou on ferme. »

De telles luttes peuvent être mises en parallèle avec des luttes dans les pays en développement pour conquérir de meilleures conditions de travail qui, elles, aboutissent, à l'opposé, à augmenter les coûts de production.

Si l'on considère que dans une multinationale, il y a une telle interdépendance entre les différentes unités (de la maison mère, des sous-traitants souvent en cascade) qu'un simple grain de sable peut en perturber tout le fonctionnement, on doit voir qu'en regard, cette multiplicité de facteurs permet des substitutions qui relativisent considérablement l'impact de cette vulnérabilité. En d'autres termes, comment une grève, si longue et si dure soit-elle, dans un secteur clé, peut-elle être autre chose qu'un coup d'épingle sur un éléphant ?

On pourrait penser que l'intérêt du capital global l'entraînerait, pour endiguer la baisse du taux de profit, à transférer la totalité

des activités productrices des anciens pays industrialisés vers les pays en développement. Et on pourrait se demander pourquoi les sociétés concernées tentent de conserver des activités dans des sphères nationales bien qu'elles soient plus onéreuses, tout en essayant d'en réduire le coût au maximum, sans pouvoir pourtant égaler – et de loin – ceux des pays en développement.

Outre que l'avantage réel d'une délocalisation ne se résume pas seulement au différentiel de coût horaire salarial (autres facteurs locaux de productivité, logistique, variations de taux de change, etc.), le capital trouve l'essentiel de ses marchés dans les vieux pays industrialisés.

Dans ces derniers pays, les relations de production dans les secteurs qui y sont maintenus ne sont pas statiques. Les coûts de production dépendent aussi des techniques de production, y compris les modes d'exploitation de la force de travail et les relations avec les organismes de médiation entre travail et capital.

« Flexibilité » de cette force de travail est devenue le maître mot dans l'exploitation, correspondant aux conditions de l'organisation de la production à flux tendu. Cette flexibilité, c'est-à-dire l'adaptation constante de la production aux besoins du marché, signifie que les relations de travail sont au plus près des nécessités de l'entreprise. C'est à quoi tendent les usines délocalisées, qui tentent d'imposer aux travailleurs des conditions hors normes quant aux critères actuels du capital occidental, mais proches de celles en vigueur aux tout début du capitalisme.

C'est aussi à quoi tendent de nouveau les relations de travail dans les sociétés occidentales. La grève d'AAM s'est accompagnée d'un démantèlement de ce qui pouvait subsister d'accords collectifs applicables à toutes les usines d'un trust, et qui constituaient un cadre trop rigide dans l'adaptation de chaque production aux fluctuations du marché.

Cela ne concerne pas seulement AAM. Le 15 mai, GM a signé au Canada avec le syndicat CAW (jumeau canadien de l'UAW) un contrat spécifique pour une usine canadienne et dans l'Ohio un autre contrat du même genre sur des questions syndicales locales. L'organisation des relations de travail par société ou par usine et non plus par branche existe déjà aux Etats-Unis, soit dans une majorité d'entreprises où le syndicat n'est pas reconnu soit dans de très grandes entreprises comme Wal-Mart ou MacDonald's où la franchisation permet une telle individualisation (hors syndicat bien sûr). On voit le développement de ce qui était déjà donné comme une constante dans l'organisation du travail : l'individualisation des relations de travail et de l'activité syndicale.

Cela correspond exactement à ce que l'on peut voir en France dans les débats sur la représentativité syndicale au niveau de l'entreprise, actuellement en discussion dans la « modernisation » des relations de travail. Personne ne peut dire ce qu'une telle évolution engendrera : d'un côté, elle donne les mains libres aux dirigeants pour adapter en temps réel l'exploitation de la force de travail aux nécessités du marché, de l'autre elle libère les travailleurs des contraintes qu'instituaient les cadres collectifs de régulation et révèle le rapport direct travail-capital.

Quant aux centrales syndicales, dans ce processus, on pourrait leur appliquer cette réflexion d'un sociologue du travail : « Aujourd'hui, les syndicats sont dans des relations conflictuelles avec les entreprises et paraissent n'exister que comme des centres d'avantages pour les bureaucraties syndi-

cales (11). » On ne peut que constater à ce sujet l'inanité des tentatives de réformer, de moderniser, de démocratiser les appareils syndicaux. Dans le passé, toutes ont fait faillite (12). La plus récente de ces tentatives, essayant de surfer sur les grèves des « janitors » impulsées par le syndicat des services SEIU, avait provoqué une scission de l'AFL-CIO et la formation d'une dissidence « Change to win ». Celle-ci vient de signer un accord secret avec deux grands groupes hôteliers impliquant une clause de non-grève, le renoncement à tout piquet, etc. par-dessus le vote des membres du syndicat.

Cette reconstitution d'un cadre collectif des relations de travail semble contradictoire avec ce que nous avons exposé. Cela montre le pragmatisme qui prévaut dans les relations de travail, mais doit aussi être relativisé, car cet accord secret concerne un secteur qui n'est nullement poussé par la concurrence internationale et où précisément la manière dont les luttes antérieures se sont développées ont donné à la base un pouvoir qu'il s'agit d'encadrer (13). De telles tendances sont plus récemment apparues dans le mouvement des latinos (14) où le mouvement de base contre la réglementation des immigrés sans papiers s'est fait totalement hors de toute organisation syndicale ou politique, ce qui peut expliquer également cette introduction d'un cadre collectif de régulation des relations de travail.

H. S.

(11) A. Horowitz, 4 mars 2008.

(12) Les tentatives pour « démocratiser » l'AFL-CIO n'ont pas manqué dans la période récente. La plus importante impliqua Sweeney (1995) et la tendance Teamsters for Democratic Union (TDU) ; plus récemment eut lieu une scission dont nous parlons ci-après. Toutes ont fini par échouer, en raison du fait central que la fonction syndicale d'intermédiaire entre travail et capital sur le marché de la force de travail ne peut avoir qu'une position réformiste qui ne peut reproduire, au mieux que la démocratie bourgeoise.

(13) Voir *Echanges* n° 115, p 23. Le syndicat SEIU fut un des promoteurs de la scission de l'AFL-CIO contestant la pouvoir notamment de l'UAW au nom de la « démocratie syndicale ».

(14) voir *Echanges* n°117, été 2006, p. 1.

DANS LES PUBLICATIONS / AMÉRIQUES

Etats-Unis

◆ « Welcome to America, Immigration in the Baltimore-Washington Corridor » (Bienvenue en Amérique, l'immigration dans le corridor Baltimore-Washington) dans *The Insubordinate*, n° 1 novembre-décembre 2007 (copie à Echanges).

Mexique

◆ La Commune de Oaxaca, « Brocken Barricades, The Oaxaca rebellion in victory, defeat and beyond » (La révolte de Oaxaca, sa victoire, sa défaite et ses suites) (en anglais, copie à Echanges), Collective Reinvention, C.R. Po Box 61036, Palo Alto, Ca 94306- 1036 (contacts@collectivereinvention.org).

Argentine

◆ Un entretien avec un libertaire participant au mouvement d'occupation de terres sur une décharge d'ordures clandestine lancé le 27 novembre 2007 à Villa Fiorito, ville de 40 000 habitants située dans la ceinture de Buenos Aires : « Le mouvement assembléiste Tierra y Libertad dans la lutte populaire de Villa Fiorito (Argentine) », dans le n° 344 (avril 2008) de CNT, organe de la Confederación nacional del trabajo espagnole. Entre pragmatisme et idéologie.

DANS LES PUBLICATIONS / MONDE

Crise économique, crise écologique

◆ « Energie, transports et effet de serre, l'impasse néo libérale »,dans *A Contre Courant* (1) n° 193, avril 2008 et (2) n° 194, mai 2008.

◆ « Notes sur l'écologie et le capitalisme vert (le Grenelle et son environnement) » dans *Cette semaine* n° 95, printemps 2008

◆ « Une crise du capitalisme des temps présents » dans *A Contre Courant*, n° 194, mai 2008.

◆ Au sommaire du numéro 49 de *Perspectives internationalistes* (en anglais et en français sur www.internationalist-perspective.org/new.html) : « Création de valeur et la crise du capitalisme » et « Quelques éléments pour caractériser la lutte de classe aujourd'hui ».

Délocalisations

◆ « L'acte 2 de l'off shore des délocalisations » dans *la Gazette de la Société et des techniques*, n°46, mars 2008 (copie à Echanges).

Emeutes de la faim

◆ International Communist Group (GCI) a mis sur son site un texte analysant les luttes du prolétariat dans un grand nombre de pays (en anglais) :
www.geocities.com/icgcikg
Courriel :
communism_icg@yahoo.com

Egypte

◆ « Le 6 avril 2008, une grève dans la plus grosse usine textile d'Egypte, à Mahalla-al-Kubra dans le delta du Nil, a soulevé l'intérêt du monde entier » selon un article paru dans le n° 81 (mai 2008) de la revue allemande *Wildcat* : « Soleil levant après la longue nuit du "socialisme arabe" ? Une vague de luttes ouvrières en Egypte. Impressions personnelles de deux séjours en 2003 et en 2008 »
Ses auteurs soulignent l'importance de cette industrie qui emploie plus de 1 million de travailleurs, dont 700 000 femmes, tant pour le patronat et le gouvernement que pour l'opposition politique : « Le quotidien libéral *Al-Misri al-Yawm* a dénombré 222 grèves, défilés et manifestations en 2006, et 580 en 2007. » Ils s'étonnent de la croissance de l'utilisation d'Internet jusque parmi la classe ouvrière égyptienne, et constatent la transformation de nombreux comités de grève provisoires en structures syndicales ainsi que la liaison qui s'est établie depuis le début 2008 entre les travailleurs en lutte et la classe moyenne intellectuelle de gauche.
Quant à la religion, selon eux, elle « est comme autrefois un point d'ancrage important dans la vie personnelle de chacun, ce qui vaut aussi pour les 10 % à 15 % de chrétiens ; mais elle passe au second plan dans les luttes lorsqu'il s'agit d'établir des relations politiques ».
(voir aussi « Vague de grèves en Egypte », *Echanges* n° 121, été 2007).

Tunisie

◆ « Tout le monde aime la Tunisie, lutte pour l'emploi dans le bassin minier de Gafsa », dans *Courant Alternatif* n° 181, juin 2008.

CORRESPONDANCE

A propos du MIL, p.540 ◆ Du négationnisme dans « Echanges », p. 55 ◆ Téléologues, de la discussion à l'injure,p.56 ◆ Lettre d'« Echanges et mouvement » à « Alternative libertaire »,à propos de Mai 68, p. 63

A propos du MIL

A la suite de la critique de l'ouvrage de Jean-Claude Duhourcq et Antoine Madrigal, Mouvement Ibérique de Libération. Mémoires de rebelles, *éditions CRAS, 2007, parue dans le n° 122 d'*Echanges (p. 74), *Alexandre, du CRAS, nous a fait part de ses réflexions.*

Toulouse, le 8 mai 2008

« (...) Je viens de relire ta critique du bouquin *Mouvement Ibérique de Libération, mémoires de rebelles* (Echanges n° 122, automne 2007) et même avec le recul je la trouve bâclée froide, inhumaine et méprisante notamment envers ceux qui ont participé au MIL.

» Pendant les années 1960-1970 une certaine frange de radicaux théorisait la critique du salariat, en faisant de l'entreprise ou l'usine le cœur du combat et rejetait politiquement tous ceux qui tentaient de s'extraire de cette merde en commettant des expropriations. Dans l'entreprise c'était super, les luttes et les rapports humains c'était en quelque sorte déjà le communisme, par contre dans les groupes qui refusaient le salariat c'était l'horreur (voir ce que tu dis sur le MIL). Bref le salariat, bien sûr on crève à petit feu (silicose, amiante, stress...) ou brutalement (la liste est longue), mais on est au sein de la Classe, le refuser concrètement c'est l'échec assuré.

» Qu'en Espagne pendant ces années une partie du mouvement ouvrier ait démontré une nouvelle fois ses capacités à s'organiser sans syndicats et avec des pratiques révolutionnaires (assembléistes...) c'est OK, mais que la plupart des revendications aient eues un contenu réformiste tu n'en parles pas. A ce sujet il serait bon d'analyser la même période en France avec des syndicats omniprésents et peut-être qu'on trouverait des similitudes dans les revendications. Il ne suffit pas de s'émanciper des syndicats pour être un ouvrier ou un salarié révolutionnaire. Sais-tu ce qu'est devenu le mouvement ouvrier radical de Barcelone ? Peut-on parler d'échec ? Cette période était "belle" c'était le plein emploi, aujourd'hui c'est l'économie qui nous rejette du salariat.

» Dans son texte d'autodissolution, le MIL situe "sa naissance" en avril 1970. Pourquoi tu ne dis rien sur l'activité de cette période, sur le parcours politique des individus de l'ET, des publications, sur les contacts, sur les rencontres... ? Tu réduis le MIL à la vie du MIL/GAC (le groupe des expropriateurs). Plus grave, tu ignores les débats au sein du MIL, sur le fait de s'éloigner du combat social... et notamment au sujet des hold-up, qui vont conduire à l'auto-dissolution (ce n'est pas la répression qui met fin au MIL). Et pour couronner le tout tu fais l'impasse sur les éditions Mayo 37 qui ont continué après l'autodissolution pendant près de deux ans.

» Tu effaces l'aspect humain et les rapports amicaux qui liaient les individus du MIL. Tu ne retiens que les phases critiques où les choses s'accélèrent avec l'autodissolution, les arrestations et les condamnations à mort en vue. Sans rien préciser, tu vas même jusqu'à reprocher aux gens de l'ex-MIL de tout faire en allant même chercher ceux qu'ils vilipendaient la veille (tu fais allusion au "bourgeois" Vidal-Naquet ?) pour sauver leur ami Puig Antich, ça te permet d'évacuer et d'exonérer l'attitude de la plupart des groupes ultra-gauche de 1973-1974 qui vont exclure toute solidarité. Je te ferai remarquer que tous les rescapés de l'ex-MIL n'ont pas eu la même démarche.

» Ce que je regrette c'est que tu t'appuies rapidement sur notre travail pour justifier une théorie et pointer l'échec de ce courant politique, de ce type de pratique. Dans l'histoire, que l'on soit d'accord ou pas, provenant de courants anarchistes ou communistes il y a eu et il y aura toujours des individus qui vont être en rupture. De la bande à Bonnot, en passant par Marinus Van der Lubbe et Unabomber les exemples sont nombreux. Il y aura toujours des individus qui vont se lier, former un groupe affinitaire et agir politiquement en dehors du salariat. Des individus qui par tempérament ne vont pas attendre le grand soir, qui vont commettre des actes qui vont – pour ceux qui se font prendre – les conduire en prison. Des individus qui parfois vont trouver la mort au bout du combat.

» Pour diverses raisons nous sommes revenus sur l'histoire du MIL, et au-delà de comprendre et transmettre ce moment du "mouvement révolutionnaire", nous considérons que cette expérience, si douloureuse soit-elle, est un acquis. Il ne s'agissait pas d'applaudir aux "exploits" du MIL, notre travail le démontre nous n'avons rien caché, mais nous pensions que par exemple les questions sur le refus du salariat, que le pourquoi agir et comment s'organiser, sur l'activité et la pratique qui ont été soulevées ou menées au sein du MIL allaient suciter la curiosité et même le débat.

Mais ces sujets t'intéressaient tellement que tu as préféré en conclusion pour attirer le lecteur souligner les *nombreuses coquilles, l'orthographe erratique et les traductions souvent défaillantes** de l'ouvrage.

Reçois mes salutations

Alexandre
(membre de l'association CRAS) »

* Tu as eu connaissance des originaux de tous les interviews, textes ou documents qui ont été traduits ? Tu sais en quelle langue nous les avons reçus ? Tu connais parfaitement les langues catalanes, espagnoles... ?

Du négationnisme dans « Echanges »

» Chers Echanges,

J'ai bien reçu votre n° 124.On y trouve du bon mais aussi pas mal de mauvais. Votre article "Murs virtuels et murs réels : à Gaza" contient du propos négationniste. Quand on compare Gaza à un camp de concentration, on quitte le terrain critique pour la peste émotionnelle comme le disait si bien Wilhelm Reich. Vous n'êtes pas les seuls. On ne peut comparer Auschwitz, Treblinka, Mauthausen, Sobibor, Struthof, Dachau... avec Gaza. En fait le Grand Mufti de Jérusalem

pendant la seconde guerre mondiale a même visité pas mal de camps nazis !

» Et on trouve les *Protocoles* [*des sages de Sion*, NDE] partout dans les pays du Moyen-Orient. Faites vos comptes !

» Page 65,à propos de Radio Galère, on trouve tous les textes dans le même sac. Du Cangaceiros/Kacynski/Zerzan à côté d'un texte critique comme *Zerzan et la confusion primitiviste*. Cette radio est une véritable galère ! Quelle cacophonie. Mais elle ressemble à notre temps... Le pire c'est que vous signalez tout cela sans notes critiques.

(...) »

M. P.

pour Principia dialectica et Chronos publications.

[Notre correspondant joint à sa lettre deux documents, « Let the dead bury the dead », tract diffusé lors d'un rassemblementd'anniversaire de Mai 68, et « The View From the Bates-Home Motel », qu'on peut lire en français et en anglais sur le site www.principiadialectica.co.uk

Il nous signale par ailleurs qu'ils se réunissent chaque mois au Lucas Arms, Grays Inn Road, m° Kings Cross. Dates sur le même site].

Téléologues : de la discussion à l'injure

Nous avons publié une correspondance entre un de nos lecteurs et H.S. à propos d'un groupe se désignant comme « Téléologues » dans les n°s 122 et 124 d'*Echanges*. Dans son premier courrier, ce lecteur nous demandait si nous connaissions ces téléologues qui lui paraissaient partager plusieurs points communs avec nous malgré certaines divergences. H.S. lui répondait en soulignant ce qui nous différenciait d'eux : leur conception de l'émeute et leur négation du rôle qui est pour nous celui de la classe ouvrière dans la destruction du capitalisme (voir *Echanges* n° 122, p. 43/44 et p. 47-49). Cette correspondance se poursuivait dans le n° 124 d'*Echanges* (voir p. 49 à 56). Au début mai, H.S a reçu un courriel injurieux desdits téléologues réagissant au premier échange de correspondance. Nous le rendons ci-après dans son intégralité ; les lecteurs intéressés pourrons ainsi se reporter aux propres mots des téléologues sur leurs divers sites Internet (copies sur papier disponibles à Echanges pour tous ceux qui ne naviguent pas encore dans la virtualité).

Dans leur courriel, les téléologues soulignent quelques approximations dans la réponse de H.S. (les qualifier de « secte », ce qui effectivement ne se justifie pas en l'état de ce que nous savons d'eux ; notre ignorance de leur site où ils parlent des émeutes dans les banlieues en 2005, erreur qui n'est pas le fait de H. S. mais d'un autre camarade ; confondre nos dits téléologues avec l'ex-Bibliothèque des émeutes ou les ex-Belles Emotions dont ils sont issus, etc.). Ils pensent ainsi être autorisés à nous taxer de ramassis d'ânes bâtés pérorant à la recherche d'un mythe, le prolétariat. A ce jeu dérisoire, nous pourrions de notre côté les renvoyer à leurs à-peu-près qui leur font croire qu'Echanges est un « "réseau" [qui] compile essentiellement des récits de "luttes" récentes dans une revue éponyme » ; ou que la correspondance avec notre lecteur dans le n° 122 d'*Echanges* « ressemble à un exercice de séduction, à une sorte de retape vers jeune recrue » ; etc.

Echanges n'a jamais cherché à recruter personne pour l'excellente raison que nous considérons que c'est le prolétariat seul qui fera la révolution et non notre petit groupe. Là est le nœud qui nous différencie des téléologues, ainsi que les courriers de H. S. l'exprimaient sans détours : notre intérêt ne se porte pas sur la plus ou moins grande vio-

lence des luttes mais sur leurs protagonistes. Pour nous, c'est toujours le prolétariat, malgré tout ce qui est dit sur sa disparition, qui permet au capital de survivre et, par conséquent, c'est lui qui le menace principalement. Les téléologues parlent dans leur courriel de notre dogme à ce propos. Ne serait-ce pas plutôt eux qui dogmatisent quand ils cherchent des « pauvres modernes » se battant lors d'émeutes « sans encadrement, et hors de la médiation de l'Etat, de la marchandise et de l'information dominante » dont ils espèrent tout ?

Ce n'est en tous cas pas en s'abaissant à injurier ceux qui ne pensent et n'agissent pas comme eux que les téléologues se grandissent.

J.-P. V.

4 mai 2008

« Henri Simon, d'Echanges et Mouvement, est une crapule.

» A défaut, peut-être, d'autre chose, la téléologie moderne est au moins un excellent révélateur des incapacités à la critique qui s'étendent depuis les pauvres les plus démunis, mais qui ont soudain accès à la publicité par l'Internet, jusqu'aux micro-vedettes, qui font parfois autorité dans un secteur particulier.

» C'est dans cette dernière catégorie qu'il faut ranger un certain Henri Simon. Ce conseilliste de toujours, en effet, est né à l'époque même où les conseils jouaient la révolution russe partout en Europe, et continue, avec obstination, d'animer un "réseau" appelé Echanges et Mouvement. Le peu que nous en croyons est que ce groupe compile essentiellement des récits de "luttes" récentes dans une revue éponyme. Mais il ne s'agit pas ici de discuter cette activité, mais seulement de l'opinion émise par le vénérable HS en octobre 2007, dans un texte intitulé "Les téléologues et la « Bibliothèque des émeutes »", pour répondre à un correspondant qui se disait intéressé par la téléologie moderne et qui ajoutait, dans sa présentation, les adresses Internet des sites Téléologie ouverte et Belles Emotions.

» Signalons, en préambule, que Simon ne connaît pas de téléologues, ni personnellement ni apparemment autrement, et qu'au moins dans son titre il confond téléologues et téléologie, dont il a vaguement entendu parler ; par ailleurs, il confond également Bibliothèque des Emeutes et téléologie moderne, comme si les téléologues, justement, n'avaient pas publiquement expliqué la différence.

» La première phrase du texte donne le ton et le but de cet honnête répliquant : "Nous ne connaissions pas les « téléologues » et la « téléologie » tout au moins dans ces termes qui sonnent à mes oreilles comme une sorte de secte." Nulle part n'est évidemment expliqué pourquoi "téléologues" et "téléologie" sonnent comme une secte. Cela ne peut pas venir du terme lui-même puisque Simon donne aussitôt après la définition de téléologie, dans son acception classique, telle qu'il l'a trouvée dans le dictionnaire, et qu'il n'y a là rien qui ramène à une secte. Il faut donc supposer que le caractère vient de deux non-dits : d'une part, la vague ressemblance phonétique entre téléologie et théologie, qui indique le religieux, et qui est un amalgame courant chez les imbéciles hâtifs ; c'est comme si on disait "Echanges et Mouvement", pour moi ça fait très banque suisse, en tout cas ça pue le fric, ou bien ça sonne comme cul + rafting, gros rire ; d'autre part, la volonté de nuire à ce dont on vient pourtant d'affirmer qu'on ne le connaît pas.

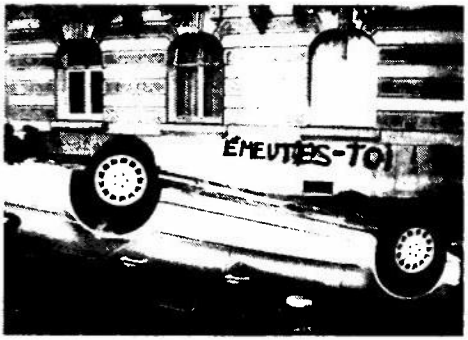
Cette malveillance construite sur des préjugés est justement l'une des attitudes que

la téléologie moderne rencontre assez couramment. Il s'agit souvent des conservateurs, et des vieilles façons de penser qui se trouvent fort embarrassés par la téléologie parce qu'elle taille en pièces quelques-uns de leurs présupposés fétiches : lorsqu'on leur demande leur avis sur la téléologie, ils n'arrivent pas à contourner l'obstacle, ils n'arrivent pas non plus à le réfuter. Il ne leur reste donc plus que la diffamation, comme celle de ce HS. Mais contrairement à la plupart des autres conservateurs limités qui sentent bien que la confrontation s'annonce plutôt difficile pour eux, ce Simon croit devoir rendre publique sa malveillance si transparente. Au soutien d'une telle crapulerie, ce pédant ennuyeux, en effet, semble ne même pas avoir eu le courage d'aller voir ce qu'est la téléologie moderne ; il n'a pas trouvé non plus l'honnêteté de se taire et de se déclarer incompétent : l'ignorance la plus crasse ne l'a pas empêché de pérorer publiquement comme s'il était un expert. Car n'émettre aucun jugement ne semblait pas possible dans le contexte d'une correspondance qui ressemble à un exercice de séduction, à une sorte de retape vers une jeune recrue. Dès lors que la téléologie moderne apparaît comme un concurrent, le vieux recruteur va donc insinuer, mentir, diffamer cette téléologie soudain intolérable.

» Car après cette brillante phrase d'introduction, le reste est un tissu consternant d'approximations, d'extrapolations, de faussetés ouvertes.

» Evidemment, la description du dictionnaire de ce qu'est la téléologie est, sur le fond, en contradiction avec ce qu'est la téléologie moderne. Il suffit pour s'en convaincre de lire le texte intitulé "Téléologie moderne et téléologie classique" [http://www.teleologie.org/TO/teleologie/06_teleologies.htm], fort bien en vue sur le site qu'indiquait à HS son correspondant. Même quelqu'un d'aussi désintéressé que Simon ne pouvait penser que les trois définitions qu'il donne de cette notion correspondent à ce que peut revendiquer, dans son nom, la téléologie moderne. En retenant un pack de définitions recopiées dans un dictionnaire plutôt qu'en allant voir ce qu'en disent les téléologues eux-mêmes, Simon donne d'entrée une base fausse à la discussion, et il le fait en pleine connaissance de cause.

» Ensuite, la mise en avant de la révolution iranienne le fait se souvenir d'une rencontre avec une fondatrice de la Bibliothèque des Emeutes. Il est vrai qu'ils ne trouvèrent pas de base commune en matière de collecte d'informations, mais il est faux de laisser entendre que ce désaccord entraîna une cessation des relations. Après cette entrevue, les deux formations ont échangé leurs publications pendant plusieurs années, sur la demande de la Bibliothèque des Emeutes comme leur correspondance en atteste. Plus juste est le souvenir que la Bibliothèque des Emeutes refusait le concept de "lutte de classe". HS, bien incapable de dire pourquoi, est obligé de faire comme si ce refus n'avait pas été fondé, notamment dans les choix méthodologiques. Quelques années plus tard, en 1996, à la suite du mouvement de grève en France de la fin de 1995 et de la critique de la Bibliothèque des Emeutes, ce groupe proposa à Echanges et Mouvement un débat sur le prolétariat, expliquant les raisons de la divergence sur ce point. Le débiné HS s'est alors défilé, jusqu'à aujourd'hui. En effet, pour ceux qui endossent cette invention de gestionnaire, le prolétariat, enclos économiste pour parquer les pauvres, ne se discute pas. Heil Staline. Et c'est là qu'ont cessé les relations, effectivement déjà bien distendues, entre les deux organisations.



» Il y a dans cette évacuation de la dispute sur le prolétariat tout le manque de courage si caractéristique des organisations dogmatiques.

» Quand elles sont mises en cause sur un point concret de leur dogme, elles évitent d'argumenter, et même d'expliquer leur propre point de vue, le fondement même du dogme. Tous les Henri Simon sentent bien, en effet, que si une Bibliothèque des Emeutes met en cause un dogme comme le prolétariat, c'est en connaissant les positions de l'adversaire. Il faudrait donc une introspection déchirante, un débat complexe, dans lequel on part en infériorité alors qu'il porte sur un point qu'on a, par préjugé, mis au-delà de tout examen. Et pour une telle mise en cause, il faut un courage que ce petit peuple, résigné au confort relatif des défaites mineures, n'a pas.

» Ensuite HS s'en prend à la conception de l'émeute de la Bibliothèque des Emeutes, dont il n'a jamais fait la critique entre 1992 et 1996, alors qu'il était en échanges et mouvement avec cette organisation. Son descriptif de l'émeute indique d'abord que, comme beaucoup de gauchistes, il n'a pas compris ce que c'est, ni ce que les téléologues en disent aujourd'hui à la suite de la Bibliothèque des Emeutes.

» L'émeute est un moment clé, parce qu'il est le seul où les pauvres modernes se battent sans encadrement, et hors de la médiation de l'Etat, de la marchandise et de l'information dominante. Dans l'émeute, il y a un début de débat possible sur le monde. Nous avons toujours pris soin de signaler que toutes les émeutes ne réalisent pas cette possibilité, mais que nous ne connaissons pas d'autre situation, libre, où les pauvres se rencontrent en critiquant pratiquement les trois moyens de communication dominants, ne sont pas encadrés, et commencent à se battre dans le seul forum historique du débat, la rue. S'il y a d'autres moments qui correspondent à cette définition minimum de ce que devrait être le débat public qui nous intéresse, qu'on nous les indique. Le seul autre moment historique, où, depuis, une telle ouverture semble avoir permis d'envisager la question de la totalité, a été un dépassement de l'émeute, les assemblées en Argentine en 2002 (cf. Naggh [http://www.teleologie.org/TO/references/04_naggh.htm]).

» Simon traduit cette hypothèse dans son langage lourdement idéologisé : "Il est évident que toute lutte, tant qu'elle dure, présente des caractères qui l'apparentent à une libération totale et peuvent faire penser à ce que serait un monde communiste." A cela nous répondons premièrement, il n'y a là rien d'évident, sauf le manque d'arguments et d'exemples, deuxièmement, ce n'est certainement pas le cas de "toute lutte", troisièmement, le terme de "libération totale" n'a pas de sens ; quatrièmement, le monde communiste est un fantasme idéologique dont nous savons, heureusement, qu'il n'est dans l'émeute que lorsqu'il y a des militants dans l'émeute. "Mais ce n'est nullement spécifique à l'émeute", ajoute HS qui se garde bien, là encore, d'exemples concrets.

Nous renouvelons notre question : si d'autres moments, d'autres luttes, d'autres si-

tuations historiques portent en elles les conditions d'un début de débat sur l'humanité, nous ferons très volontiers amende honorable de notre ignorance, car ce sont ces moments – comparables pour leur phénomène de pensée à l'amour dans la sphère non publique – qui nous intéressent.

Simon signale que les émeutes ont des caractéristiques très différentes selon les différents pays où elles ont lieu. La Bibliothèque des Emeutes a été un vaste recensement de ces différences, dont l'accentuation est souvent utilisée pour diviser les émeutiers du monde entier. Car ce que signifie la différenciation de Simon et de la plupart des gauchistes, c'est qu'il y a en fait deux sortes d'émeutes : celles au loin, grandes, belles mais loin, qui nécessitent donc un levier trop long, et celles qui sont proches de chez nous, mais qui seraient courtes, laides et sottes, car elles n'ont pas attendu l'arrivée des conseillistes, et elles sont même terminées quand nos valeureux militants essoufflés prennent enfin pied sur un terrain dévasté où rien ne ressemble plus à la beauté immémoriale du monde communiste de nos rêves. C'est leur impuissance et leur absence que l'émeute révèle, c'est qu'ils sont révolutionnaires de salon, et qu'il ne suffit pas de la volonté pour être présent au bon endroit au bon moment. Et ils ne peuvent donc pas admettre que le moment clé de l'émeute, celui où tout est possible, peut avoir lieu aussi près d'eux à leur insu complet ou aussi loin d'eux, si manifestement hors de leur portée. Car pour eux l'émeute est toujours l'émeute Blanqui, organisable d'avance, un outil dans un attirail de gauchiste, dont on peut se servir comme d'une grève, d'une manif, d'une pseudo-fête, d'une occupation. Ils n'ont jamais compris, les braves lutteurs dépassés dont ce Simon fait partie, que la Bibliothèque des Emeutes, puis les téléologues, n'ont jamais appelé à l'émeute, non parce que la loi l'interdit, mais parce que ce n'est rien à quoi on appelle : l'émeute moderne est justement celle qui ne découle pas d'une volonté, d'une conscience particulière, et cette manifestation d'inconscient qui fait naître de la conscience au travers d'une situation de rencontre, au sens situationniste du terme, est ce qui permet à l'émeute, dans toute sa diversité, d'être un moment particulier et étrange, où le possible est immédiatement dans sa perspective la plus grande, même si, la plupart du temps, de la Creuse à l'Indonésie, elle n'est pas perçue par les émeutiers. Bibliothèque des Emeutes et téléologie moderne ont voulu systématiser le constat de ces moments, faute de mieux. Dans cette démarche il y avait deux volontés croisées : montrer l'unité de ces événements, leur identité malgré les différences, car grâce à la propagande ennemie dont Simon fait donc partie, les différences sont mises en avant, ce qui empêche l'un des dépassements envisageables de l'émeute, celui de l'alliance des émeutiers de différents terrains de bataille entre eux ; et montrer le monde du point de vue de l'émeute, l'immensité de la perspective qui se dégage ainsi, avec la totalité comme point

de mire et comme déclencheur, comme médiation et comme aboutissement.

» Car c'est évidemment une stupidité qui n'a qu'un nom, Henri Simon, que de soutenir "Il semble y avoir un certain paradoxe à décréter que seuls les premiers moments d'une émeute valent la peine d'une considération et d'y consacrer des pages et des pages d'analyses sur leur signification". Comme toute la démarche entreprise depuis la mise en évidence de l'émeute en témoigne, c'est le dépassement de celle-ci qui est le but, et ce ne sont donc pas "les premiers moments de l'émeute" qui valent peine et considération, mais d'une part les moments où elle se décide qui parfois sont les premiers, parfois les derniers, d'autre part les moments où elle se forme, donc antérieurs à elle, enfin les moments de dépassement, s'il y en a, et quelquefois il y en a. La malveillance bornée de ce commentateur vient assez logiquement de ses préjugés : il croit ici brocarder une sorte de fétichisme de l'émeute, là où il ramène des analyses qui porte sur l'histoire de notre temps à quelque chose d'aussi réduit que le concept d'émeute dans sa vulgate post-blanquiste.

» Même au milieu de son court texte, on trouve la volonté de Simon d'insinuer des calomnies : "A relire ce que les « téléologues » pouvaient écrire il y a plus de quinze ans sur les émeutes de ce temps, on peut relativiser ce qu'ils peuvent dire aujourd'hui." Notons qu'il s'agit là d'un commentateur qui d'une part ne veut pas faire la différence entre les téléologues et ceux qui s'exprimaient dans la Bibliothèque des Emeutes il y a quinze ans, et qui ignore complètement ce que disent les "téléologues" aujourd'hui. Néanmoins, il conseille d'appliquer ses propres jugements dont on admire la clairvoyance et la probité. Nous pourrions, avec plus de justesse, réclamer un jugement rétroactif sur ce Simon, et prétendre qu'il y a probablement quatre-vingt-six ans qu'il dupe le monde de ses petites rancœurs dissimulées. Mais nous n'en ferons rien : Echanges et Mouvement avait, il y a encore quinze ans, cette modestie qui laisse supposer que les révoltés eux-mêmes découvrent leurs propres moyens de lutte, et que c'est d'eux qu'il faut apprendre.

C'est un point de vue suffisamment rare, que les téléologues continuent de partager aujourd'hui, et par respect pour lui, nous préférons supposer que Simon n'est devenu une salope que fort récemment.

Avec la sentence "[Remarquons par ailleurs leur absence de réaction après novembre 2005.]" *[c'est le camarade qui s'occupe de la mise en pages d'Echanges qui a commis cette bourde, NDE]* il faut traiter Simon de simple menteur, ou selon un mot à la mode, parfaitement applicable ici, de désinformateur. Cf. Hiver 2005-2006 [http://www.teleologie.org/TO/troubles/06_intro_hiver.htm], publié un an avant la lettre de Simon à son correspondant, en octobre 2006.

» On a ensuite une sortie pour le moins convenue sur la place attribuée à la révolution iranienne. D'abord apprend-on, "aucun événement n'est historiquement fondateur de quoi que ce soit". Chez ce redoutable théoricien, ce ne sont donc pas les événements qui sont fondateurs de, ou dans l'histoire. Si ce ne sont donc pas les événements qui font et qui fondent l'histoire, ce ne sont donc pas les humains dans leur activité. Il y aurait donc quelque force mystérieuse ou abstraite, que Simon hélas n'explicite pas, qui fonde l'histoire. Si nous voulions être insultants, cela nous paraît là un beau portail d'entrée pour une secte.

Les exemples que donne Simon montrent au moins qu'il ne connaît pas la conception de l'histoire de ceux qu'il prétend critiquer,

et qu'il ignore ce qu'est une révolution. Il réduit en effet la révolution iranienne, puis la française, puis la russe, à des dates. C'est bien sûr pour faire la leçon sur les process fort longs dans lesquels ces événements seraient imbriqués : vieille resucée de la conception gaucho-annale de l'histoire, qui vient de faire son entrée dans les cursus scolaires, ce qui semble bien une preuve que la théorie de l'histoire process, marxiste, visant à minimiser l'événement, le ici et maintenant, le vécu comme critique du quotidien, ne dérange pas tant la société en place qui a appris à se fonder sur cette conception de l'histoire. La téléologie moderne a repensé l'histoire en faisant des révolutions ses moments déterminants. Il a fallu, au cours de ce cheminement, montrer que l'histoire s'est révélée n'être pas celle de Marx, et que les révolutions sont des événements fort différents de ceux que Lagarde et Michard et Simon appellent ainsi (cf. "Révolution et contre-révolution" [http://www.teleologie.org/TO/teleologie/07_revolution.htm]). Pour savoir cela, il aurait fallu que Simon se renseigne ; mais Simon, là encore, a préféré pérorer sans savoir. Le bouquet de cette ignorance est dans la prétention suivante : "D'ailleurs, considérant l'événement en question (la révolution iranienne) en lui-même, nous ne pensons pas qu'il ait été fondateur de quoi que ce soit à l'échelle du développement capitaliste mondial." Le "développement capitaliste mondial" est sans doute le tricot de quelques gestionnaires à la retraite. Et on pourrait en effet se soucier qu'une révolution ne mette pas fin à de pareilles marottes ; mais on peut également s'en féliciter, si cela signifie qu'avec un embryon de responsabilité, elles ont consacré leur temps très concentré à des questions beaucoup plus urgentes et déterminantes. On ne peut pas, du reste, dire que les autres révolutions, la française, ou la russe, aient été fondatrices de quoi que ce soit dans le fameux développement en question. Ce qui serait intéressant, c'est que Simon nous enseigne ce qui est fondateur en la matière. Nous aimons bien rire.

» Ce grand connaisseur de la téléologie continue ainsi : "Le rôle que les téléologues attribuent à l'information, comme une sorte de processus autonome entièrement détaché de tout le système capitaliste." Nous n'avons nulle part parlé d'un "système capitaliste", mais il est facile de vérifier que l'information dominante est pour nous entièrement imbriquée dans la gestion dominante. Et son rôle s'est considérablement accru, quand un Simon s'interroge toujours sur le lien de cette entité avec le capitalisme. Il suffit de lire les ouvrages téléologiques : l'information est un troisième moyen de communication dominant, entre l'Etat et la marchandise. Tout comme pour Etat et marchandise, l'autonomie d'un pareil moyen de communication est fort relative, mais elle permet de comprendre ce qu'ignore Simon. Il prétend qu'on a vu récemment l'information dominante obéir à la domination du "capital", et il prend l'excellent exemple de la présidentielle dans la petite province à claques qu'on appelle la France ; mais sur ce point précis, on peut facilement renverser sa position en montrant à quel point les candidats de ce match à enjeu limité se sont conformés au format, au contenu, à toutes les règles du jeu imposées par l'information, jusque dans les "idées" de leurs programmes et dans le vocabulaire avec lequel elles ont été présentées ; et que leurs discours se confondent au point d'être des variantes très pauvres du même discours dominant, taillé sur mesure par l'information. On peut certes attribuer cette pauvreté à la domination du capital ; on peut aussi l'attribuer à Chupa Chups ; à la présence de

Dieu ; ou à l'intelligence et au charisme du vainqueur du reality show appelé présidentielle.

» Enfin, cette brillante tentative de discréditer ce qu'a dit la Bibliothèque des Emeutes, surtout, se termine à nouveau par une sorte de petit coup bas : Simon prétend que les "téléologiens" assemblent beaucoup trop de choses qu'il faudrait dissocier pour qu'on puisse le faire, les bras lui en tombent, au malheureux. Mais avec le terme "téléologiens", issu de sa seule hostilité, la crapule essaye de ranimer par la bande le caractère de secte par lequel il avait commencé sa belle entreprise d'amalgames, de calomnies, et de mensonges.

HS, nous te crachons à la gueule.

Saisir la téléologie par son actualité : Téléologie 2008

[http://www.teleologie.org/TO/teleologie/08_teleologie.htm]

Mai 68

Lettre d'Echanges et Mouvement à Alternative libertaire

(...) Nous avons bien reçu le n° 173 d'*Alternative libertaire* de mai 2008 et dont une bonne partie est consacrée aux événements de mai 1968.

Dans les différents articles consacrés à ce sujet, il est fait mention des publications anciennes ou récentes ayant abordé ces événements, de groupes ayant eu à l'époque une certaine présence et de « personnalités » mises alors en avant par leur « activité » et/ou leur influence supposée.

Même si nous pouvons être en désaccord avec certaines de vos analyses (il est normal d'avoir différentes analyses qui reflètent différentes positions politiques) nous ne pouvons que constater l'absence de commentaires critiques sur les ouvrages cités ou mentionnés en note annexe ou bien l'absence de mention d'ouvrages qui iraient au-delà d'une vision quelque peu monolithique de ce que fut mai 1968.

Nous suivrons dans nos remarques l'ordre des articles de ce numéro :

– « Une lecture révolutionnaire et libertaire, 1968, une révolution manquée ? » (p. 12-13). Cet article cite abondamment le livre à trois auteurs *La Brèche*, sans mentionner que Castoriadis, jouant les conseilleurs, pense que les militants de 68 doivent rejoindre la CFDT, ce que maints d'entre eux firent qui en subirent les conséquences bien connues dans les années qui suivirent dans les désillusions et les épurations. Dans le même article il est fait mention de Lip (tout comme dans l'article « 1968-1978, une génération militante » [p 15]) « dont les grévistes redémarreront cette usine bisontine en autogestion » : c'est propager un mythe tenace car il n'y a jamais eu ni de redémarrage de l'usine, ni autogestion mais seulement le vol (la récupération) du stock de montres, de boîtiers et de mouvements et leur vente pour constituer un fonds de grève. Un fait exceptionnel dans la geste ouvrière, mais qui n'avait rien à vois avec une quelconque remise en marche de l'usine occupée (voir le film de Christian Rouaud *Les Lip, l'imagination au pouvoir* [2007], particulièrement clair à ce sujet). Relativement aux études récentes sur mai 68, Echanges a publié en 2003 une brochure de Bruno Astarian, *Les Grèves en France en mai-juin 1968*, dont vous avez eu connaissance puisque vous recevez nos publications en échange avec les vôtres. Nous pensons qu'elle aurait, peut-être valu une mention dans une note.

– Dans l'article « Récupérations, commémorez, commémorez, il en restera bien quelque chose » (p 13), vous vous référez à l'ouvrage de Kristin Ross. Notre cama-

rade,l'historien américain Michael Seidman, estime que cet ouvrage témoigne d'un « manque manifeste dans la recherche et la réflexion » (*H France Review*, vol. 2 december 2002, n° 133). Il a lui-même publié une étude exhaustive sur mai 68, dans un ouvrage non traduit, *The Imaginary Revolution,Parisian Students and Workers in 1968* et de nombreux articles sur ce sujet. Dans le même texte, vous citez également *Noir et Rouge*, dont vous parlez également dans un autre article, et qui ne se réduisait pas à un seul groupe et publication du même nom.

– Dans l'article « De Citroën à Censier, solidarité » vous citez un extrait du bon livre de Jacques Baynac *Mai retrouvé*, (éd. Robert Laffont, 1978) en qualifiant l'auteur de « militant du Comité d'action travailleurs-étudiants de la fac de Censier ». C'est juste, mais il était également auparavant et à ce moment, également militant d'un groupe informel issu en partie de Pouvoir Ouvrier (lui-même issu de Socialisme ou Barbarie) -- regroupé autour de la librairie La Vieille Taupe et du libraire Pierre Guillaume. Dans ce Comité d'action, ils étaient également associés avec d'autres militants d'un autre groupe préexistant, le GLAT (Groupe de Liaison et d'Action des Travailleurs). Plus qu'une « génération militante » qui d'après vous éclot alors (ce ne fut pas faux non plus), l'organisation initiale des comités d'action furent souvent, et ce fut le cas de celui de Censier l'œuvre de la génération précédente de militants de groupes qui avaient fait leurs premières armes dans la guerre et l'après-guerre d'Algérie.

– Dans l'article « Le mouvement anarchiste reprend pied, » vous mentionnez justement le groupe Noir et Rouge, dont l'originalité (il existait alors depuis plus de dix années) fut non seulement la critique des positions de la Fédération anrchiste (notamment de ses liens avec le franc-maçonnerie), mais aussi la collaboration étroite avec un groupe marxiste communiste de conseil Informations Correspondance Ouvrières (ICO) sur une base de lutte de classe de 1958 à sa dissolution en 1975. Deux brochures furent d'ailleurs publiées en commun en 1968 et vous n'en mentionnez qu'une. En passant, pour la petite histoire, l'ouvrage de Gabriel et Daniel Cohn-Bendit que vous mentionnez, composé et publié totalement à l'insu de Noir et Rouge et d'ICO, contient pour une bonne part le pillage de matériaux publiés par ces deux groupes.

– Nous ne voudrions pas trop revenir sur les dessous de ce qui s'est passé à Nantes en mai 68 sous les auspices de la franc-maçonnerie entre l'anarcho-syndicaliste Alexandre Hébert, les trotskystes du groupe Lambert, Force Ouvrière et le maire de Nantes, André Morice – sur lequel il y aurait beaucoup à dire ; ce n'est pas une page très glorieuse de mai 68 mais cela pourrait rejoindre les critiques de Noir et Rouge sur la Fédération anarchiste et ses liens avec la franc-maçonnerie. (...). ■

Médias et luttes, solidarité et information

◆ Comment lutter contre la loi du silence médiatique ? Jusqu'où est-on prêt à se compromettre avec les médias pour faire parler de son combat ? Quel rôle peut jouer la gauche politique dans la diffusion d'informations sur les luttes ouvrières sans qu'elle les manipulent à son propre usage ? Comment éviter d'en rester à une solidarité virtuelle alors que seule la lutte concrète permet l'émergence d'un sujet révolutionnaire « qu'on ne peut pas simplement se représenter comme des "précaires" ou une "multitude" » ? sont quelques-unes des questions auxquelles tente de répondre un article, « Comment pouvons-nous faire passer l'information ? Aucun journal n'en parle », dans le n° 81 (mai 2008) de la revue allemande *Wildcat*.

Mai 1968

Même ceux qui rejettent les débats, souvenirs et palabres divers des ex, telle *Présence marxiste* qui affirme « Nous ne commenterons pas mai 1968 » (n° 66, juin 2008)... le commentent quand même.

◆ Citons quelques gouttes de l'océan littéraire sur « l'événement » de la dernière moitié du xxe siècle (souvent vu à travers les lunettes de l'Hexagone) : Les numéros « spéciaux » sont légion : *Le Monde libertaire* (hors série n° 34, juin 2008, « On remet ça !), « Spécial mai 68 », hors série commun à *Courant alternatif* et *Offensive libertaire* (« Mai encore !»), Alternative Libertaire (n° 173, mai 2008 « Il nous faut un nouveau mai 68 » avec une question « Mai 68, une révolution manquée ? » (voir sous la rubrique « Correspondance », p. 63, la lettre que nous avons adressée à cette publication).

◆ Parmi les articles : « La centralité ouvrière » (*A Contre Courant* n°s 194 et 195, mai, juin 2008) ; « Bavardages de mai » (*CQFD* n° 56, 15 mai 2008) ; « La grève sauvage généralisée de mai-juin 1968 » en France (*Bilan et Perspectives* n° 8, mai 2008) ; « Les étudiants montrent le chemin de la révolte » (*Partisan* n°219, avril-mai 2008) ; « Notre mémoire, mai 1968, le dévoilement de la répression et de la propagande » (*Courant alternatif* n° 180, mai 2008).

◆ Rappelons la réédition par Spartacus, sous forme de livre, du numéro d'ICO de juillet 1968 *La Grève généralisée, mai-juin 1968*, précédée d'une préface d'Henri Simon expliquant la genèse et l'activité du groupe auteur collectif de ce texte, Informations Correspondance Ouvrières (ICO) (1958-1975).

◆ La revue allemande *Wildcat* offre en supplément à son n° 81 (mai 2008) la traduction en allemand de la brochure de Mouvement communiste : *Mai-juin 68 : une occasion manquée par l'autonomie ouvrière* (décembre 2006).

◆ Un supplément au n° 345 (mai 2008) de *CNT*, organe de la Confederación nacional del trabajo espagnole, donne une vision artistique de Mai 68 : *B de Anarquía*. Un supplément dédié « à Cipriano Mera, maçon et maréchal sur les barricades de 68. In memoriam ».

Travail et famille

◆ Un article d'un ouvrier d'industrie, soumis au travail en 3 x 8, analyse les liens entre famille et travail, leurs relations mutuelles d'assistance et d'opposition : « Arbeit schafft Familie – Familie schafft Arbeit » (Le travail modèle la famille – La famille modèle le travail) dans le n° 81 (mai 2008) de la revue allemande *Wildcat*. Les conditions de travail : salaires en baisse, flexibilité des horaires, travail des femmes, etc., incitent les travailleurs à se replier sur le milieu familial. L'auteur constate avec raison que de nos jours les enfants doivent souvent satisfaire au temps libre de leurs parents. Faut-il pour autant détruire sa maison et sa famille comme le laisse entendre la couverture de la revue, ou bien vivre en communauté pour s'ouvrir aux autres et à la révolution comme se le demande l'auteur de l'article ?

D'un seul coup

« [Gauche et extrême gauche] sont devenues incapables de comprendre que le système capitaliste développé s'effondrerait d'un seul coup si les individus n'intériorisaient pas en masse, et à chaque instant, l'imaginaire de la croissance illimitée, du progrès technologique et de la consommation... » Une proposition au hasard d'un long entretien riche en pistes de réflexion avec Jean-Claude Michéa, auteur de *l'Empire du moindre mal, essai sur la société libérale* (éd. Climats). Dans *A Contre-temps* n° 31 (juillet 2008).

Antimonde

◆ *Asymetrie, bulletin d'un réseau de l'antimonde* n° 6 (mars 2008) : « Nécropolitique et technoscience : manipulation du vivant ? », « La mort infuse... » « Expérience et caractère de la nécropolitique capitaliste, quel idiorythme ? », « Sur la mort, la guerre, les fléaux et la famine », « E. Cœurderoy », « A Janitzio, on n'a pas peur de la mort » (Bordiga) (copies à Echanges).

L'éternelle question du parti...

◆ « Le prolétariat et son Etat révolutionnaire » dans les n°s 63 et 64 de *Présence marxiste*) et des critiques de livres. Et l'éternelle question du Parti : « Seul le parti montre la route du communisme » (n° 65, au moins c'est clair). Nous n'avons pas du tout l'intention de nous mêler des innombrables débats qui entourent la formation du « Nouveau Parti anticapitaliste » qui, objectivement ou pas, est la réponse du système à un encadrement futur de ce que pourraient apporter dans la lutte de classe les tensions sociales croissantes.

Varia

◆ Dans le n° 213 (avril 2008) de la revue allemande *Die Aktion*, des réflexions sur Herbert Marcuse, Cornélius Castoriadis, le Mouvement Ibérique de Libération, etc.

Joie de la révolution

◆ *La Joie de la révolution*, texte de Ken Knabb traduit de l'américain par Ken Knabb et François Lonchampt, Sabotart Édi-

Syndicats

◆ **« Modification des règles de la représentativité. Pour les syndicalistes, ça changerait quoi ? » dans *Alternative libertaire* n° 174, juin 2008.**

◆ **« La représentativité des syndicats remise en cause », dans *La Forge* n° 485, mai 2008.**

◆ **« Pour une reconstruction du syndicalisme de lutte » dans *Alternative libertaire* n° 172, avril 2008**

◆ **« Il y à soixante ans, les anarchistes rejoignaient à regret la CGT-FO (*Alternative libertaire* n° 172).**

tions,9317 Centrale, Montréal, Qc H8R 2K4,Canada.
anarquisto75@msn.com
Ce texte se trouve en ligne : http://www.bopsecrets.org/French/joyrev.htm

Commissions ouvrières à Barcelone (1965-1971)

◆ Les éditions Le Chien rouge (CQFD, BP 70054, 13192 Marseille cedex 20) annoncent une réédition de la traduction française de l'ouvrage de Julio Sanz Oller sur les Commissions ouvrières à Barcelone de 1965 à 1971, *Entre el fraude y la esperanza. Las Comisiones obreras de Barcelona* (éditions Ruedo Ibérico, 1972). Cette réédition reprend sous un nouveau titre : *Barcelone, l'espoir clandestin. Les commissions ouvrières de Barcelone (196561971)*, la traduction de Jean-Paul Cortada et Georges Valéro parue en 1975 aux éditions Federop sous le titre *L'Espoir demeure. Les Commissions ouvrières de Barcelone*.

Guerre d'Espagne

◆ Le n° 31 (avril 2008) de *Balance*, cahiers d'histoire du mouvement ouvrier international et de la guerre d'Espagne en espagnol, rend compte des batailles que son animateur mène « Contre Maures et chrétiens ». Sont rassemblés sous ce titre général : notes de lecture, gloses, traductions, débats, polémiques, dialogues, statistiques, etc. parus préalablement sur Internet, dans *Balance* ou d'autres revues concernant divers sujets, dont principalement la guerre civile espagnole de 1936-1939.
A. Guillamon, Ap de Correos 22010, 08080 Barcelona, Espagne.
chbalance@gmail.com
http://es.geocities.com/hbalance2000/

Soldats russes en France

◆ « La mutinerie des soldats russes en France, une révolte trop méconnue », *Courant alternatif* n°181, juin 2008. Voir dans *Echanges* n° 124 (printemps 2008) la critique de l'ouvrage La révolte des soldats russes en France, de Rémy Adam (éd. Les Bons Caractères [LBC], diffusion Athélès).

Georges Valero

◆ Le *Bulletin du Centre d'histoire sociale du XXe siècle* n° 31 donne un aperçu de l'ensemble des travaux actuels sur l'histoire sociale. ; il signale un ouvrage témoignage *Les Tourments d'une génération, Georges Valero 1937-1990*, tome 1 : *Engagements, la marque de 1968*, de Christian Chevandier (éd. Aux lieux d'être, 32 bd Vaillant-Couturier, 93100 Montreuil). Georges (ou Jorge) Valero, militant syndical qui continua de travailler dans un centre de tri postal à un moment où nombre de militants devenaient permanents, a écrit *Ni Dieu ni Maire : de Charléty aux moutons noirs, de l'autogestion à la cogestion : vingt ans de dérive CFDT* (La Digitale, 1989) et *Tous les chevaux ont couru* (La Digitale, 1989).

« Braves soldats du 17e »

◆ « Juin-Juillet 1907 – Morts de Béziers » : un tract rappelle la révolte des viticulteurs du Midi et la mutinerie du 17e Régiment de ligne qui refusa de tirer sur les manifestants (copie à Echanges).

Anars à New York, au Royaume-Uni...

◆ KSL n° 54, juin 2008 présentation critique de différents ouvrages en anglais : *Bière et Révolution. Le mouvement anarchiste allemand à New York (1880-1914)*, de Tom Goyens ; *A bas les riches, confessions sur la vraie vie d'un anar au*

Pour un centre d'archives

◆ Quelques camarades ont le projet de créer en région parisienne un centre d'archives et de recherches sur les luttes sociales et sur les groupes révolutionnaires. Ils lancent un appel pour recueillir tous matériaux (tracts, brochures, fanzines éphémères... pas de livres car il existe déjà des bibliothèques). Et, surtout, ils cherchent un local.
Contact : 06 75 96 10 51 ou archives.luttes@yahoo.fr

Kurasje Archive, site consacré au communisme de conseils, a dix ans

◆ Le site Internet The Kurasje Archive, consacré au communisme de conseils, publie nombre de textes et d'informations consacrés au communisme de conseils. Pour son dixième anniversaire,il ouvre une section de portraits de personnages connus ou méconnus de ce courant.
L'animateur (danois) de ce site (en anglais et, pour les textes, en anglais et dans leur langue d'origine) nous a envoyé un courriel dont voici les principaux extraits :
« Kurasje célèbre ses dix ans d'existence (...)
Tout lecteur de Rosa Luxemburg et d'Anton Pannekoek sait que les concepts de "grèves de masse" et de "mouvements de masse" ne sont pas simples . Les exemples historiques et les leçons qu'ils apportent valent la peine d'être rappelées et transmises. Comme vous pouvez le voir, je viens juste d'ouvrir une nouvelle section avec des photos de communistes de conseil ou de militants proches de ce courant.
Ainsi, ma première question est : le site Kurasje doit-il continuer d'exister ou doit-il être fermé? (...)
Ma seconde question est plus pratique : avez-vous des matériaux ou des idées concernant leur publication ?
J'aimerais savoir si vous avez des commentaires ou des suggestions pour des ajouts que vous souhaiteriez y voir figurer. (...) »
Site : http://www.kurasje.org
Contact : kurasje@iname.com

Royaume Uni, de Ian Bone (un des animateurs d'Alarm et de Class War) ; *Mes révo - lutions*, de Harl Knuzza et *Johnny comes home*, de Jack Arnott (sur Angry Brigade, groupe qui commit divers attentats entre 1967 et 1984).

Alternative Press Index

◆ *Alternative Press Index* recension et présentation des mouvements, groupes politiques, théoriques, etc. En anglais. Oclc Online Computer Library Center Inc, 6565 Frantz Road, Dublin OH 43017 -3395, Etats-Unis. Courriel : oclc@oclc.org

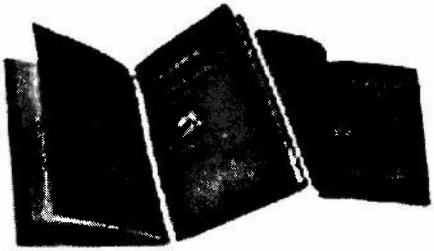
Un blog de traducteurs pour « propager la révolte »

◆ Le n° 346 (juin 2008) de *CNT*, organe de la Confederación nacional del trabajo espagnole, signale un blog de collectif de traducteurs, la Cizalla Ácrata, dont l'objectif est de traduire tous textes et documents qui lui paraîtront utiles « à propager la révolte et la lutte directe contre l'autorité et ses mercenaires » : http://lacizallaacrata.nuevaradio.org/ (en espagnol).

Temps modernes, horaires antiques. La durée du travail au tournant d'un millénaire

Pietro Basso

Editions Page Deux, Lausanne, 2005



L'OBJET DE CETTE ÉTUDE, plutôt rare, concerne l'évolution du temps de travail principalement depuis la fin de la période keynésienne et le début de la crise du capitalisme au milieu des années 1970. L'auteur commence à s'attaquer aux préjugés ainsi qu'aux études d'économistes cherchant à nous convaincre que la « société post-industrielle » diminuerait l'importance du travail et augmenterait le temps des loisirs proportionnellement au développement des technologies et de l'informatique dans l'organisation du travail.

Pour Basso, au contraire, fidèle à l'argumentaire du *Capital* de Marx, la crise structurelle du capitalisme mondial, liée à une rentabilité insuffisante du taux d'accumulation du capital, n'offre pas d'autres possibilités que d'allonger le temps de travail des salariés ainsi que son intensité, tous secteurs confondus.

S'appuyant sur des cas concrets (Fiat à Melfi, Volkswagen en Allemagne) et différenciant l'horaire légal (comme les 35 heures en France) des heures réelles, l'auteur décortique les subtilités des gouvernements et des grandes entreprises pour augmenter le temps passé à trimer, que ce soit à la journée, à la semaine ou à l'année (cas des heures supplémentaires légales) ou sur toute la vie (exemple du recul des âges de départ à la retraite en Allemagne et en France).

Les longues journées de labeur bien décrites par Zola, accrues d'une intensité horaire inégalée, ont encore un bel avenir avec comme principal moteur une accumulation croissante de plus-value associée à une rentabilisation plus rapide du capital fixe. A moins que le prolétariat ne parvienne à freiner, voire à mettre fin à cette mécanique anthropophage, comme il a déjà tenté de le faire, au lendemain de la révolution de 1917, en imposant la journée de huit heures dans les principaux pays industrialisés.

P. M.

Le Rendez-vous des civilisations

Youssef Courbaye et Emmanuel Todd

Seuil, « La République des idées »

LES AUTEURS sont des démographes et ils utilisent des données démographiques approfondies pour montrer la baisse générale des taux de fécondité, la progression des taux d'alphabétisation (distinctement hommes et femmes) pour tenter d'établir une relation entre ces deux séries de données : les progrès de l'alphabétisation coïncidant, parfois avec quelques décalages circonstanciels, avec la baisse sensible et parfois spectaculaire de la fécondité.

Appliquant leur méthode aux pays à dominante musulmane, ces mêmes auteurs montrent – d'une manière convaincante –

que, malgré les impératifs politiques et religieux, les Etats fortement dominés par les fondamentalismes n'échappent pas à cette évolution : toute la ceinture musulmane qui va de l'Afrique occidentale aux Philippines (avec souvent des partages de population avec des non-musulmans) montre que, quelles que soient les ethnies et les religions, la progression de l'alphabétisme entraîne une baisse de la natalité.

Les auteurs en concluent que derrière les apparences et les proclamations de principe des régimes forts, se développe un mouvement de libération, engagé d'abord dans les pays industrialisés, des coutumes et des religions qui touche particulièrement les femmes et leur sexualité. Il semble s'agir d'une marche inexorable et le (les) fondamentalisme(s) religieux n'est (ne sont) pas la marque d'une régression globale, mais au contraire le signe en négatif d'une tentative de maintenir, voire de reconquérir, des positions largement entamées par cette évolution.

On peut en retrouver des éléments même dans nos pays industrialisés. L'examen de ces indicateurs sociaux et historiques contredit les théories sur le « choc des civilisations » mais tout au contraire tend à montrer un « rendez-vous des civilisations ». « Le monde musulman est entré dans la révolution démographique et natale qui permit autrefois le développement des régimes aujourd'hui les plus avancés. »

Les démographes ne sont peut-être pas des économistes : « La progression de l'alphabétisation sur l'ensemble de la planète donne la vision d'un irrésistible mouvement ascendant de l'esprit humain », écrivent-ils. A cause de cette vision de l'influence d'un mouvement de l'esprit sur les conditions matérielles de vie, il n'y a guère de références à ce qui pourrait expliquer ces évolutions conjointes de l'alphabétisation et de la fécondité.

On ne trouve pratiquement rien dans le livre sur l'irruption du capitalisme et la destruction concomitante des structures économiques et sociales, sur les importants besoins d'une population plus instruite d'où l'évolution globale des mœurs , d'où les réactions « fondamentalistes » des dominants des structures antérieures essayant de maintenir leur domination. L'ouvrage tente bien, timidement, de relier ce qu'il constate au PIB par tête des pays concernés : chacun sait que cela n'a guère de sens, notamment quant au niveau de vie de la majorité de la population.

Malgré cette importante lacune sur les causes réelles de cette double évolution, l'ouvrage contient bien les éléments statistiques permettant d'étayer une réflexion originale sur le sens historique et présent des réactions religieuses et politiques, leur signification et leur portée réelle.

H. S.

Die Revolution ist keine Parteisache

Cajo Brendel

édition Unrast, collection « dissidenten der arbeiterbewegung », s. d. (2008)

UN RECUEIL de textes en allemand de Cajo Brendel (1915-2007) vient de paraître aux éditions Unrast dans une nouvelle collection, « dissidenten der arbeiterbewegung » (dissidents du mouvement ouvrier), sous un titre reprenant celui d'un célèbre article d'Otto Rühle (1874-1943), acteur de la révolution allemande de 1917-1919 : « La révolution n'est pas une affaire de parti. » Alors que je faisais remarquer l'incongruité de citer Lénine dans la présentation de cette collection à son auteur, Christian Frings, celui-ci me répondait qu'il

s'agissait d'une pointe d'ironie. J'avoue ne pas en saisir le sel.

Ceci mis à part, le fait est assez rare pour être souligné : le collectif de trois Allemands à l'origine de cette édition n'a pas cédé à la manie du digest dont se nourrissent maintenant la majorité des éditeurs. Chaque texte est annoté, ses sources citées ainsi que ses principales traductions. Une bibliographie des écrits de Cajo et un index des noms propres permettent au lecteur d'aller plus loin.

De surcroît, leur préface résume heureusement les actes et la pensée de Cajo, qui n'enveloppait pas la vivacité du présent dans le linceul de formules sacramentielles et qui se plaçait hors de toute morale, sur un terrain matérialiste : « Attendre le bonheur d'un Etat ou des partis politiques est totalement illusoire ; c'est sous couvert de cette illusion que l'exploitation capitaliste se perpétue. » C'est là où ce recueil est excellent, qui mêle textes autobiographiques, entretiens et articles théoriques, montrant que Cajo parlait d'expérience et qu'il ne s'agissait pas pour lui d'une simple figure de style. Les articles « Qui est Cajo Brendel ? » de Dik et Geert van der Meulen, et « Cajo Brendel – Souvenirs personnels », d'Henri Simon, le confirment. Ainsi que, dans une moindre mesure, à cause de son manque d'épaisseur, la nécrologie de Marcel van den Linden en fin de volume.

On ne trouvera dans les écrits de Cajo ni jargon ni syntaxe défaillante, sinon, peut-être, dans quelques mauvaises traductions. Comme plusieurs d'entre nous, il se méfiait des constructions purement intellectuelles, mais il ne partageait pas le discours de certains déclassés qui justifient leur refus de penser et de s'exprimer sous le prétexte que leurs actes les en dispenseraient. Il ne séparait pas pratique et théorie, les considérait dans leur complémentarité. Pour lui, il était évident que l'ignorance n'a jusqu'à aujourd'hui jamais servi personne.

De nombreux textes de Cajo ont été publiés en français par Echanges, dont il était un des cofondateurs. Pour en rester au recueil de l'édition Unrast, les éditeurs signalent en notes : *L'Insurrection ouvrière en Allemagne de l'Est, juin 1953. Lutte de classe contre le bolchévisme* (brochure, s.d.), un écrit de 1971 qui paraît ici pour la première fois en version allemande ; « Le groupe des communistes internationalistes de Hollande – Souvenirs personnels » (dans la brochure : Anton Pannekoek, *Pourquoi les mouvements révolutionnaires du passé ont fait faillite*, 1998) ; *Thèses sur la révolution chinoise* (brochure, s.d.) ; « Gorbatchev représente qui ou quoi ? Quel est le véritable caractère de la perestroïka ? » (*Echanges* n° 57) ; « "Garde-toi de tout mythe !" Entretien avec Cajo Brendel sur le communisme de conseils » (*Echanges* n° 111).

Non répertorié dans les notes de l'édition Unrast, « Démocratie des conseils versus dictature du parti. Communisme contre bolchevisme » est aussi paru dans le n° 91 d'*Echanges*.

J.-P. V.

Villains of All Nations Atlantic Pirates in the Golden Age

Marcus Rediker

Ed. Verso (Londres et New York), 2004

Les pirates, ça fait très romantique. Qui n'a pas lu *L'Ile au Trésor* de Stevenson ? Qui n'a pas rêvé des hauts faits de ces intrépides seigneurs de la mer ? Qui n'a pas fait état de leur violence et de leur cruauté ?

Mais qui peut penser que les pirates furent un pur produit de la lutte de classes à l'ère de l'expansion du capital, qui vit le dé-

veloppement du commerce maritime et de la colonisation au XIXe siècle. Pourtant cette étude minutieuse et détaillée des origines et des vicissitudes de la piraterie montre bien ce que fut en réalité l'âge d'or de la piraterie de 1650 à 1730. Les chiffres montrent son importance économique et expliquent comment les nations capitalistes finirent par s'unir pour l'éliminer (après l'avoir plus ou moins utilisée, avec les corsaires, dans leurs guerres intestines pour la domination mondiale, qui se jouait alors en grande partie sur la mer).

Cette élimination ne se régla pas seulement dans le combat naval, mais dans un arsenal répressif commun (qui n'est pas sans rappeler la présente lutte internationale contre le terrorisme). Les décrets pris par la classe dominante de tous pays décrivent les pirates comme des « monstres assoiffés de sang visant à détruire l'ordre social ».

Les mesures répreessives visaient surtout à dissuader ceux des exploités, terriens ou marins, qui auraient été tentés de trouver dans une vie dangereuse jouissance de richesse et de liberté. Entre la misère des campagnes, la cruelle exploitation capitaliste de ceux qui avaient été contraints d'émigrer vers l'industrie naissante, l'effroyable condition de ceux qui avaient été séduits ou enrôlés de force sur les navires marchands ou les vaisseaux de guerre, c'est tout un prolétariat naissant qui pouvait être attiré par l'aventure sur mer.

Pour les uns comme pour les autres, la discipline était brutale, la nourriture infecte, les salaires minables, les maladies et les accidents dévastateurs et la mort précoce. Pour les pirates, la mort rôdait tout autant, mais l'argent était facile, la nourriture et les beuveries abondantes et on vivait dans un monde plus ou moins égalitaire. *« A merry life but a short one. »*

La piraterie fut-elle une des premières tentatives d'un combat prolétarien et les premiers balbutiements d'une conception d'une société sans classe ? On peut le penser, non seulement à la mesure des réactions féroces de la bourgeoisie (qui pouvaient s'expliquer autant par la perte des profits capitalistes que par le danger pour l'ordre social que représentaient les modèles sociaux de la piraterie). Les boucaniers voulurent établir des sortes de communautés. Tous les témoignages concordent : élection des officiers qui pouvaient être déchus de même façon, égalitarisme tant dans le partage des prises que dans les soins aux blessés et malades, camaraderie et fraternité, et un sentiment de justice.

La plupart des pirates étaient des jeunes de moins de trente ans venant des plus basses classes sociales de l'époque et qui avaient occupé les emplois les plus durs du bas de l'échelle sociale. L'ordre social qu'ils tentaient d'instituer, c'était finalement eux qui l'avaient conçu et construit délibérément, en réaction contre tout ce qu'ils avaient souffert dans leur vie antérieure. On peut penser que cela pouvait aussi inquiéter les tenants de l'ordre social, non seulement parce que la perspective d'un autre ordre menaçait la discipline sur les navires, mais aussi parce qu'elle pourrait viser toute l'exploitation du prolétariat dans un monde capitaliste en expansion.

A ce titre, la piraterie mérite bien d'avoir sa place pas seulement dans la geste prolétarienne mais aussi dans les tentatives concrètes et théoriques de construire un monde nouveau.

H. S.

Liste des documents, journaux, brochures et livres disponibles sur demande.

Ces matériaux sont envoyés contre remboursement des frais postaux. Pour éviter des frais inutiles aux uns et aux autres, il suffit de joindre à la demande des timbres si possible : 0,70 euro pour un exemplaire, 0,84 euros pour deux, 1,57 euro jusqu'à cinq. Au-delà, demander au préalable le montant des frais postaux. Etant donné le nombre limité de certains documents, les demandes seront honorées dans leur ordre d'arrivée et les timbres inutilisés seront restitués.

Mention est faite entre parenthèses par une initiale de la langue, puis du pays d'origine de la publication.

A

Alternative libertaire, n°s 132 (septembre 2004), 155 (octobre 2006), 156 (novembre 2006), 164 (juillet 2007), 166 (octobre 2007).
Alternative Press Index, vol. 36, n° 1, janvier-mars 2004 (A).
Amis de l'Ecole de Paris (Les) : Mondragon, une holding coopérative (novembre 2005), Quand l'entreprise façonne la société (janvier 2006), La révolution discrète des conseils d'administration (mars 2006).
Asymétrie, n° 1 (avril 2007) (A).
Asymétrie, n° 3 (septembre 2006) (F).
Anarchosyndicalisme (CNT Midi-Pyrénées), n° 101, 102, 103 (2007).

B

Burdigala (Red & Anarchist Skinheads de Bordeaux) (mai 2004).

C

Canard Enchaîné (les dossiers du), Qu'est-ce qu'on mange encore ? nouvelle enquête au fond de nos assiettes (juillet 2000).
Cette semaine, n°s 89, 91 (2006), 92, 93, 94 (2007).
Centre d'histoire sociale du XXe siècle (Bulletin du), n° 30 (2007)
Combat syndicaliste (Le), CNT Midi-Pyrénées, n°s 87 (2004), 97 (2006), 99 (2007).
Communicating Vessels, n° 18 (été 2007) (A).
Compagnons de nulle part (Bulletin des (notes de lecture), n° 4, sd.
Coquelicot (Le), n°s 44 (avril 2005) à 47 (2005-2006).
CQFD, n°s 26, 27 (2005), 35, 38, 39, 40 (2006).
Critique de la démocratie balistique, de Robert Kurz, éd. Mille et une nuits, 2006.

D

Direct Action (AIT), traduction française de différents articles (2002).
De la colonisation, de Joël Jean Guigné-Martin, 2006.

E

Espoir (CNT-AIT Tour-d'Auvergne), n°s 1, 2 (2005).

F

Fin des haricots (La), automne 2007.
Forge (La), n°s 476, 479 (2007).

G

Gazette de la société et des techniques (La) : Pétrole, du marché au marchandage (2007), Les politiques publiques à l'épreuve du logement cher (2007), Nos cerveaux sont-ils en fuite ? (2007).

H

Haute tension (collectif antinucléaire), n° 1 (octobre 2007).

I

Infos et analyses libertaires, n° 64 (2007).
Internationaliste (L'), n°s 77-78, 79 (2006).
Insurgé (L') (collectif liber-

taire du Val-d'Oise), n° 4 (2006).
Interventions, « Ne pas travailler le lundi de Pentecôte », n° 5 (mai 2005).
Intervention communiste, n° 83 (novembre-décembre 2007).

J

Jakilea/Le Témoin, n° 84 (septembre 2007).

L

Lettre de liaison du Garas (La), nos 8 (2204), 17 (2006), 18, 19 (2007).

M

Maloka, catalogues de disques et publications d'un collectif dijonnais (juin 2006 [« Sleep well now »], octobre 2007).
Misery of football (The), de F. A. Kicker (2007) (A).

N

N'autre école (CNT-Education), nos 14, 15 (2007).
Néolibéralisme, de son rejet à la construction d'une alternative (Le), Parti communiste des ouvriers de France (décembre 2006).
Niglo en colère (Le), CNT-Gens du voyage, n° 9 (2006).
Nom de Non, le torchon brûle, de Michel Ots (2006).

O

One Thousand Emotions : catalogue 2006, « Big Easy, Small Window » (sur Katrina à la Nouvelle-Orléans) (mars 2006) (A).

Orientations syndicalistes révolutionnaires, bulletin du Cercle d'analystes syndicalistes révolutionnaires, s. d.

P

Partisan, nos 208 (2006), 215, 216 (2007).
People (The), avril 1991, octobre 1992, novembre 1992, novembre-décembre 1994, mars 1995, septembre 2001, mars-avril 2002, mai-juin 2003, juillet-août 2003, septembre-octobre 2003, novembre-décembre 2003, mai-juin 2004, septembre-octobre 2004, janvier-février 2005, mai-juin 2005, juillet-août 2005, septembre-octobre 2006, janvier-février, mars-avril, juillet-août 2007 (A).
Proletarian Revolution, nos 69, 70, 71 (2004), 74, 75 (2005), 77 (2006) (A).
Prolétariat universel (Le), nos 144, 147, 148 (2006-2007).

Q

Quelles luttes antifascistes ?, éd. La Niche, 2002.

R

Regroupement communiste, n° 20 (novembre 2007).
Réseau Info Santé nos 7, 9 (1985).

Revolution Times, n° 10 (1999) (All).

S

Solidarité, SIA Caen, nos 26 à 30 (2006-2007).
Sortir du nucléaire, nos 32, 33 (2006).
Syndicalisme par Lénine et les bolcheviks : l'impasse de la charte d'Amiens, CNT-AIT, s. d.

Ta paidia tis galerias, bulletin du groupe grec TPTG, n° 12-13 (2007) (Grec).
Terrenoire, catalogue 2006.
T'Okup', bulletin des squats « de Lozane et ailleurs » (Suisse), nos 66, 67, 68 (2006-2007).

U

Universaliste (L'), n° 76 (2007).

W

We're Gonna Fight (member of the French Anarcho-punk Federation), septembre 2003 (A).

BROCHURES DISPONIBLES

Les Conseils ouvriers en Allemagne, 1918-1921,
Henk Canne Meijer (décembre 2007, 2,50 euros)

Le Mouvement des piqueteros. Argentine 1994-2006,
Bruno Astarian (mai 2007, 3 euros)

ICO et l'IS. Retour sur les relations entre Informations correspondance ouvrières et l'Internatinale situationniste, Henri Simon (octobre 2006, 3 euros)

Présentation du réseau « Echanges et mouvement » (décembre 2006, 1,50 euro)

La Révolte des cités françaises, symptôme d'un combat social mondial
(mai 2006, 4 euros)

Aux origines de l'« antitravail », Bruno Astarian (décembre 2005, 3 euros)

La Classse ouvrière sous le IIIe Reich, Tim Mason (mars 2004, 3 euros)

Pour une compréhension critique du mouvement du printemps 2003. De la grève des enseignants aux manifestations contre la réforme des retraites (septembre 2004, 3,50 euros)

Militantisme et responsabilité suivi de **Le Crime des bagnes nazis : le peuple allemand est-il coresponsable ?** Henry Chazé (mars 2004, 3 euros)

Derrière l'Intifada du XXIe siècle, Aufheben (octobre 2003, 2,50 euros)

Les Grèves en France en mai-juin 1968, Bruno Astarian (mai 2003, 3,50 euros)

Humanisme et socialisme/Humanism and socialism, Paul Mattick (mai 2003, 2 euros)

L'Argentine de la paupérisation à la révolte. Une avancée vers l'autonomie (juin 2002, 2,50 euros)

Correspondance 1953-1954, Pierre Chaulieu (Cornélius Castoriadis)-Anton Pannekoek,
présentation et commentaires d'Henri Simon (septembre 2001, 2 euros)

Pour une histoire de la résistance ouvrière au travail. Paris et Barcelone, 1936-1938, Michael Seidman (mai 2001, 1,50 euro)

Fragile prospérité, fragile paix sociale. Notes sur les Etats-Unis, Curtis Price (février 2001, 1,80 euro)

La Sphère de circulation du capital, Gérard Bad (octobre 2000, 1,50 euro)

Les droits de l'homme bombardent la Serbie, Gérard Bad (octobre 1999, 1,50 euro)

Entretien avec Paul Mattick Jr., réalisé par Hannu Reime en novembre 1991.
Ed. bilingue septembre 1999, 1,50 euro)

Pourquoi les mouvements révolutionnaires du passé ont fait faillite. – Grèves. – Parti et classe. Trois textes d'Anton Pannekoek,
précédés de : **Le Groupe des communistes internationalistes de Hollande,** par Cajo Brendel (avril 1999, 1,50 euro)

Enquête sur le capitalisme dit triomphant, Claude Bitot (janvier 1999, 1,50 euro)

La Lutte de classe en France, novembre-décembre 1995. Témoignages et discussions (mars 1996, 1,50 euro)

Mais alors, et comment ? Réflexions sur une société socialiste (1,50 euro)

DANS LE MONDE UNE CLASSE EN LUTTE

Echanges et Mouvement édite depuis 1993 le bulletin gratuit *Dans le monde une classe en lutte* (*DLM*), recension irrégulière des luttes de classe dont on peut avoir connaissance.

Le succès relatif de ce bulletin ne doit pas faire illusion. L'ensemble repose sur quelques camarades d'Echanges et, quant à la diffusion, de tout un réseau réparti sur toute la France. Echanges souhaite toujours que la collecte des informations, leur classement, leur analyse et leur rédaction soit un travail plus collectif.

La formule actuelle consiste en des envois groupés, gratuits pour diffusion en nombre fixé par le correspondant ; ou en des envois individuels, contre six enveloppes adressées et timbrées à 0,72 euros.

Ce sont des discussions avec un camarade américain (qui publie *Collective Action Notes* à Baltimore) avec lequel Echanges échangeait depuis longtemps des informations et commentaires sur la lutte de classe dans le monde, qui ont conduit à l'idée de mettre ces informations à la disposition de ceux qui n'avaient ni le temps, ni les moyens d'y accéder.

Ainsi naquit en décembre 1993 un numéro d'essai tiré une centaine d'exemplaires, envoyé aux abonnés d'*Echanges* et déposé dans quelques librairies. Depuis, la diffusion de *DLM* a été portée à plus de 2.500 exemplaires – se faisant par des dépôts en librairie et par des envois postaux individuels ou collectifs.

La formule s'est quelque peu modifiée avec le temps, passant d'un classement des informations par pays à un classement par branche d'industrie. Elle vise aujourd'hui d'une part à faire ressortir certaines luttes plus significatives, d'autre part à réaliser un classement selon les termes actuels de la dialectique capital-travail.

Dans le monde une classe en lutte.

echanges.mouvement@laposte.net